

Programme d'éducation à la vie affective et sexuelle

"SI L'AMOUR LEUR ÉTAIT CONTÉ..."

2016



DOSSIER DOCUMENTAIRE



Ce dossier documentaire, non exhaustif, a été élaboré dans le cadre du programme d'éducation à la vie affective et sexuelle des adolescents "**Si l'amour leur était conté...**" mené par le CoDES de Vaucluse en 2016.

Il offre aux professionnels en charge du programme dans leur établissements un ensemble de références (articles, lieux ressources, bibliographie sélective...) permettant de compléter les connaissances acquises durant leur formation.

Sources interrogées :

BIB-BOP - Base de données bibliographiques / Base des outils pédagogiques des Comités d'éducation pour la santé de la région Paca, partagée avec les régions Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes.

<http://www.bib-bop.org>

BDSP - Banque de données santé publique

<http://www.bdsp.ehesp.fr/Base/QbeA.asp>

HAL SHS - Archive ouverte en sciences de l'homme et de la société, destinée au dépôt et à la diffusion d'articles scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, dans toutes les disciplines des sciences humaines et de la société.

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/>

CAIRN INFO - Consultation d'articles en texte intégral provenant de nombreuses publications en sciences humaines et sociales en langue française.

<http://www.cairn.info/>

Les documents ont été **sélectionnés** en fonction des critères suivants :

- . Pertinence par rapport au contenu du programme
- . Ouvrages, revues ou auteurs admis par les professionnels de l'éducation pour la santé comme faisant référence dans leur domaine de compétences
- . Accessibilité de l'information
- . Date de l'information

Ce dossier est **organisé** en 4 parties :

VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE DES ADOLESCENTS	7
EDUCATION POUR LA SANTE	51
LIEUX RESSOURCES	71
SELECTION BIBLIOGRAPHIQUE	75

SOMMAIRE

VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE DES ADOLESCENTS	7
EDUCATION POUR LA SANTE	51
LIEUX RESSOURCES	71
SELECTION BIBLIOGRAPHIQUE	75

Vie affective et sexuelle des adolescents

Comportements, relations filles / garçons, représentations sociales, stéréotypes, médias

GODEAU EMMANUELLE, NAVARRO FELIX, ARNAUD ALAIN, LA SANTE DES COLLEGIENS EN FRANCE / 2010. DONNEES FRANÇAISES DE L'ENQUETE INTERNATIONALE HEALTH BEHAVIOUR IN SCHOOL-AGED CHILDREN (HBSC), EDITIONS INPES, 2012, 247 P. (EXTRAITS)	9
NAVES MARIE-CECILE, WISNIA-WEILL VANESSA, LUTTER CONTRE LES STEREOTYPES FILLES / GARÇONS, COMMISSARIAT GENERAL A LA STRATEGIE ET A LA PROSPECTIVE, 2014, 236 P. (EXTRAITS)	18
VERS L'EGALITE REELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES. CHIFFRES CLES. EDITION 2015, MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE ET DES DROITS DES FEMMES, 2015, 20 P. (EXTRAITS)	25
HUBERT TAMARA, CLIMAT SCOLAIRE ET VIOLENCE DANS LES COLLEGES PUBLICS PERÇUE PAR LES FILLES ET LES GARÇONS, NOTE D'INFORMATION 12.20 DECEMBRE, MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DIRECTION DE LA PROSPECTIVE ET DE LA PERFORMANCE, 2012, 7 P.	28
CAMIRAND HELENE, CAZALE LINDA, BORDELEAU MONIQUE, LES ELEVES DU SECONDAIRE SONT-ILS SATISFAITS DE LEUR APPARENCE CORPORELLE ?, INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUEBEC, ZOOM SANTE, N°49, 2015-02, 8 P.	35
CRAES-CRIPS RHONE-ALPES, MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL (MFPF), IMAGES ET REPRESENTATIONS DE LA SEXUALITE DANS LES MEDIAS : QUELLES ATTITUDES EDUCATIVES ?, CRAES-CRIPS RHONE-ALPES, 2006-05, 55 P. (EXTRAIT)	43

GODEAU Emmanuelle, NAVARRO Félix, ARNAUD Alain, **La santé des collégiens en France / 2010. Données françaises de l'enquête internationale Health Behaviour in School-aged Children (HBSC)**, Editions INPES, 2012, 247 p. (extraits)

I83

Vie sexuelle

FLORENCE MAILLOCHON
SONIA JOVIC
EMMANUELLE GODEAU

INTRODUCTION

Les années collège ne se caractérisent pas seulement par l'essor des relations amicales (voir le chapitre « *Relations avec les pairs* »), elles sont aussi profondément marquées par le développement des relations affectives, amoureuses et/ou sexuelles. L'initiation sexuelle est au cœur des préoccupations des jeunes de cet âge et les premiers échanges physiques ont généralement lieu à cette période. La sexualité génitale concerne encore un faible nombre de jeunes avant 15 ans, comme le montre la plupart des enquêtes réalisées en France sur l'âge au premier rapport sexuel [1-3]. Néanmoins, ces relations sexuelles précoces constituent un enjeu de santé publique important car elles sont généralement considérées comme des indicateurs de risque à l'égard des infections sexuellement transmissibles (IST) et des grossesses non désirées [4]. Il a été montré qu'une entrée précoce dans la sexualité était corrélée à de moindres

précautions [5], notamment une moindre utilisation du préservatif lors du premier rapport [6, 7]. De même, la gestion d'une contraception orale peut se révéler difficile chez les toutes jeunes filles [8, 9]. En outre, l'ambivalence vis-à-vis d'un désir de grossesse peut être moins bien contrôlée chez les adolescentes que chez les adultes, en particulier dans un contexte de difficultés familiales et sociales entraînant une survivorisation du statut de femme enceinte et de mère [10]. Enfin, l'initiation sexuelle précoce a été associée à d'autres comportements à risque [11], tels que le tabagisme (surtout pour les filles), l'ivresse, l'usage du cannabis et les sorties nocturnes fréquentes, mais aussi à des facteurs plus contextuels, notamment chez les filles, tel le fait de vivre dans une famille recomposée ou monoparentale [12].

Les données de l'exercice 2010 de l'enquête HBSC fournissent l'occasion de

dresser un tableau plus large et plus contextualisé de l'entrée dans la sexualité des élèves de 4^e et de 3^e que les exercices précédents. Elles abordent en effet les premiers échanges amoureux à visée plus ou moins ouvertement sexuelle (les flirts), ainsi que les premières pratiques sexuelles génitales. Celles-ci sont au demeurant décrites de manière approfondie dans le but de savoir avec qui, et dans quelles circonstances, elles ont eu lieu. Ces éléments de contexte sont en effet primordiaux dans l'analyse de l'exposition au risque des jeunes. L'enquête sur les comportements sexuels en France [3] indique en effet le lien possible entre précocité sexuelle et pratiques homo ou bisexuelles. Plusieurs enquêtes attirent également l'attention sur la fréquence des violences sexuelles subies par les jeunes [13] et leurs conséquences fâcheuses pour la suite de la vie sexuelle [14].

Enfin, même si les taux d'utilisation de préservatifs et de contraception des adolescents lors des premiers rapports sont en constante augmentation, comme en

témoignent notamment les versions successives de l'enquête HBSC entre 2002 et 2006 [15], la protection des jeunes n'est pas parfaite. Les taux d'IST sont très certainement sous-estimés, puisque ces affections sont souvent asymptomatiques, néanmoins on sait qu'elles touchent principalement les jeunes. Ainsi, en 2009, lors d'une étude portant sur 960 femmes françaises [16], les taux d'infection les plus élevés de papillomavirus ont été retrouvés chez les moins de 20 ans. De même pour l'infection à *Chlamydia trachomatis*, des analyses réalisées en France entre 2007 et 2009 ont révélé que les jeunes de moins de 25 ans constituaient l'essentiel des personnes atteintes. Ces chiffres sont en augmentation constante depuis 2005 [17]. Les taux d'IVG sont quant à eux connus (10,4 IVG pour 1 000 jeunes filles âgées de 15 à 17 ans en 2008 et 2009 en France), et ils n'ont cessé de progresser chez les plus jeunes depuis 1990 [18]. Il paraît donc important de situer ces échecs manifestes de la contraception par rapport aux pratiques déclarées par les jeunes.

MÉTHODES

Jusqu'en 2006, les questions abordant la sexualité dans l'enquête HBSC étaient comparables à celles de l'enquête américaine *Youth Risk Behavior Survey* (YRBS) [19] dans une perspective épidémiologique d'évaluation des risques. Plusieurs questions ont été ajoutées dans l'exercice 2010 en France, afin d'avoir une description plus fine des modalités du premier rapport sexuel et de le situer dans un contexte relationnel élargi, l'initiation sexuelle des adolescents ne se réduisant pas à la génitalité.

Les deux premières questions portaient sur les flirts des adolescents : « *As-tu déjà eu un(e) petit(e) ami(e) ?* » Réponses : « *Oui* » ou « *Non* ». « *As-tu déjà embrassé ton (ta)*

petit(e) ami(e) sur la bouche ? » Réponses : « *Oui* » ou « *Non* ».

La troisième question visait à mesurer la proportion d'élèves ayant déjà eu des relations sexuelles : « *As-tu déjà eu des rapports sexuels (on dit aussi « faire l'amour ») ?* » Réponses : « *Oui* » ou « *Non* ». La précision entre parenthèse servait à faire comprendre aux élèves que la question portait sur une pénétration vaginale. On notera que la question ainsi posée ne permet donc pas d'appréhender d'autres pratiques sexuelles, qui pourraient représenter un risque particulier de transmission de maladies infectieuses.

La quatrième question portait sur le moment de la première relation sexuelle :

« *Quel âge avais-tu quand tu as eu des rapports sexuels pour la première fois ?* » Les réponses possibles à cette question étant : « *Je n'ai jamais eu de rapports sexuels/11 ans ou moins /12 ans/13 ans/14 ans/15 ans/16 ans/17 ans ou plus* ».

La cinquième question, nouvelle et propre à la France, visait à connaître le sexe du partenaire lors du premier rapport afin de repérer, au moins pour cette initiation, d'éventuelles pratiques homosexuelles, ce qui n'était pas possible auparavant : « *Ton partenaire pour cette première fois était... ?* » Réponses possibles : « *Je n'ai jamais eu de rapports sexuels/De sexe masculin/De sexe féminin* ».

La sixième question, là encore spécifique à l'enquête française, interrogeait les élèves sur les circonstances de leur premier rapport afin de détecter notamment d'éventuelles situations de regret, de mise en danger ou de violence : « *De ce premier rapport sexuel, tu dirais...* » Réponses possibles : « *Je n'ai jamais eu de rapport sexuel/Je voulais qu'il ait lieu à un autre moment/J'aurais préféré qu'il ait lieu plus tard/Je ne me suis jamais posé la question/Je n'avais pas envie d'avoir ce rapport* ».

La contraception et la protection contre les IST n'ont été abordées que pour ce qui concerne le dernier rapport sexuel. Cette approche permet de réduire les problèmes

de mémoire et de limiter les réponses normatives, plus fréquentes lorsqu'elles sont posées dans un contexte général.

La septième question était donc ainsi formulée : « *Lors de ton dernier rapport sexuel, quelle(s) méthode(s) as-tu (ou ton/ta partenaire) utilisée(s) pour éviter une grossesse ?* » Les possibilités de réponse étaient les suivantes : « *Je n'ai jamais eu de rapports sexuels/Aucune méthode de contraception n'a été utilisée pour éviter une grossesse/Pilule contraceptive/Préservatifs/Retrait/Pilule du lendemain/Une autre méthode/Je ne suis pas sûr(e)* ». Pour chacune de ces méthodes, les options « *Oui/Non* » étaient proposées.

La dernière question avait pour but d'apprécier l'utilisation du préservatif en tant que protection contre les infections sexuellement transmissibles lors du dernier rapport, c'est-à-dire comme supplément ou non à une autre méthode contraceptive : « *Lors de ton dernier rapport sexuel, as-tu (ou ton/ta partenaire) utilisé un préservatif ?* » Réponses possibles : « *Je n'ai jamais eu de rapports sexuels/Oui/Non* ».

Comme dans la grande majorité des pays participant à l'enquête HBSC, les questions portant sur la sexualité n'ont été posées qu'aux élèves les plus âgés, en l'occurrence et pour la France, à partir de la classe de 4^e.

RÉSULTATS

LES RELATIONS AMOUREUSES

Même si l'expérience sexuelle est encore rare parmi les collégiens, cette période de la scolarité est profondément marquée par les premiers échanges affectifs et amoureux. Chez les élèves de 4^e et 3^e, 79,6 % des garçons et 75,4 % des filles déclarent avoir déjà eu un petit copain ou une petite copine et presque autant (respectivement 76,9 % et 71,7 %) ont déjà embrassé quelqu'un sur la bouche. Ces premières relations sont naturellement

plus nombreuses en 3^e qu'en 4^e, et ce pour les deux genres, et les garçons ont plus tendance à déclarer avoir eu une petite amie et avoir embrassé que ne le font les filles [figures 1 et 2]. Ces proportions augmentent significativement entre la 4^e et la 3^e.

LES PREMIERS RAPPORTS SEXUELS

Près d'un élève sur cinq (17,8 %) en classe de 4^e ou de 3^e déclare avoir eu des rapports

sexuels, les garçons étant significativement plus nombreux que les filles dans ce cas (22,0 % vs 13,7 %). La proportion d'élèves de 3^e rapportant des rapports sexuels est plus élevée que celle des élèves de 4^e (24,2 % vs 11,2 %), et ce pour les deux genres [figure 3].

FIGURE 1

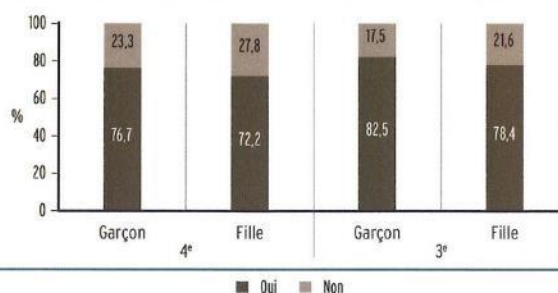
Proportion d'élèves de 4^e et 3^e ayant eu un petit copain selon le genre (en pourcentage)

FIGURE 2

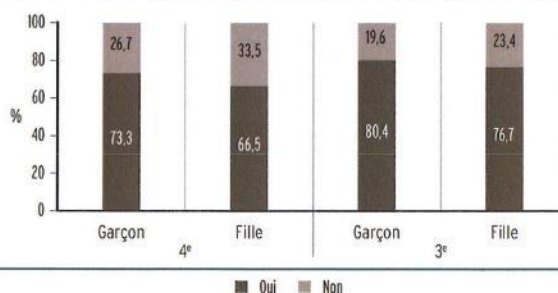
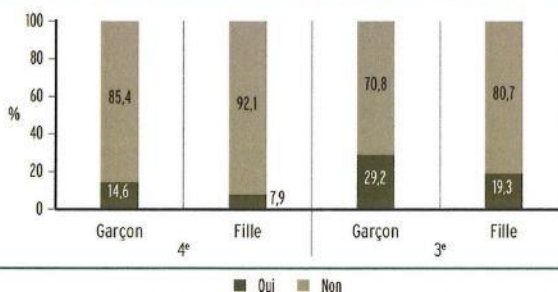
Proportion d'élèves de 4^e et 3^e ayant déjà embrassé selon le genre (en pourcentage)

FIGURE 3

Proportion d'élèves de 4^e et 3^e ayant des rapports sexuels selon le genre (en pourcentage)

Parmi cette population d'élèves de 3^e et de 4^e sexuellement initiés, près de deux répondants sur cinq (38,2 %) déclarent avoir eu leur premier rapport très précocement, c'est-à-dire à 13 ans ou avant, les garçons plus souvent que les filles (44,9 % vs 27,9 %). Les deux tiers des élèves sexuellement initiés (64,5 %) déclarent avoir eu leur premier rapport avant 15 ans, les garçons étant plus nombreux que les filles dans ce cas (70,9 % vs 55,1 %). Ces différences entre garçons et filles se maintiennent quel que soit le niveau scolaire. À l'échelle de la génération, les relations sexuelles avant 13 ans sont donc peu fréquentes : 6,3 % des élèves 4^e et 6,7 % des élèves de 3^e sont concernés [figure 4].

Concernant leur premier rapport, la plupart des élèves ne se sont pas posé la question de savoir si c'était le bon moment (46,5 %) et beaucoup (36,5 %) sont satisfaits de la chronologie des événements, voire auraient aimé être initiés plus tôt. Plus d'un dixième des élèves (14,7 %) auraient

préféré un premier rapport plus tardif et un petit nombre (2,4 %) n'en avait pas envie au moment où il a eu lieu. Les garçons et les filles n'apprécient pas de la même manière la période à laquelle ils ont eu ce premier rapport sexuel. Même si elles apparaissent moins précoces que les garçons, les filles ont davantage tendance à regretter que ce premier rapport n'ait pas été plus tardif (22,1 % vs 10,1 %) ; les garçons sont plus nombreux à ne pas se poser la question (52,1 % vs 37,3 %). Ces observations ne varient pas selon que les répondants sont en 4^e ou en 3^e [figure 5].

Peu d'élèves (2,4 %) déclarent que leur premier rapport a eu lieu avec une personne du même sexe, sans différence entre les genres, ni de variation suivant la classe.

MÉTHODES CONTRACEPTIVES ET DE PROTECTION

La majorité des élèves de collège (88,7 %) sexuellement initiés se sont protégés contre

FIGURE 4

Proportion d'élèves de 4^e et 3^e ayant eu des rapports sexuels très précoces, selon le genre (en pourcentage)

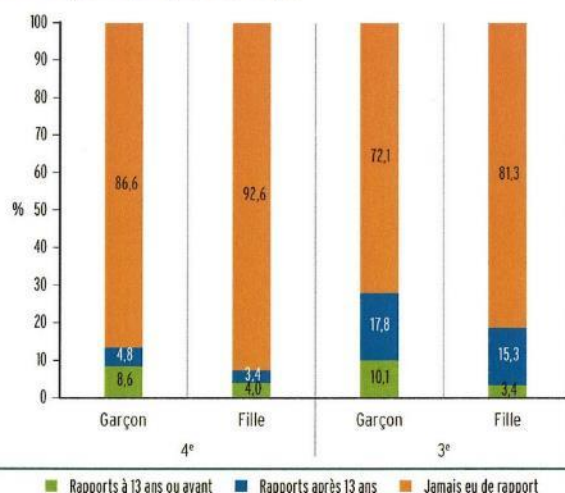
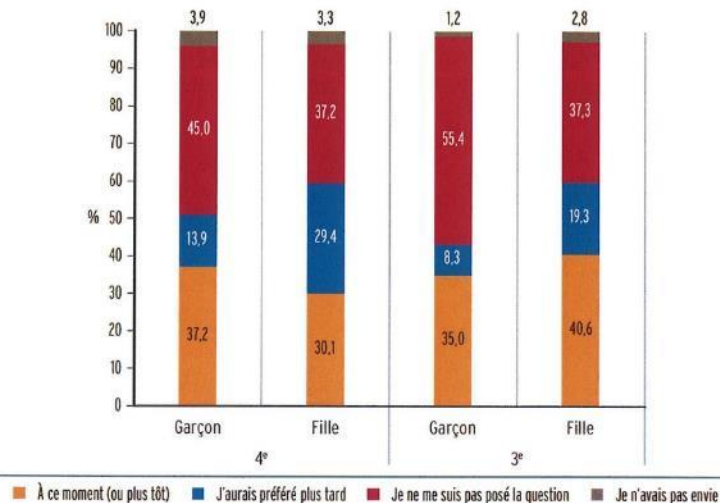


FIGURE 5

Avis des élèves de 4^e et 3^e sur leur premier rapport sexuel selon le genre (en pourcentage)

les grossesses lors de leur dernier rapport sexuel, mais près d'un élève sur dix (11,3 %) n'a eu recours à aucune méthode de contraception à cette occasion. Les garçons de 4^e sont ceux qui ont encouru le plus de risques à l'égard d'une grossesse (13,6 % d'entre eux déclarent, pour eux ou leur partenaire, n'avoir pas employé de moyen de contraception lors du dernier rapport).

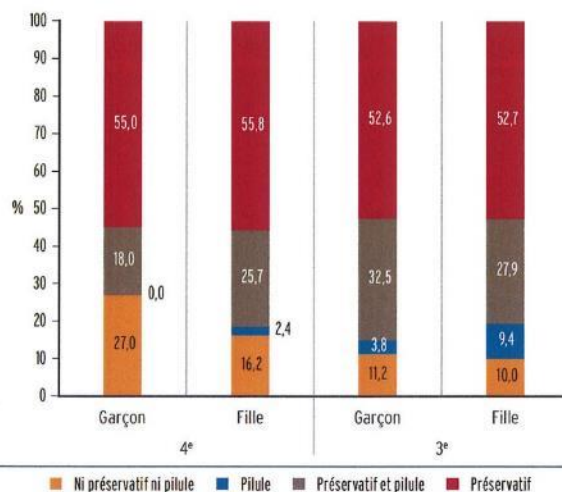
Dans les deux tiers des cas (62,3 %), les adolescents initiés ont déclaré n'avoir utilisé qu'une seule méthode de contraception lors de leur dernier rapport, et dans un cas sur cinq (22,6 %), deux méthodes. Les filles déclarent plus souvent que les garçons recourir à plusieurs modes de contraception. Le recours à deux moyens de contraception est plus important en 3^e qu'en 4^e (25,2 % vs 16,6 %).

Parmi les moyens de contraception, une majorité d'élèves ont utilisé le préservatif (85,4 %) lors de leur dernier rapport, suivi de la pilule contraceptive (33,1 %), et de la pilule du lendemain (16,5 %). Peu d'adolescents ont cité le retrait (7,4 %), les filles le déclarant significativement plus que les garçons (11,5 % vs 4,2 %). On n'observe pas de différence significative selon le genre dans les déclarations d'usage de pilule ou de préservatif.

En lien avec l'âge, les stratégies de contraception ou de protection contre les IST ne sont pas les mêmes suivant le niveau scolaire. L'utilisation seule du préservatif est plus importante en 4^e qu'en 3^e. Le recours à la pilule est plus fréquent parmi les élèves de 3^e (37,4 % vs 22,4 %), seule ou en combinaison avec des préservatifs [figure 6].

FIGURE 6

Proportion d'élèves de 4^e et 3^e ayant utilisé le préservatif et/ou la pilule lors de leur dernier rapport sexuel en fonction du sexe (en pourcentage)



DISCUSSION

L'enquête HBSC confirme que la période du collège est celle des premiers échanges physiques amoureux des adolescents, qui sont nombreux à avoir expérimenté le baiser sur la bouche et une relation singulière avec un(e) petit(e) ami(e). Ces données sont en cohérence avec les résultats de l'enquête sur les Contextes de la sexualité en France réalisée en 2008 [3], qui établit l'âge médian du premier baiser à 14,1 ans pour les filles et à 13,6 ans pour les garçons (réponses données à l'âge de 18-19 ans), âges proches de ceux qui avaient été évalués au début des années 1990 [20]. Néanmoins, l'initiation à la sexualité génitale est encore peu importante à cette période de la vie. D'après l'enquête sexualité 2008 [3] et le *Baromètre santé* 2005 [2], l'âge médian au premier rapport sexuel a peu évolué depuis une trentaine d'années et se situe autour de 17 ans et demi (un peu plus pour les filles,

un peu moins pour les garçons). En comparaison, l'enquête HBSC 2010 fournit une proportion de jeunes précoces, puisque initiés avant 15 ans (soit plus de deux ans avant l'âge médian), relativement importante. En effet, 9,3 % des garçons et 3,7 % des filles interrogés dans l'enquête HBSC 2010 déclarent des rapports avant 13 ans, et 25,5 % des garçons (14,1 % des filles), avant 15 ans. Ces proportions sont restées stables au cours des dernières années. Malgré les craintes nourries par les éducateurs d'une sexualisation précoce liée notamment à une plus large diffusion de la pornographie grâce aux nouvelles techniques de l'information et de la communication, les pratiques effectives des jeunes ne semblent pourtant pas s'être profondément modifiées ces dernières années.

L'âge de l'initiation sexuelle comme les différences observées entre filles et garçons

restent dans le même ordre de grandeur en 2006 et en 2010 : les garçons se déclarent toujours relativement plus précoces que les filles, phénomène observé dans d'autres enquêtes en France [1-3], dans le monde occidental [7, 21, 22] et même plus largement [23]. Les différences de représentations de la sexualité féminine et masculine et des rôles sexuellement différenciés que garçons et filles doivent tenir dans les relations qu'ils nouent entre eux sont donc encore prégnantes [24].

Une différenciation sexuelle de l'usage des moyens de contraception s'observe également dès le plus jeune âge, dans l'enquête HBSC en France et ailleurs [15] : les taux d'usage de préservatifs sont supérieurs chez les garçons, alors que les taux d'usage de contraceptifs oraux sont plus élevés chez les filles. Même si la question portait sur le répondant ou son/sa partenaire, ces différences laissent à penser que certains jeunes ne savent pas le mode de protection utilisé par l'autre. Or il a été prouvé que la communication entre les adolescents, à propos de la sexualité, est associée à une meilleure utilisation des contraceptifs [25].

Les taux élevés de déclarations d'usage du préservatif lors du dernier rapport n'évoluent pas depuis une dizaine d'années (84,0 % en 2006 et 85,5 % en 2010). Les élèves de France figurent depuis 2001 parmi les plus utilisateurs de préservatifs au sein des pays membres d'HBSC [15]. De tels taux témoignent du fait que les campagnes de promotion des préservatifs à destination des jeunes sont entendues et, si l'on en croit leurs déclarations, efficaces, à la restriction des garçons précocement initiés, qui semblent de moindres utilisateurs. Si le niveau de précaution à l'égard des IST semble relativement satisfaisant, il est toute-

fois notable qu'une partie des collégiens n'a utilisé aucune protection lors de son dernier rapport et que cette proportion, déjà importante au début des années 2000 [26], est en hausse depuis quatre ans : 7,3 % des jeunes de 15 ans sexuellement initiés interrogés en 2006, pour 10,0 % en 2010 [figure 7]. En outre, la pilule du lendemain, qui ne peut être tenue comme dispositif pérenne de contraception mais bien comme solution d'urgence, est très largement employée par les jeunes de cet âge dans notre pays. Ce recours reste stable depuis 2006, autour de 14 %, proche de celui observé chez les moins de 25 ans interrogés dans le cadre du *Baromètre santé* (13,9 %) [21], et ce malgré la distribution de ce mode de contraception par les infirmières scolaires (décret n° 2001-258 du 27 mars 2001) et l'autorisation de sa vente sans ordonnance dans les pharmacies depuis 2002, qui auraient pu laisser penser à une forte augmentation de ce mode de contraception. En revanche, et sûrement en lien avec ces particularités, la France est de loin le pays dans lequel l'usage de la pilule du lendemain lors du dernier rapport est le plus élevé (14,1 % vs 6,5 % en moyenne dans les pays répondants) parmi ceux ayant posé la question de cet usage dans l'enquête HBSC 2006 [5], comme c'était d'ailleurs déjà le cas en 2002 [27].

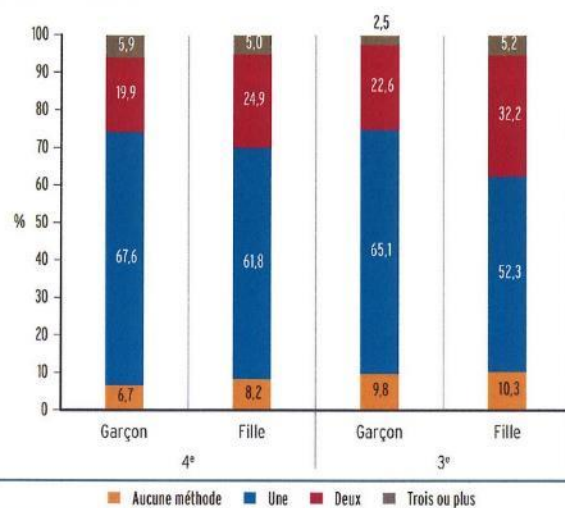
Le recours à la pilule du lendemain peut être interprété comme une faille dans le dispositif de contraception des jeunes, mais aussi de leur prévention à l'égard des IST. À l'inverse, on ne peut nier que pour les jeunes qui ont eu un « accident » de préservatif ou un oubli de pilule, ce recours témoigne d'une stratégie adéquate. Les campagnes d'information sur les modes de contraception sont donc à adapter aux spécificités de la population des tout jeunes adolescents.

Vie sexuelle

191

FIGURE 7

Nombre de méthodes contraceptives utilisées au dernier rapport, par sexe et par classe (en pourcentage)



NAVES Marie-Cécile, WISNIA-WEILL Vanessa, **Lutter contre les stéréotypes filles / garçons**, Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 2014, 236 p. (extraits)

Introduction

Les stéréotypes filles-garçons, terreau des inégalités hommes-femmes et enjeu de justice sociale

Marie-Cécile Naves et Vanessa Wisnia-Weill

Les femmes n'ont-elles pas gagné le combat de l'égalité ? se demandent certains. Depuis cinquante ans, des progrès ont été accomplis, de nombreuses lois garantissent en principe l'égalité entre les hommes et les femmes. Cependant, **femmes et hommes ne participent pas de la même manière à notre société**, que ce soit dans les sphères politiques, professionnelles, associatives ou intimes : ils et elles ne sont pas à parité dans les organes de représentation politique, ne s'impliquent pas de façon similaire dans la parentalité et les relations privées, ne travaillent pas dans les mêmes secteurs. **Ces schémas se mettent en place dès la jeunesse** : filles et garçons ne font pas les mêmes choix de filières d'études, n'ont pas le même rapport au corps et s'engagent diversement dans les activités scolaires, sportives ou culturelles. Et ces différences posent plusieurs problèmes de justice sociale.

Tout d'abord, les indicateurs usuels qui mesurent revenus et pauvreté montrent que des inégalités socioéconomiques significatives perdurent entre les hommes et les femmes (écarts de rémunération, de retraite, etc.). S'agit-il pour autant uniquement de justice (re)distributive ? Si les rapports sociaux entre les hommes et les femmes n'épuisent pas les inégalités socioéconomiques en général, inversement, les discriminations qui découlent des stéréotypes ancrés dès la jeunesse ne s'y résument pas. En outre, **ces stéréotypes pèsent plus spécifiquement sur les garçons et filles des classes populaires en restreignant leur champ des possibles** et donc leurs possibilités de mobilité.

En prendre acte permet de définir de nouvelles priorités en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en ciblant de nouveaux publics dans la jeunesse. C'est l'objet de ce rapport, qui répond à une commande de la ministre des Droits des femmes : le combat contre certains stéréotypes qui dictent des traits moraux, psychiques et une destinée scolaire, puis professionnelle et familiale aux individus en raison de leur sexe doit être mené dès les premières années de la vie. Il s'agit de réintroduire du jeu dans les activités, les attentes, le partage des rôles, pour finalement élargir la gamme des identifications possibles pour les garçons comme pour les filles. Tous les grands lieux de socialisation de la jeunesse (famille, école,

Lutter contre les stéréotypes filles-garçons

activités extra-scolaires, loisirs, etc.) mettent en scène ces articulations, avec souvent à la clé un enjeu de montée en mixité.

Socialisation précoce : un enjeu d'implication plus forte des pères et de mixité dans les métiers de la petite enfance.

L'assignation des femmes et des hommes à des fonctions sociales clivées conditionne encore largement leurs destins sociaux divergents. En effet, l'inégalité subie par les femmes en matière de trajectoires professionnelles renvoie à l'inégal partage des tâches domestiques et parentales, la division sexuée du travail « formatant » elle-même très tôt les enfants dans des schémas stéréotypés. 99 % des salariés des établissements d'accueil des jeunes enfants sont des femmes ; le taux de masculinisation atteint son maximum avec 3 % d'hommes parmi les éducateurs de jeunes enfants ; on compte seulement 7 % d'hommes parmi les professeurs des écoles. À la maison comme à la crèche ou à l'école pré-élémentaire, les enfants sont très majoritairement pris en charge par des femmes et font très vite le lien entre « pourvoyeur de soin ou d'éducation » et « activités féminines ». Faut-il alors admettre que l'assignation historique des femmes à la sphère domestique a disqualifié les activités de « soin » (de *care*), assimilées à une sphère de l'intime distincte de la sphère publique, laquelle est « valorisée par les hommes et les femmes socialement avantagés et conçue comme seul lieu du politique »¹ et de la réalisation de soi ?

Dans cette perspective, l'enjeu pour l'action publique est d'élaborer des instruments à même de promouvoir et de démocratiser un modèle à « deux apporteurs de revenus et deux apporteurs de soins » où hommes et femmes peuvent accéder à la gamme diversifiée des activités humaines². Cela engage précisément un certain idéal de conditions de développement de l'enfant, qui associe mieux les hommes et les femmes. Au-delà de la sphère familiale, il a vocation à se concrétiser dans le champ de la petite enfance, notamment par la masculinisation du *care*. Dans les pays les plus exemplaires à cet égard (le Danemark, la Norvège, voire plus récemment l'Allemagne dans certaines zones urbaines), un facteur clé de la montée en mixité tient à son inscription dans un plan plus global d'investissement social sur l'accueil du jeune enfant, reposant notamment sur un paradigme d'éveil et d'éducation de l'enfant (à rebours d'une approche historiquement plus sanitaire).

L'orientation scolaire : une insuffisante mixité qui affecte particulièrement l'enseignement professionnel et freine l'insertion des jeunes moins qualifiés

Si le secteur du *care*, majoritairement occupé par les femmes, continue de renvoyer à une éthique et des compétences de « nature » prétendument féminine, les hommes sont assignés à des métiers associés à la force et à la technique dans l'industrie, la construction ou le transport. **Seuls 17 % des métiers comportent entre 40 % et 60 % des deux sexes.** Cela contribue directement au renforcement des stéréotypes chez les jeunes, notamment en matière d'orientation scolaire. En progression dans le champ des métiers qualifiés – à l'exception notable de l'informatique –, la mixité est en recul chez les moins diplômés, la segmentation entre métiers féminins et masculins y étant du reste très marquée. Cela recoupe par ailleurs un phénomène

¹ Laugier S. (2011), « Le *care* comme critique et féminisme », *Travail, genre et sociétés*, n° 26, p. 183-188.

² Méda D. (2009), « Vers un modèle à deux apporteurs de revenus/deux pourvoyeurs de soins ? », in *Femmes dans l'entreprise et ailleurs*, École normale supérieure.

Introduction – Les stéréotypes filles-garçons,
terreau des inégalités hommes-femmes et enjeu de justice sociale

insuffisamment connu : à l'issue de la classe de troisième, plus de 20 % des jeunes – garçons ou filles – vont se retrouver « démixés » à un âge clé de la socialisation. Ce sont essentiellement ceux qui rejoignent l'enseignement professionnel ou technologique où les classes populaires sont surreprésentées. Ce manque de mixité va réduire les opportunités professionnelles des jeunes, tout particulièrement des filles, enfermées dans un nombre de métiers plus réduits.

Dès lors, il importe de déterminer des secteurs et métiers clés sur lesquels un effort stratégique de montée en mixité est nécessaire, au-delà du seul effort en faveur des filles ingénieurs, qui a globalement porté ses fruits même si le processus n'est pas achevé. Par ailleurs, il convient de décliver le marché du travail, encore trop segmenté entre les sexes, pour favoriser les perspectives d'insertion professionnelle des jeunes. Il faut tenir compte des asymétries existantes, la meilleure réussite scolaire des filles ne devant pas cacher une moindre intégration professionnelle, pour les moins qualifiées, qui tient à plusieurs facteurs : une concurrence directe avec les filles titulaires d'un diplôme en post-bac sur les filières très « féminines » telles que la compatibilité, la gestion ou le secrétariat, une forme d'évincement de fait de l'apprentissage et des filières professionnelles les plus porteuses, et des parcours difficiles pour celles qui transgressent.

L'école, en tant que productrice d'apprentissages et lieu de socialisation, lutte insuffisamment contre les inégalités entre garçons et filles

La réussite scolaire des filles, globalement supérieure à celle des garçons, et la mixité obligatoire dans l'enseignement public laissent penser que l'école n'est pas défavorable aux filles, voire qu'elle leur est plus favorable qu'aux garçons. Du reste, l'inquiétude est croissante quant au décrochage des garçons, surtout en français, et en particulier dans les milieux populaires. En réalité, les stéréotypes de genre ont été intériorisés par les enfants, dès le plus jeune âge : aux filles, le respect de l'autorité, le calme et l'obéissance ; aux garçons, l'agitation, la rébellion, voire l'agressivité. En conséquence, les filles développent un comportement – en apparence – plus adapté aux normes scolaires que les garçons. En outre, les disciplines scolaires ont un sexe : certaines sont jugées plutôt masculines (sciences et techniques) tandis que d'autres, plutôt « féminines » (français, sciences humaines, langues), sont dévalorisées parce que moins sélectives et moins associées à la réussite sociale.

Dès le début de la scolarisation, la socialisation des garçons et des filles (entre pairs, dans les interactions mixtes et avec les enseignants), très codifiée, est inégale. De plus, les contenus des programmes et les outils d'apprentissage valorisent le masculin neutre. Enfin, les attitudes des personnels scolaires diffèrent envers les filles et les garçons, les premières étant moins valorisées et moins encouragées, surtout dans les matières jugées compétitives. Les filles ont globalement moins confiance en elles que leurs homologues masculins, surtout à partir de la fin du collège. Elles « choisissent » souvent des filières et des options moins concurrentielles, ce qui n'est pas sans incidence sur leur carrière et leur salaire futurs. En outre, l'origine sociale des élèves est fortement corrélée à ces inégalités entre les filles et les garçons, que ce soit dans les relations à l'autre sexe, le rapport au savoir et l'ambition professionnelle.

L'ensemble des acteurs – enseignants, personnels administratifs, éditeurs de littérature, familles – doivent en prendre conscience, afin de contribuer davantage,

Lutter contre les stéréotypes filles-garçons

par leurs pratiques quotidiennes, à l'égalité entre les filles et les garçons (en termes d'interactions, de parité, de neutralité de genre). Ils doivent, pour cela, pouvoir s'appuyer sur des formations et des outils concrets, comme il en existe dans certains pays.

Les inégalités filles-garçons passent inaperçues dans les loisirs sportifs et culturels, qui sont vus comme des espaces de liberté et d'épanouissement

Les pratiques culturelles et sportives de la jeunesse ont considérablement évolué depuis les années 1980 (massification scolaire, développement des outils numériques, démocratisation de la culture, fonction socialisatrice croissante des institutions de loisirs). Mais elles demeurent à la jonction de la transmission (par la famille, les pairs ou les médias), de l'éducation, du divertissement et de la consommation. Selon le milieu socioéconomique d'origine, les enfants et les adolescents ont des pratiques très différenciées (sport *versus* activités artistiques, par exemple). Par ailleurs, la **compétition sportive est surtout masculine ; les loisirs « sérieux » (notamment la lecture) sont surtout féminins**. Les filles adoptent plus tôt que les garçons les consommations, pratiques et usages de la culture adolescente. Mais tous convergent dans l'utilisation de l'ordinateur. Quant aux transgressions (choix de pratiques contraires aux normes), elles sont plus faciles pour les filles (les garçons devant notamment surmonter le soupçon d'homosexualité).

Cependant, **les institutions culturelles comme sportives persistent dans l'illusion de la mixité ou des goûts et compétences « naturels » des filles et des garçons**. Il importe donc de sensibiliser parents, éducateurs, institutions culturelles, associations et fédérations sportives aux enjeux d'égalité, en s'inspirant de plusieurs programmes étrangers. Le processus de démocratisation de la culture et du sport doit davantage prendre en compte les inégalités filles-garçons. L'identité sexuée – et les normes qui l'accompagnent – se construit de manière très importante dans les loisirs, notamment parce que ceux-ci mettent en scène le corps.

Le poids des représentations sociales est un facteur de risques majeurs tant pour la santé des filles que pour celle des garçons

La santé des jeunes Français comme des jeunes Françaises est globalement satisfaisante. Pourtant, certains indicateurs, notamment en matière de comportements à risque, se révèlent préoccupants, de manière plus ou moins aiguë selon le sexe. La socialisation différenciée des filles et des garçons contribue à les exposer tendanciellement à des risques distincts. La ligne de fracture se situe dans la représentation de comportements conçus comme féminins (fragilité et sensibilité) et masculins (force et résistance) : ces « devoir-être » différents, assimilés dès l'enfance, influencent la prise de risque et l'expression des symptômes, jouant sur l'état de santé des jeunes. On observe ainsi des comportements davantage violents et risqués chez les garçons et des symptômes davantage liés à la santé mentale chez les filles, avec toutefois un alignement progressif des filles sur les garçons, qui peut être le reflet d'un besoin d'affirmation de soi dans un environnement social valorisant les comportements masculins. En outre, le rapport au corps chez les adolescents est fortement construit selon des normes entretenues par les médias et par les pairs.

Introduction – Les stéréotypes filles-garçons,
terreau des inégalités hommes-femmes et enjeu de justice sociale

En découlent des souffrances engendrées par les idéaux entretenus de minceur féminine et de musculature masculine. Par ailleurs, **les assignations identitaires peuvent entraîner une sous-détection des problèmes chez ceux qui s'écartent du comportement attendu** (par exemple, les filles souffrant d'addiction ou les garçons anorexiques) ou une sous-détection des risques (violences sexuelles sur les garçons), soit parce qu'ils recourent moins au système de soins, soit parce que les professionnels de santé les prennent en charge différemment. **En France, le genre comme déterminant des inégalités de santé est relativement ignoré**, là où il est couramment admis dans le monde anglo-saxon, tant dans la pratique médicale que dans la réflexion universitaire.

* * *

Les écarts dans les parcours sociaux, familiaux et professionnels des hommes et des femmes ne peuvent être la simple résultante de préférences individuelles déterminant par exemple les choix de carrière, de métiers et de conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Ils témoignent aussi d'un clivage historiquement construit entre sphère privée (du côté des femmes) et sphère publique (du côté des hommes), et d'une prise en compte implicitement hiérarchique des hommes et des femmes, fondée sur la différence sexuelle. Celle-ci a été entendue par la tradition occidentale comme différence de la femme, celle qui s'écarte du « masculin neutre universel »¹ (et politique). Et c'est ainsi qu'une différence biologique et relative a instauré une hiérarchie, connotant le masculin et le féminin de manière inégalitaire². Cela revient à nier la diversité et la complexité des relations entre les hommes et les femmes.

L'objectif doit-il être alors, dans un souci de justice et d'égalité, de reconnaître plus généralement les activités dites féminines et de leur attribuer une juste valeur sociale ? Une telle politique de la reconnaissance³, notamment de reconnaissance du *care*, pourrait résoudre en partie le problème. Toutefois, **il ne faut pas tomber dans le piège d'une approche différentialiste, posant une identité féminine a priori**. Une voie possible serait de penser la reconnaissance comme une question de statut (de participation)⁴ : les institutions et les structures sociales doivent permettre à chacun de participer en tant que « pair », en tant qu'« égal » (aux soins et à l'éducation des enfants, au marché du travail, à la vie politique, à toutes les fonctions clés dans la société). C'est pourquoi **il faut penser les inégalités hommes/femmes en termes à la fois de redistribution et de reconnaissance**⁵. Autrement dit, les injustices symboliques et culturelles ne sont pas séparables des injustices socioéconomiques, ni moins importantes.

Par ailleurs, être fille ou garçon de cadre, ce n'est pas vivre la même expérience sociale qu'être fille ou garçon d'ouvrier. Longtemps, la question des inégalités hommes-femmes a été considérée comme une différence dans la différence⁶, secondaire par rapport aux stratifications sociales. Or les contributions de ce rapport

¹ Agasinski S. (2012), *Femmes entre sexe et genre*, Paris, Seuil, p. 13. Les hommes sont par exemple considérés comme le premier sexe par la civilisation grecque, mais aussi par les religions judéo-chrétiennes (cf. mythe du *Timée* ou d'Eve, créée à partir d'Adam).

² Ce que Françoise Héritier nomme la « valence différentielle des sexes » ; Héritier F. (1986), *Masculin/Féminin. La Pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob.

³ Honneth A. (2013), *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Gallimard.

⁴ En suivant par exemple N. Fraser (2011), *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, Paris, La Découverte.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Passeron J.-C. et de Singly F. (1984), « Différences dans la différence : socialisation de classe et socialisation sexuelle », *Revue française de sciences politiques*, 34(1), p. 48-78.

Lutter contre les stéréotypes filles-garçons

montrent que les stéréotypes pèsent plus spécifiquement sur les garçons et filles des classes populaires, en restreignant leurs possibilités de mobilité.

L'égalité hommes-femmes comme enjeu politique

Faire de la lutte contre les inégalités femmes-hommes un enjeu politique, une catégorie du droit, n'est pas évident *a priori*. **Comment le politique peut-il traiter cet écart entre aspiration à l'universalisme et politique de reconnaissance ? Le faut-il et est-ce vraiment efficace ?** Si oui, comment passer des normes implicites aux normes explicites pour faire évoluer la société vers davantage de justice ?

Rendre visible, dénoncer et lutter contre un ordre social sexué inégalitaire ne va pas sans difficultés. **Des résistances et des freins individuels se font jour** qui appellent une stratégie publique dans la durée.

Premièrement, pour certains, bousculer l'ordre établi est inacceptable car cela reviendrait à « contester la vision consensuelle d'une harmonie entre les sexes inhérente à la culture française »¹, prétendument égalitaire et aveugle aux différences.

Deuxièmement, à court terme, il y aura des « coûts de transactions » personnels. En effet, hommes et femmes se construisant en partie sur des identités sexuées, ils peuvent être tentés de s'y replier, notamment dans une période de difficultés économiques. En particulier, l'asymétrie actuelle des positions masculines et féminines peut conduire les hommes à « perdre » dans un premier temps des positions jugées comme plus enviables au regard des normes sociales. Si, à moyen terme, hommes et femmes gagnent à vivre dans une société plus égalitaire, **ces progrès-là sont lents, parfois à l'échelle d'une génération**. Dès lors, se pose le problème de leur évaluation, en termes de pilotage de politiques publiques.

Finalement, les inégalités entre les hommes et les femmes ne sont acceptées comme catégorie politique que depuis peu de temps, notamment depuis la loi instituant la parité². D'une part, **l'universalisme républicain n'est plus aveugle à ce questionnement** ; d'autre part, **les rapports sociaux entre les sexes ne sont plus considérés comme relevant exclusivement de la vie intime**³.

Pour que la « distinction de sexe », lorsqu'elle existe, ne soit plus stigmatisante, il s'avère nécessaire de renforcer sa prise de conscience, par les acteurs, et d'ouvrir le champ des possibles dès la jeunesse. Faut-il, dès lors, favoriser et accroître ce qui apparaît aujourd'hui comme des transgressions, à savoir l'adoption par les hommes de rôles sociaux traditionnellement féminins et *vice versa*, en tenant compte des asymétries de départ ? Au-delà de la conscientisation, susceptible d'alimenter des résistances identitaires, peut-être faut-il aussi défendre des actions permettant d'atteindre une mixité plus réelle et d'assurer une approche systémique jouant sur plusieurs leviers complémentaires.

¹ Fassin É. (2009), *Le Sexe politique*, Éditions de l'EHESS, p. 61. Par opposition à la culture américaine, par exemple.

² Loi n° 2000-493 du 6 juin 2000 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives ;

www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000400185&dateTexte=&categorieLien=id.

³ Fassin É. (2009), *op. cit.*

Introduction – Les stéréotypes filles-garçons,
terreau des inégalités hommes-femmes et enjeu de justice sociale

En somme, il ne s'agit pas d'instaurer une indifférenciation des sexes, ce qui nous ferait passer à côté de rapports au corps et à la santé fortement genrés, **mais de combattre les inégalités que l'universalisme du masculin neutre et la réduction du social au biologique ont conduit à perpétuer**, de manière particulièrement aliénante pour les jeunes des classes populaires.

Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Chiffres clés. Edition 2015, Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, 2015, 20 p. (extraits)

8. VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

8.1 LES FEMMES, PREMIÈRES VICTIMES DES HOMICIDES AU SEIN DU COUPLE

NOMBRE DE DECÈS AU SEIN DU COUPLE, PAR SEXE, ET IMPACT SUR LES ENFANTS EN 2013



= 278 décès

IMPACT DES HOMICIDES CONJUGAUX SUR LES ENFANTS

Enfants présents
lors de l'homicide

46

Enfants orphelins de père
ou de mère suite aux homicides

118

19 %
des homicides
en France

Champ : France y compris outre-mer.

Source : Ministère de l'Intérieur, Délégation aux victimes, rapport 2014.

8.2 DAVANTAGE DE FEMMES PARMIS LES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES ET SEXUELLES, ET FAIBLE PROPORTION DE PLAINTES

NOMBRE DE FEMMES SE DÉCLARANT VICTIMES DE VIOLENCES PHYSIQUES ET/OU SEXUELLES DE LA PART DU CONJOINT OU EX-CONJOINT SUR UNE ANNÉE



NOMBRE DE FEMMES SE DÉCLARANT VICTIMES DE VIOL* OU TENTATIVE DE VIOL SUR UNE ANNÉE



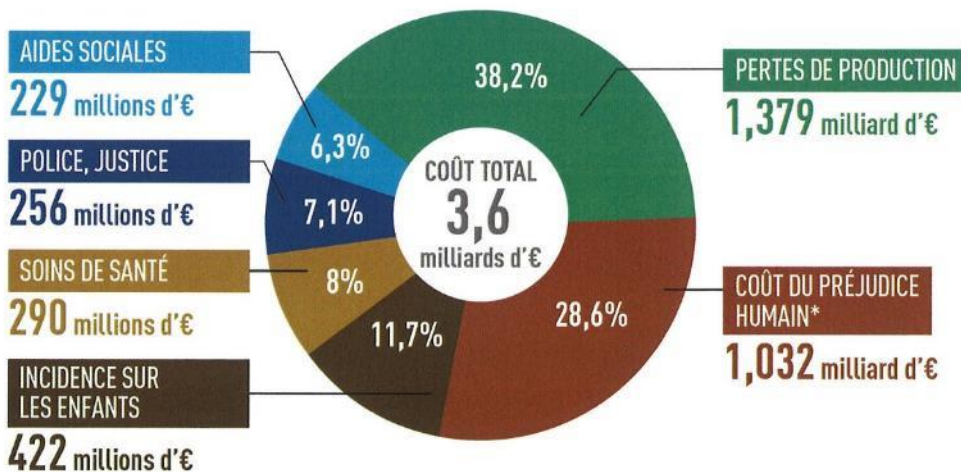
* Tous auteurs confondus. ** Taux de plaintes non significatif.

Champ : Personnes âgées de 18 à 75 ans vivant en ménage ordinaire en Métropole.

Source : Enquête Cadre de vie et sécurité (Insee-ONDRP) CVS 2010, 2011 et 2012, 2013 et 2014.

8.3 DES VIOLENCES AU SEIN DU COUPLE QUI ONT UN COÛT ÉCONOMIQUE POUR L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Le coût économique des violences au sein du couple (2014)



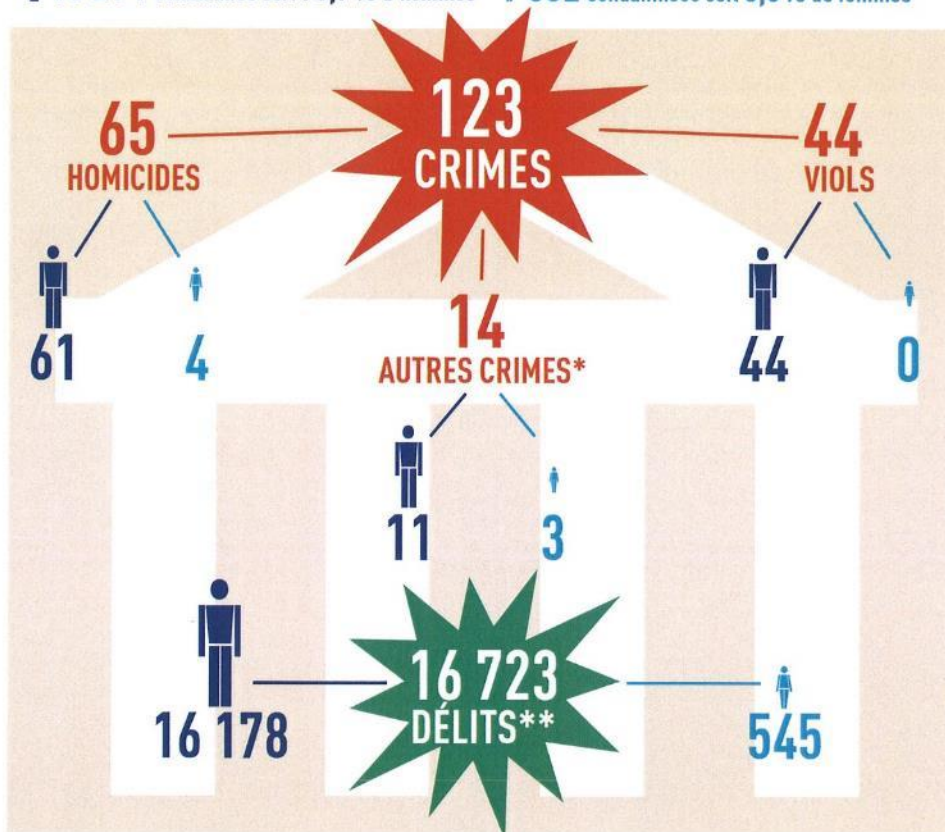
* Dont conséquences des ITT et viols.

Source : Étude relative à l'actualisation du chiffrage des répercussions économiques des violences au sein du couple et leur incidence sur les enfants en France, PSYTEL 2014.

8.4 LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES SANCTIONNÉES

CONDAMNATIONS POUR CRIMES ET DÉLITS AU SEIN DU COUPLE PRONONCÉES EN 2013

16 294 condamnés soit **96,7%** d'hommes **552** condamnées soit **3,3%** de femmes



* Regroupe les violences et administrations de substances nuisibles ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente, les tortures et actes de barbarie.

** Agression sexuelles, violences avec ou sans ITT, menaces de mort, harcèlement et autres menaces.

Source : Ministère de la Justice - SDSE - Exploitation du casier judiciaire national - Données provisoires 2013.

CONDAMNATIONS POUR VIOLS ET AUTRES AGRESSIONS SEXUELLES (HORS DU COUPLE) PRONONCÉES EN 2013

6 114 condamnés soit **98,8%** d'hommes **72** condamnées soit **1,2%** de femmes



Source : Ministère de la Justice, données SDSE exploitation du casier judiciaire national, données provisoires 2013.

HUBERT Tamara, **Climat scolaire et violence dans les collèges publics perçue par les filles et les garçons**, Note d'information 12.20 Décembre, Ministère de l'Éducation nationale, Direction de la prospective et de la performance, 2012, 7 p.

note d'

information

12.20
DÉCEMBRE

Au cours du printemps 2011, 18 000 élèves de collèges publics ont pour la première fois été invités à répondre à un questionnaire sur le climat scolaire et sur les atteintes dont ils ont pu être victimes en milieu scolaire. Une comparaison sexuée s'avère une grille d'analyse particulièrement intéressante. Ainsi, les filles ont une opinion plus positive que les garçons concernant le climat scolaire. Elles se distinguent aussi par l'ampleur et la nature des violences déclarées. Les situations de multivictimation concernent plus souvent les garçons et les actes de violence qu'ils déclarent sont plus souvent physiques. En revanche, la violence est plus souvent verbale pour les filles. Les violences à caractère sexuel touchent plus particulièrement les filles. Dans les collèges des réseaux ambition réussite (RAR)¹, les filles déclarent plus de victimations qu'ailleurs alors qu'il n'y a pas de différence pour les garçons.

Climat scolaire et violence dans les collèges publics perçus par les filles et les garçons

Depuis le printemps 2011, la DEPP dispose de données d'enquête portant sur le climat scolaire et sur les actes de violence, données recueillies directement auprès de collégiens répartis dans un échantillon représentatif de 300 collèges du secteur public de France métropolitaine. Cette première enquête ne s'intéresse pas uniquement aux actes de violence subis en milieu scolaire (verbales et/ou physiques, répétées ou isolées), mais prend aussi en compte la perception du climat scolaire par les collégiens. De plus, elle permet d'obtenir des statistiques sexuées, ce qui répond à des objectifs de lutte contre le harcèlement physique, moral et sexuel en milieu scolaire fondé sur des stéréotypes sexuels.

Une perception du climat scolaire plus favorable par les filles

En général, les filles expriment un climat scolaire plus positif que les garçons (94 % ont déclaré se sentir bien ou très bien dans leur collège contre 92 % des garçons). Elles se sentent mieux dans leur collège et ce quel que soit le niveau de formation (tableau 1). Elles déclarent de meilleures relations avec les enseignants, moins d'agressivité et pensent plus souvent que les punitions sont justes, malgré un taux non négligeable de filles ayant trouvé les punitions injustes

(26 % contre 40 % pour les garçons). Toutefois, notons que l'écart entre punitions justes ou injustes se réduit entre les garçons et les filles lorsque les élèves déclarent de mauvaises relations avec les professeurs. Parmi les filles qui ont déclaré de mauvaises relations avec les professeurs, 80 % déclarent les punitions injustes. La proportion est la même pour les garçons. En revanche, 22 % des garçons qui ont déclaré de très bonnes relations avec les professeurs ont aussi déclaré que les punitions étaient injustes, contre 12 % pour les filles. Le sentiment d'injustice vis-à-vis des punitions est plus fort pour les élèves des collèges du Réseau Ambition Réussite (RAR), avec 36 % des élèves qui les déclarent injustes contre 32 % pour les élèves hors RAR. Les différences sont encore plus visibles lorsque nous nous intéressons aux différences entre l'opinion des filles et des garçons, avec une différence de 10 points entre les deux sexes pour les élèves scolarisés en RAR et de 14 points pour ceux scolarisés hors RAR.

En fonction des questions, les différences entre les sexes sont plus ou moins importantes : l'écart est plus fort pour les questions concernant les relations entretenues avec les enseignants ou les autres adultes dans



ministère
éducation
nationale



¹. Au moment de l'enquête, les RAR n'étaient pas encore des ÉCLAIR (Écoles, collèges, lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite).

TABLEAU 1 – Opinion des élèves sur le climat scolaire selon le sexe (%)

	Ensemble		RAR		Hors RAR	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Tout à fait bien ou plutôt bien dans son collège	93,7	91,8	90,8	88,3	93,9	92,0
Ambiance tout à fait bonne ou plutôt bonne entre les élèves	83,0	84,2	76,4	81,4	83,2	84,3
Beaucoup ou plutôt beaucoup de copains et copines	92,4	92,5	88,3	91,2	92,5	92,5
Relations avec les enseignants très bonnes ou bonnes	90,1	82,2	84,8	75,8	90,3	82,4
Tout à fait bien ou plutôt bien dans sa classe	90,7	91,3	88,4	88,3	90,8	91,4
Pas du tout ou pas beaucoup d'agressivité entre les élèves et les professeurs	91,1	88,5	86,2	83,5	91,3	88,7
Relations avec les autres adultes très bonnes ou bonnes	91,9	89,5	90,7	88,7	91,9	89,6
On apprend tout à fait ou plutôt bien dans le collège	91,7	88,9	88,8	82,3	91,9	89,1
Punitions données très ou plutôt justes	74,3	80,3	68,3	58,8	74,5	60,4
Tout à fait ou plutôt en sécurité dans le collège	88,0	84,4	82,8	79,2	88,2	84,6
Jamais d'absence due à la violence	94,2	95,7	90,1	90,9	94,4	95,9
Tout à fait ou plutôt en sécurité dans le quartier autour du collège	82,3	85,2	75,9	82,2	82,5	85,3

Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves des collèges publics de France métropolitaine.

Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

l'établissement, alors qu'il est moindre pour ce qui se rapporte aux relations avec les autres élèves et le fait d'avoir des ami(e)s. C'est dans les sphères des relations avec les enseignants et de la sécurité que les différences entre les filles et les garçons sont les plus marquées. Ainsi, 82 % des garçons ont déclaré de bonnes relations avec les enseignants contre 90 % pour les filles. Par ailleurs, les filles se sentent moins souvent en sécurité dans le quartier (18 % se sentent en insécurité contre 15 % pour les garçons). Ce sentiment d'insécurité est d'autant plus fort pour les filles scolarisées dans les collèges RAR (24 % des filles se sentent en insécurité contre 18 % pour les garçons, soit un écart de 6 points, contre 3 points pour les élèves hors RAR).

Les garçons sont moins nombreux que les filles à déclarer se sentir en sécurité à l'intérieur du collège (84 % contre 88 % pour les filles). L'écart s'inverse pour le sentiment de sécurité dans le quartier (85 % contre 82 % pour les filles). Il apparaît même particulièrement net quand on étudie plus finement les réponses positives : 51 % des garçons se trouvent « tout à fait » en sécurité dans le quartier contre seulement 39 % des filles. Ces résultats sont conformes à ceux d'autres études faites sur la violence faite aux femmes, avec un sentiment d'insécurité supérieur pour les filles dans l'espace public et réduit dans un espace plus confiné, relevant du domaine « privé » (assimilable dans notre enquête à l'enceinte du collège) (*Insee Première* n° 1180, février 2008 ; *Lien social et politiques*, n° 47, printemps 2002). S'ils ont plus souvent un sentiment de sécurité dans le quartier, les garçons sont aussi un peu plus nombreux à avoir un sentiment

d'insécurité de façon prononcée. Parmi les garçons qui ne se sentent pas en sécurité dans le quartier (15 %), un quart a déclaré ne pas du tout se sentir en sécurité contre 17 % pour les filles.

Même lorsque les filles ne se sentent pas en sécurité dans le quartier, elles sont 39 % à déclarer se sentir en sécurité au sein de l'établissement scolaire alors que les garçons ne sont que 31 %. Le cumul des deux sentiments d'insécurité (dans le quartier et dans le collège) est plus présent chez les garçons. Ils sont presque deux fois plus nombreux que les filles à déclarer ne pas se sentir du tout en sécurité dans le quartier et le collège : le tiers des garçons qui ont déclaré ne pas être du tout en sécurité dans le quartier ont aussi déclaré ne pas être en sécurité au sein de l'établissement, alors que pour les filles, seul 16 % de celles qui ne se sentent pas du tout en sécurité

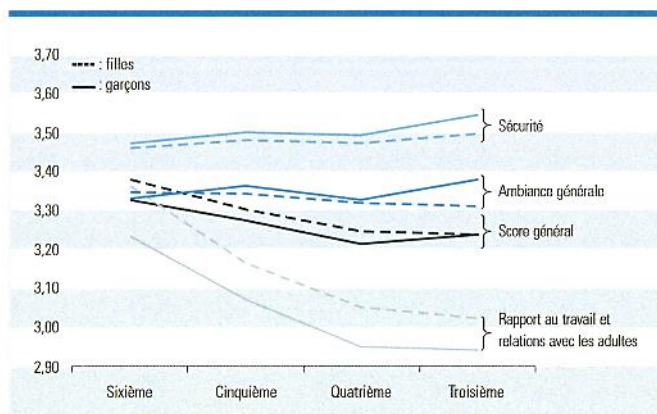
dans le quartier ne se considèrent pas du tout en sécurité dans le collège. Il existe donc une minorité de garçons qui ont un sentiment d'insécurité global important, ce qui est moins le cas chez les filles, qui se sentent bien au moins dans le collège.

Une plus forte altération du climat scolaire pour les filles au cours de la scolarisation

L'indicateur de climat scolaire (voir encadré « Sources et définitions ») permet de synthétiser le climat scolaire sous forme de scores allant de 1 (mauvais climat scolaire) à 4 (bon climat scolaire) et d'étudier son évolution au fil de la scolarité.

L'indice général montre une dégradation du climat scolaire au cours de la scolarisation (graphique 1). Cependant, tous les domaines ne sont pas touchés à l'identique.

GRAPHIQUE 1 – Indicateur général et sous-échelles de climat scolaire selon le niveau scolaire et le sexe



Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves de collèges publics de France métropolitaine.

Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

Le domaine prenant en compte les relations avec les enseignants et le rapport au travail est celui qui s'altère le plus fortement au cours de la scolarisation et ce pour les deux sexes, passant de 3,3 à 3,0. Notons toutefois que le score est systématiquement plus faible pour les garçons, quel que soit le niveau. En revanche, celui de la sécurité s'améliore, surtout pour les garçons entre la quatrième et la troisième, ainsi que celui de l'ambiance générale dans le collège (domaine incluant les relations avec les autres élèves).

L'évolution du climat scolaire pour les filles et les garçons est tendanciellement la même. Il faut toutefois noter une légère amélioration en troisième pour les garçons, rejoignant le score général des filles.

Les garçons sont plus victimes de violences physiques

Au cours de l'année scolaire 2010-2011, les collégiens du secteur public ont déclaré en moyenne 3,5 types de victimations, allant de la moquerie à des incidents beaucoup plus graves comme la menace avec une arme (4 %) ou les blessures par arme (2 %) (« Résultats de la première enquête nationale de victimation au sein des collèges publics au printemps 2011 », *Note d'information*, 11.14, octobre 2011). Les incidents graves restent rares (de l'ordre de 3 %) alors que les incidents moins traumatisants sont

plus largement répandus. Plus de la moitié des collégiens interrogés ont été victimes d'insultes (52 %) et plus du tiers ont déclaré avoir été bousculés (36 %). Les vols font partie des atteintes les plus souvent citées par les élèves : 46 % ont déclaré au moins un vol de fourniture scolaire et 21 % ont déclaré un vol d'objet personnel. Ces différents types de faits concernent de façon assez inégale les filles et les garçons, en particulier selon leur nature physique ou verbale (*graphique 2*).

Près de 30 % des élèves ont déclaré au moins une violence physique répétée plus de deux fois sur la période de référence. Les garçons sont significativement plus nombreux à être victimes de violence physique (38 % des garçons en ont déclaré

au moins une contre 21 % des filles) (*tableau 2*). Ils sont significativement plus nombreux à s'être fait frapper (25 % contre 13 % pour les filles), à avoir participé à une bagarre collective (20 % contre 8 %) ou à avoir expérimenté un jeu dangereux (13 % contre 4 %). Cette surexposition masculine aux faits de violence physique n'est pas un constat nouveau, mais cette première enquête en France vient une fois de plus confirmer la prévalence plus élevée d'actes de victimation pour les garçons.

Les garçons sont significativement plus souvent touchés par les violences les plus graves telles qu'être la cible de lancers d'objet, être menacé par une arme, être blessé par une arme ou avoir la nécessité d'aller à l'infirmerie (*graphique 3*).

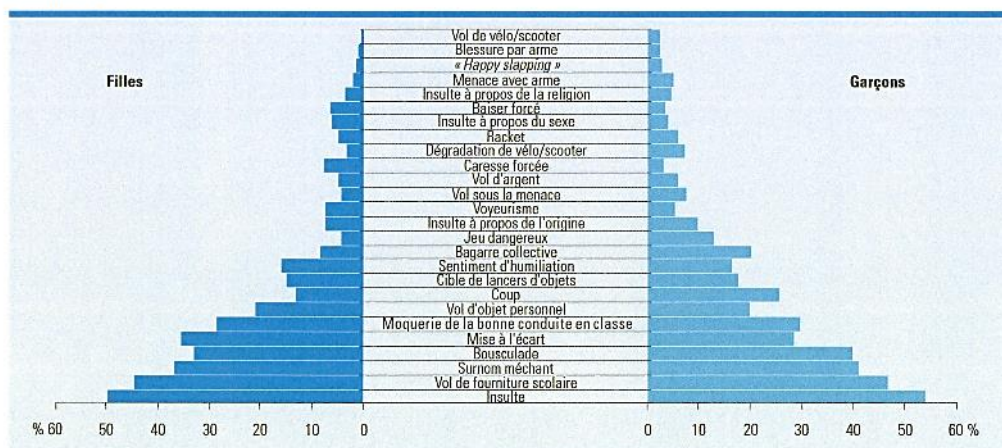
TABEAU 2 – Nombre de victimations déclarées selon le sexe (%)

	Ensemble	Filles	Garçons
Violence physique			
Aucune	70,4	78,8	62,4
Une	19,1	14,8	23,2
Deux	6,7	4,6	8,7
Trois	2,8	1,5	4,1
Quatre	1,0	0,4	1,6
Violence psychologique			
Aucune	63,1	65,0	61,1
Une	18,9	18,7	19,2
Deux	9,4	8,9	9,9
Trois	5,0	4,2	5,8
Quatre	2,6	2,2	3,0
Cinq	1,0	1,0	1,1
Absence de victimation	52,7	58,2	47,3
Faible victimation	30,9	29,1	32,7
Multivictimation modérée	10,2	8,3	11,9
Harcèlement	6,3	4,4	8,1

Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves des collèges publics de France métropolitaine.

Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

GRAPHIQUE 2 – Proportions d'élèves déclarant des victimations selon le sexe (%)



Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves de collèges publics de France métropolitaine.

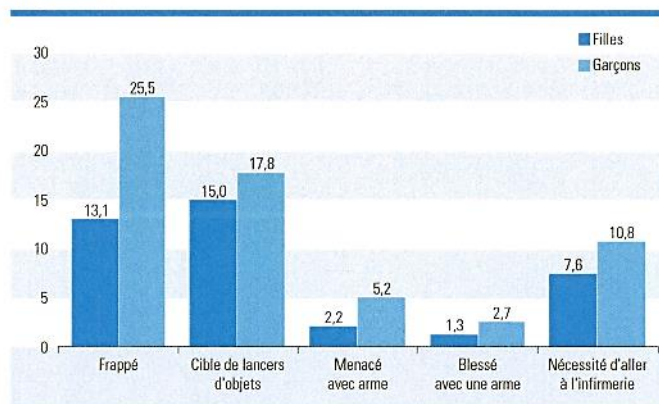
Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

Concernant les vols non accompagnés de violences ou de menaces, les différences entre les garçons et les filles ne sont pas significatives. Cependant, dès lors que les vols sont accompagnés de violences physiques, ils touchent significativement plus souvent les garçons (8 % contre 4 % pour les filles). Les filles sont moins nombreuses à déclarer des menaces avec arme (2 % contre 5 % pour les garçons) ou du racket (5 % contre 6 %).

La violence verbale, en particulier sexiste, touche plus les filles

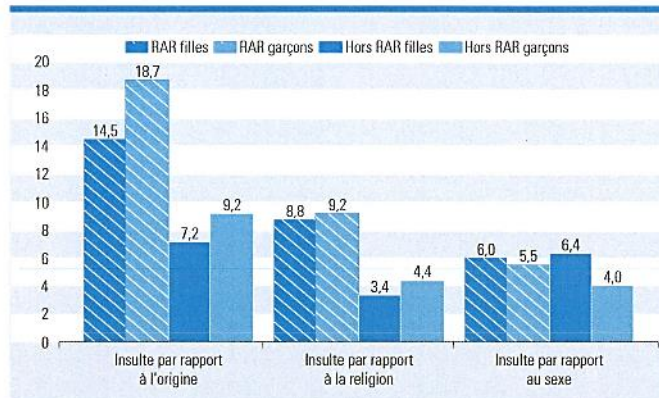
Cependant, les filles ne sont pas épargnées par la violence en milieu scolaire. Elles sont plus fortement exposées à la violence verbale. Les premières violences dont elles sont victimes sont les injures (50 %), les surnoms méchants (37 %) et l'ostracisme (36 %). Les injures à caractère sexiste sont plus nombreuses pour les filles. Parmi les 49 % de filles victimes d'injures, 13 % de ces injures sont de nature sexiste. Pour une fille insultée sur quatre, les injures proférées sont de nature sexiste, alors qu'elles ne concernent qu'un garçon insulté sur sept (graphique 4). Les insultes racistes et relatives à la religion sont par contre plus souvent citées par les garçons (respectivement 10 % contre 8 % pour les filles, et 5 % contre 4 %). Les résultats concernant les insultes en général ne montrent pas de différences entre les collèges placés en RAR et les autres ; mais, dans les établissements RAR, les insultes concernent plus souvent l'origine ou la religion. En particulier, 18 % des garçons en RAR ont été insultés à cause de leur origine (contre 14 % des filles). Hors RAR, 9 % des garçons et 7 % des filles sont dans ce cas. En RAR, les garçons se déclarent presque aussi souvent insultés que les filles à cause de leur sexe : ils sont 6 % dans ce cas, soit autant que les filles hors RAR, mais deux points de plus que pour les garçons hors RAR. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication font leur apparition dans les modes de diffusion de la violence psychologique. 9 % des élèves ont déclaré avoir été victimes de rumeurs ou d'insultes par Internet ou SMS (graphique 5). Les filles

GRAPHIQUE 3 – Proportions de déclarations d'incidents graves selon le sexe (%)



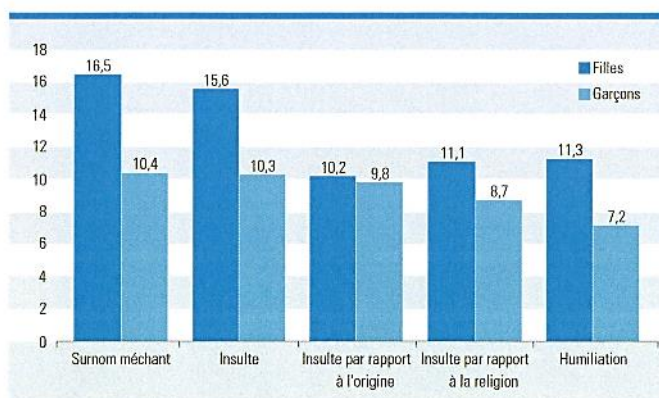
Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves de collèges publics de France métropolitaine.
Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

GRAPHIQUE 4 – Proportions d'élèves insultés selon la nature de l'insulte, le sexe et le type d'établissement (%)



Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves de collèges publics de France métropolitaine.
Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

GRAPHIQUE 5 – Proportions d'insultes par Internet ou SMS selon le sexe (%)



Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves de collèges publics de France métropolitaine.
Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

sont significativement plus souvent sujettes à ce type de violence (16 % de celles qui ont déclaré avoir un surnom méchant ont été insultées par Internet contre 10 % des garçons).

Une fréquence plus forte de victimation pour les garçons

Les écarts entre les deux sexes ont tendance à se creuser et à devenir significatifs dès lors que nous étudions la fréquence de la victimation. Celle-ci est systématiquement plus importante pour les garçons, excepté pour les violences à caractère sexuel.

À taux de victimation égal, les garçons vont exprimer une fréquence plus importante que les filles. Par exemple, ils sont significativement plus nombreux à déclarer s'être fait souvent ou très souvent moquer d'eux à cause de leur bonne conduite (7 % contre 5 % pour les filles) alors que la différence entre garçons et filles n'est pas significative en termes de proportion d'élèves concernés (30 % pour les garçons contre 29 % pour les filles). Nous remarquons le même processus pour les vols d'objets personnels. Les garçons sont plus nombreux à déclarer une fréquence plus élevée (4 % ont déclaré s'être fait voler un objet personnel plus de trois fois contre 2 % pour les filles).

Une prévalence globale de la violence plus importante pour les garçons

L'indicateur de victimation (voir l'encadré « Sources et définitions ») prend en compte les types de victimations et leurs fréquences. Peu ou mal connues, les micro-violences répétées au sein même du collège se révèlent beaucoup plus fréquentes que les violences physiques graves. La violence psychologique est prédominante, l'indicateur de victimation montrant que les élèves sont plus nombreux à déclarer des violences verbales (30 % ont déclaré des violences physiques avec une fréquence importante contre 37 % pour les violences verbales répétées) (tableau 2). L'indicateur de victimation corrobore les premiers résultats, à savoir que les garçons déclarent plus souvent des violences

physiques avec des fréquences plus importantes. Le rapport garçons/filles se réduit dès lors que nous nous intéressons aux violences verbales : 35 % des filles déclarent des victimations verbales répétées contre 39 % pour les garçons. Si les filles apparaissent ici moins concernées par la violence verbale, contrairement aux analyses précédentes, c'est parce qu'on a pris en compte un certain seuil de fréquence et que, on l'a vu, les garçons déclarent une fréquence d'incidents plus élevée quand ils sont concernés.

Selon l'indicateur de victimation, la proportion de filles n'ayant déclaré aucune victimation est plus élevée que celle des garçons (58 % contre 47 % pour les garçons) ; de même, les filles citent moins souvent un nombre de victimations pouvant s'apparenter à du harcèlement (4 % contre 8 % en moyenne).

Concernant les violences verbales et physiques légères, il n'y a pas globalement de différences significatives entre les déclarations des élèves des collèges RAR et les autres (tableau 3). Cependant, l'indicateur de multivictimation indique une légère

tendance à déclarer plus d'actes de violence pour les filles scolarisées dans les collèges RAR par rapport aux filles hors de ce dispositif (16 % de multivictimation forte ou modérée contre 12 % hors RAR). En revanche, les élèves garçons appartenant aux collèges RAR ne sont pas surreprésentés dans les cas de multivictimations.

Une surexposition des filles aux violences à caractère sexuel

Les violences à caractère sexuel sont des victimations qui touchent particulièrement les filles. Elles sont significativement plus nombreuses à déclarer avoir subi des violences de cette nature (7 % en moyenne contre 4 % pour les garçons). Elles sont plus souvent concernées par les attouchements sexuels (8 % pour les filles contre 3 % pour les garçons) et deux fois plus souvent victimes de baisers forcés (7 % contre 3 % pour les garçons). Le voyeurisme donne lieu à moins de variations, touchant à peine plus les filles que les garçons (7 % des filles contre 5 % des garçons).

TABLEAU 3 – Indicateur de victimation global selon le sexe et le type d'établissement (%)

	Ensemble	RAR		Hors RAR	
		Filles	Garçons	Filles	Garçons
Absence de victimation	53	54	45	58	47
Faible victimation	31	30	34	29	33
Multivictimation modérée	10	11	13	8	12
Forte multivictimation, harcèlement	6	5	8	4	8

Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves des collèges publics de France métropolitaine.

Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

TABLEAU 4 – Proportion d'élèves victimes d'actes à caractère sexuel et principaux auteurs déclarés, selon le sexe (%)

Acte et auteur(s)	Ensemble	Filles	Garçons
Voyeurisme	6,4	7,4	5,4
Un garçon	38,5	27,0	53,8
Une fille	29,0	39,7	14,8
Plusieurs garçons	26,2	15,1	41,0
Plusieurs filles	21,6	28,6	12,3
Un adulte du collège	9,5	11,5	6,9
Baiser forcé	5,1	6,5	3,5
Un garçon	57,4	81,7	13,5
Une fille	26,1	4,3	65,2
Plusieurs garçons	8,7	11,4	3,8
Plusieurs filles	9,6	1,2	24,6
Un adulte du collège	1,4	0,8	2,5
Touché ou caressé de force	5,5	7,6	3,3
Un garçon	60,2	76,2	24,0
Une fille	18,5	2,2	55,0
Plusieurs garçons	17,6	22,0	7,8
Plusieurs filles	8,3	0,2	26,5
Un adulte du collège	1,4	0,5	3,5

Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves des collèges publics de France métropolitaine.

Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

Plus des trois quarts des filles qui ont été embrassées ou touchées/caressées de force l'ont été par un seul garçon (tableau 4). Réciproquement, 65 % des garçons qui ont été embrassés de force et 55 % de ceux touchés ou caressés de force l'ont été par une seule fille. Les garçons sont en fait plus nombreux à déclarer s'être fait embrasser ou caresser de force par plusieurs personnes du sexe opposé (respectivement 25 % et 26 % contre 11 % et 22 % des filles). Ils citent également plus souvent un adulte du collège comme auteur du fait mais dans une proportion qui reste faible (moins de 4 %). En revanche, la majorité des victimes de voyeurisme ont pour offenseur un individu du même sexe, que ce soit un individu isolé (40 % des déclarations pour les filles et 54 % pour les garçons) ou un groupe (29 % pour les filles et 41 % pour les garçons).

Une perception des violences qui évolue au fil de la scolarité

Plus les garçons sont jeunes, plus ils sont exposés à la violence physique. Les violences déclarées par les garçons sont plus nombreuses, mais elles diminuent fortement avec le niveau scolaire, atteignant en troisième pratiquement le même niveau que les filles (graphique 6). Les violences à caractère sexuel suivent, pour les garçons comme pour les filles, une tendance inverse aux autres victimations,

avec une augmentation des taux en troisième. Néanmoins, pour les garçons, les taux concernant ces violences sont les plus bas et l'augmentation entre la sixième et la troisième n'est pas significative. Pour les filles de troisième, les violences à caractère sexuel sont les plus importantes (au dessus de 8 % alors que les autres victimations sont en dessous de 7 %) et dépassent le taux de harcèlement.

Un lien fort entre violence physique et violence à caractère sexuel

Les premiers résultats de l'enquête de victimation avaient montré une relation assez forte entre violence physique et violence verbale. Un lien aussi fort apparaît entre violence physique et violence à caractère sexuel. Les victimes de ce type de violence ont significativement plus souvent déclaré avoir subi des violences physiques. Un quart des élèves ayant subi des violences physiques ont aussi déclaré des violences sexuelles (24 %). Presque la moitié des filles multivictimisées (44 %) sont victimes de violence à caractère sexuel. Rappelons que, par choix méthodologique, les violences à caractère sexuel ne sont pas prises en compte dans la construction de cet indicateur de multivictimation, ce qui renforce la signification de cette corrélation. Ces abus s'accompagneraient donc d'autres actes de violence.

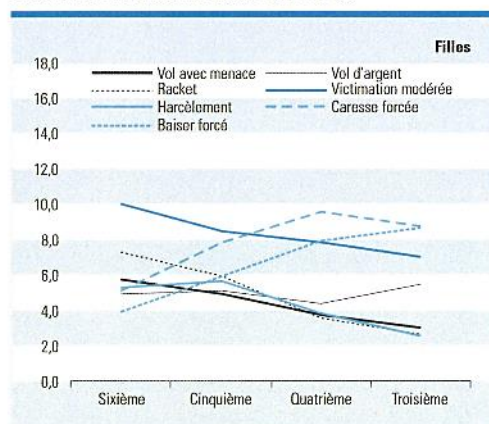
Les violences à caractère sexuel sont liées à une multivictimation et à une présence plus forte de la violence physique. Parmi les filles qui se sont fait bousculer plus de deux fois ou frapper plus de deux fois, 36 % ont également subi des agressions à caractère sexuel.

Les garçons et les filles ne sont pas victimes des mêmes types de violence. Plus souvent physique pour les garçons, elle est moins souvent visible pour les filles, passant plus par l'expression orale. Dès lors, il y aurait un risque à se focaliser sur un seul type de violence. Les blessures psychologiques ont très certainement autant d'influence sur le cursus scolaire et sur le climat scolaire que les violences physiques. Leur impact est d'autant plus fort pour les collégiens et les collégiennes qui subissent les deux types de violences.

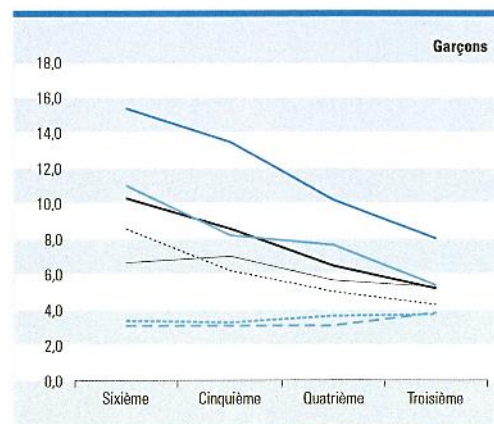
Conclusion

Une étude des perceptions de victimation au collège selon le sexe permet une analyse plus fine de ce qui se joue au collège en matière de rapport entre les deux sexes. L'approche sexuée de la violence doit adopter une vision globale des victimations et ne doit pas se réduire au seul point de vue des filles. Cette approche cherche à considérer les risques que courent les garçons et les filles en matière de violence et à traduire leurs craintes, sans les enfermer dans une position de « victime ».

GRAPHIQUE 6 – Vols et agressions physiques, psychologiques et sexuelles selon le niveau scolaire et le sexe (%)



Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves de collèges publics de France métropolitaine.
Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011



Champ : échantillon représentatif (N = 18 000) d'élèves de collèges publics de France métropolitaine.
Source : MEN-MESR-DEPP, enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

Les relations entre les filles et les garçons sont au cœur des études portant sur la violence et sur l'insécurité qui en découle. Elles permettent de mieux appréhender les phénomènes sociaux tels que les violences sexistes, verbales ou physiques. Comparer les violences en fonction du sexe permet ainsi d'interroger le rôle de l'école dans le développement des relations entre les garçons et les filles.

Tamara Hubert, DEPP B3

Pour en savoir plus

« Résultats de la première enquête nationale de victimation au sein des collèges publics au printemps 2011 », *Note d'information*, 11.14, octobre 2011.

« Les actes de violences recensés dans les établissements publics du second degré en 2011-2012 », *Note d'information*, 12.18, novembre 2012.

Georges Fotinos, *Le climat scolaire des lycées et collèges. État des lieux, analyse, propositions*, MGEN, CASDEN, FAS-USU, 2006.

Éric Debarbieux, *À l'école des enfants heureux... enfin presque*, Rapport de l'Observatoire international de la violence à l'école pour l'Unicef, France, 2010.

Marylène Lieber, « Femmes, violences et espace public : une réflexion sur les politiques de sécurité », *Lien social et politiques*, n° 47, printemps 2002, pp. 29-42.

Lorraine Tournyol du Clos et Thomas Le Jeannic, « Les violences faites aux femmes », *Insee Première*, n° 1180, février 2008.

www.education.gouv.fr/statistiques
depp.documentation@education.gouv.fr

Sources et définitions

Au printemps 2011, pour la première fois en France, une enquête nationale de climat scolaire et de victimation est conduite par la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'éducation nationale avec le concours de l'Observatoire national de la délinquance et de l'Observatoire international de la violence à l'école.

Elle a été menée auprès de 18 000 collégiens répartis dans un échantillon représentatif de 300 collèges du secteur public de France métropolitaine. Elle s'intéresse au point de vue des élèves en les interrogeant directement sur le climat scolaire et sur les atteintes aux biens ou à la personne dont ils ont pu souffrir, qu'ils aient fait l'objet ou non d'un signalement. Quel que soit leur niveau de scolarisation, les élèves ont été invités à répondre en 45 minutes, hors de la présence de personnel de l'établissement, à un questionnaire de 12 pages, articulé autour de cinq grands thèmes : climat scolaire, comportements, violences à caractère sexuel, vols et jeux dangereux.

En plus de caractériser et de mesurer l'étendue de la violence, cette enquête a pour objectif principal de fournir des indicateurs statistiques qui complètent les données recueillies depuis 2007 par le système d'information et de vigilance sur la sécurité scolaire (Sivis).

L'enquête de victimation sera renouvelée en 2013, sur un échantillon incluant les Dom et le secteur privé.

Violence. Dans leur étude sur la violence et le climat scolaire auprès des personnels de direction des lycées et des collèges, Éric Debarbieux et Georges Fotinos adoptent une définition large de la violence incluant violences physiques et verbales, atteintes aux biens et harcèlements avec une prise en compte des « micro-violences » répétées (Debarbieux, 2010). Ces auteurs insistent sur leur caractère répétitif et soulignent les conséquences néfastes sur le devenir à l'âge adulte pour les élèves (Debarbieux,

Fotinos, *Rapport sur la violence en milieu scolaire*, mars 2010). Il s'agit donc d'adopter une définition large de la violence à l'école, prenant en compte, en plus des actes les plus graves et répréhensibles légalement, les violences « mineures » et les comportements agressifs répétés.

L'indice de climat scolaire a été calculé à l'aide des douze variables relatives au climat scolaire. Un score simple de climat scolaire a été calculé, basé sur la moyenne pondérée des réponses données aux douze questions. Les modalités de réponses ont été considérées comme des données ordonnées sur une échelle allant de 1 (mauvais climat scolaire) à 4 (très bon climat scolaire). De plus, une analyse plus fine a permis de montrer que le climat scolaire est multidimensionnel. Une analyse en composante principale (ACP) a mis en exergue trois sous-échelles, permettant ainsi de mieux appréhender ce phénomène. La première est relative aux relations entretenues avec les enseignants et le rapport au travail, la deuxième représente les relations entretenues entre les élèves et avec l'institution et la troisième sphère est relative au sentiment de sécurité.

L'indicateur de multivictimation a été calculé à l'aide de questions spécifiques portant sur les types de violences subies et leurs fréquences. Cet indicateur est issu de la synthèse de neuf faits de violences. Pour la violence psychologique, cinq faits de violences ont été retenus : avoir reçu un surnom méchant souvent ou plutôt souvent, avoir été moqué(e) pour sa bonne conduite souvent ou plutôt souvent, avoir été mis(e) à l'écart souvent ou plutôt souvent, avoir été insulté(e) au moins trois fois et avoir été humilié(e). Pour les violences physiques, quatre situations ont été repérées : avoir été bousculé(e) au moins deux fois, avoir été frappé(e) au moins deux fois, avoir été la cible d'un lancer d'objet au moins deux fois et avoir été pris(e) dans une bagarre collective.

DIRECTION DE L'ÉVALUATION,
DE LA PROSPECTIVE ET DE LA PERFORMANCE
Directeur de la publication : Michel Quéré

Secrétaire de rédaction : Marc Saillard
Maquettiste : Frédéric Voiret
Impression : Ovation

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

DEPP, Département de la valorisation et de l'édition
61-65 rue Dutot – 75732 Paris Cedex 15
depp.diffusion@education.gouv.fr

ISSN 1286-9392

CAMIRAND Hélène, CAZALE Linda, BORDELEAU Monique, **Les élèves du secondaire sont-ils satisfaits de leur apparence corporelle ?**, Institut de la statistique du Québec, Zoom Santé, n°49, 2015-02, 8 p.

ÊTRE

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Zoom santé

Février 2015 | Numéro 49

Les élèves du secondaire sont-ils satisfaits de leur apparence corporelle?

Hélène Camirand, Linda Cazale et Monique Bordeleau¹

INTRODUCTION

La préoccupation à l'égard de son apparence constitue une problématique pouvant avoir des effets néfastes sur la santé. Des études ont démontré qu'elle peut être associée à certains comportements potentiellement dangereux tels que suivre une diète, se faire vomir ou sauter des repas. Elle est aussi liée à des problèmes de santé mentale et de bien-être dont l'anxiété, la faible estime de soi et la présence d'un désordre alimentaire (anorexie ou boulimie)^{2,3}. Cette préoccupation peut résulter de l'écart entre la norme sociale du corps parfait et la « réalité » de ce corps, tant celle que l'on peut mesurer, par exemple à l'aide d'un pèse-personne, que celle perçue devant le miroir. Elle se traduit par une grande insatisfaction à l'égard de son apparence, laquelle est ressentie par une proportion élevée de personnes.

L'insatisfaction à l'égard de son apparence touche autant les adultes que les jeunes⁴. À l'adolescence cependant, l'image corporelle revêt une importance particulière puisque les jeunes expérimentent plusieurs transformations, tant physiques (par exemple la puberté) que sociales (par exemple la transition vers l'école secondaire) et psychologiques (par exemple l'intensification des rôles liés au genre)⁵. Chez les jeunes, les filles sont davantage à la recherche de la minceur et les garçons, à celle d'un corps plus musclé.

La satisfaction à l'égard de son apparence est l'indicateur retenu pour opérationnaliser le concept de l'image corporelle, qui est définie comme étant la « perception systématique, cognitive, affective, consciente ou inconsciente qu'une personne a de

son corps, perception qu'elle acquiert au cours de son développement et à travers ses relations sociales »⁷. On peut penser que cette perception est influencée par des caractéristiques individuelles (comme l'indice de masse corporelle) et par certains facteurs sociaux et familiaux. Des auteurs ont montré que dans un environnement socioculturel où la santé physique, la bonne alimentation et l'exercice physique riment avec l'image d'un corps mince et musclé, la perception des jeunes par rapport à leur propre corps est notamment influencée par les médias, la publicité et les attitudes de leurs parents quant au poids^{8,9}. Est-ce qu'un jeune qui bénéficie par exemple de soutien de la part de sa famille ou de ses amis a une perception différente de son corps ? La perception est-elle liée à l'estime de soi, qui repose elle aussi sur l'image que nous avons de

1. Les auteurs remercient Ghyslaine Neill pour ses commentaires.

2. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2006), *Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2010, Investir pour l'avenir*, Québec, Gouvernement du Québec, 50 p.

3. M.-É. BLACKBURN, et autres (2008), *Évolution de l'estime de soi et de l'insatisfaction de son image corporelle de 14 à 18 ans. Enquête longitudinale auprès des élèves saguenéens et jeannois*, Jonquièrre, Groupe ÉCOBES, Cégep de Jonquièrre, 116 p.

4. M. B. SCHAEFFER, et L. MONGEAU (2000), *L'obésité et la préoccupation excessive à l'égard du poids. Éléments d'une problématique et réflexions pour l'action*, Montréal, Collectif action alternative en obésité, 87 p.

5. M. P. LEVINE, et L. SMOLAK, "Body Image Development in Adolescence", dans T. F. CASH et T. PRUZINSKY (ed.) (2002). *Body Image: A Handbook of Theory, Research, and Clinical Practice*, New York, The Guilford Press, p. 74-82.

6. J. CROLL, "Body image and adolescents", dans CENTER FOR LEADERSHIP, EDUCATION AND TRAINING IN MATERNAL AND CHILD NUTRITION (2005). *Guidelines for adolescent nutrition services*, Minneapolis, University of Minnesota, p. 155-166.

7. R. EIDE (1982), "The relationship between body image, self-image and physical activity", *Scandinavian Journal of Social Medicine*, suppl. 29, p. 109-112.

8. L. MONGEAU, « Les problèmes reliés au poids comme épidémie de la modernité », dans H. DORVAL et R. MAYER (dir.) (2007). *Problèmes sociaux. Théories et méthodologies de la recherche*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, Tome III, p. 49-84.

9. M.-É. BLACKBURN, et autres, *op. cit.*

Québec

nous-mêmes et qui constituerait un facteur de protection nous permettant de choisir en fonction de nos goûts et limites et de nous affirmer, ou à d'autres indicateurs de santé mentale? Pour répondre à ces questions, nous utilisons les données de l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011* (EQSJS) (pour plus de détails sur l'enquête, voir l'encadré à la page 8).

Nous faisons un rappel des principaux résultats présentés dans le rapport concernant le niveau de satisfaction à l'égard de son apparence en lien avec le sexe, le niveau scolaire et le statut pondéral des jeunes du secondaire¹⁰. Puis, des analyses selon certaines caractéristiques des milieux familial, économique et social viennent documenter le contexte dans lequel vivent les jeunes satisfaits ou non de leur apparence. Par la suite, la satisfaction à l'égard de son apparence est examinée en fonction de caractéristiques relatives à la santé mentale. Enfin, le recours à des méthodes de perte de poids présentant un potentiel de dangerosité (telles que ne pas manger de la journée ou se faire vomir) est exposé en lien avec la satisfaction à l'égard de son apparence.

QUELS JEUNES SONT SATISFITS DE LEUR APPARENCE?

La moitié des élèves du secondaire, autant chez les filles que chez les garçons, sont satisfaits de leur apparence. Mentionnons que cette mesure est obtenue en comparant la perception qu'ont les jeunes de leur silhouette avec la silhouette qu'ils souhaiteraient avoir^{11,12}

(voir la figure 1). Ainsi, en 2010-2011, 51 % des jeunes ont sélectionné deux fois la même silhouette parmi les sept qui leur étaient proposées.

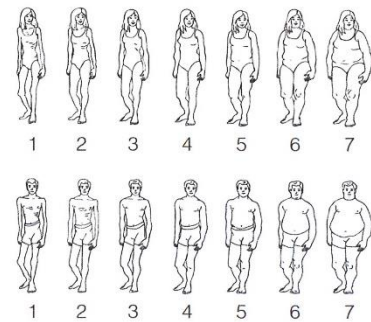
Filles et garçons diffèrent cependant quant à l'insatisfaction à l'égard de leur apparence. Si 41 % des filles désirent une silhouette plus mince (comparativement à 24 % des garçons), à l'inverse, les garçons sont proportionnellement plus nombreux à désirer une silhouette plus forte (24 % c. 8 % chez les filles)¹³. Chez les filles, le désir d'une silhouette plus mince augmente avec le niveau scolaire, tandis que chez les garçons, c'est le désir d'une silhouette plus forte qui augmente.

Les données de l'enquête révèlent une assez bonne correspondance entre la satisfaction à l'égard de son apparence et le statut pondéral¹⁴. Par exemple, les élèves ayant un surplus de poids sont plus nombreux, en proportion, à vouloir une silhouette plus mince (71 % des filles et 54 % des garçons) et les élèves de poids normal sont plus nombreux à être satisfaits de leur apparence (55 % des filles et 57 % des garçons). Il faut toutefois souligner que deux filles de poids normal sur cinq (41 %) désirent une silhouette plus mince et que 28 % des garçons de poids normal veulent une silhouette plus forte.

LE MILIEU SOCIAL DU JEUNE: LA FAMILLE ET LES AMIS

La satisfaction des jeunes du secondaire à l'égard de leur apparence est-elle liée à des caractéristiques des milieux dans lesquels ils vivent? Afin de répondre à cette question, nous nous intéressons

Figure 1
Choix de silhouettes présentés aux jeunes



Source: Collins, M.E. (1991), "Body figure perceptions and preferences among preadolescent children", *International Journal of Eating Disorders*, vol. 10, n°2, p. 208-217.

tout d'abord au milieu socioéconomique des jeunes. Le tableau 1 présente deux caractéristiques, la *situation familiale* et la *perception de sa situation financière*. Celles-ci traduisent la situation de la famille du jeune et la position relative de ce dernier par rapport à ses camarades de classe¹⁵.

Les résultats montrent que les filles vivant dans des familles monoparentales sont plus nombreuses, en proportion, à désirer une silhouette plus mince (45 %) que celles vivant dans une famille biparentale ou en garde partagée (respectivement 41 % et 38 %). Chez les garçons, la satisfaction à l'égard de son apparence n'est pas associée à la situation familiale.

Tant chez les filles que chez les garçons, la satisfaction à l'égard de son apparence est plus faible chez ceux percevant négativement la situation financière de leur famille.

10. Pour plus de détails, consulter: L. CAZALE, M.-C. PAQUETTE et F. BERNÉCHE (2012), « Poids, apparence corporelle et actions à l'égard du poids », dans *L'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011. Le visage des jeunes d'aujourd'hui: leur santé physique et leurs habitudes de vie*, Québec, Institut de la statistique du Québec, Tome 1, p. 121-147.

11. R. M. GARNER, L. M. JAPPE et L. GARNER (2009), "Development and validation of a new figural drawing scale for body image assessment: The BIAS-BD", *Journal of Clinical Psychology*, vol. 65, n° 1, p. 113-122.

12. M. LEDOUX, L. MONGEAU et M. RIVARD, « Poids et image corporelle », dans INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2002). *Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois 1999*, Québec, p. 311-344.

13. Le désir d'une silhouette plus mince correspond, pour un élève, au choix d'une silhouette plus mince pour son apparence souhaitée que son apparence actuelle et le désir d'une silhouette plus forte, au choix d'une silhouette plus forte pour son apparence souhaitée que son apparence actuelle.

14. À titre d'information, mentionnons que 69 % des jeunes ont un poids normal, 10 %, un poids insuffisant et 21 %, un surplus de poids (embonpoint et obésité regroupés).

15. La question posée était: « Dirais-tu que toi et ta famille êtes plus à l'aise ou moins à l'aise financièrement que la moyenne des élèves de ta classe? » L'élève pouvait répondre: plus à l'aise, aussi à l'aise, moins à l'aise.

Tableau 1

Satisfaction à l'égard de son apparence selon certaines caractéristiques des milieux familial et économique et le sexe, élèves du secondaire, Québec, 2010-2011

	Filles			Garçons		
	Satisfait	Désir d'une silhouette plus mince	Désir d'une silhouette plus forte	Satisfait	Désir d'une silhouette plus mince	Désir d'une silhouette plus forte
	%					
Total	51,3	41,1	7,7	51,5	24,2	24,3
Situation familiale						
Biparentale	52,3 ^a	40,6 ^a	7,1 ^a	51,4	24,0	24,6
Reconstituée	49,5 ^b	41,5	9,1 ^a	49,4	24,4	26,2
Monoparentale	46,8 ^{a,c}	44,7 ^{a,b}	8,5	51,1	27,4	21,5
Garde partagée	54,1 ^{b,c}	38,2 ^b	7,7	54,9	21,3	23,8
Autres ¹	47,3	43,2	9,5 ^a	51,6	19,0 ^a	29,4 ^a
Perception de sa situation financière						
Plus à l'aise	51,5 ^a	40,6 ^a	7,9	55,2 ^a	22,7 ^a	22,1 ^{a,b}
Aussi à l'aise	52,5 ^b	40,2 ^b	7,3	50,6 ^a	24,0 ^b	25,3 ^a
Moins à l'aise	44,3 ^{a,b}	46,8 ^{a,b}	9,0	41,2 ^a	30,9 ^{a,b}	27,9 ^b

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

a, b, c : Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Correspond à une autre situation vécue par le jeune (tutorat, famille ou foyer d'accueil, colocation, etc.).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011*.

La satisfaction à l'égard de son apparence est aussi associée à la perception qu'a un jeune de sa situation financière. Chez les filles, cette satisfaction est plus faible, en proportion, chez celles se considérant moins à l'aise financièrement que leurs camarades de classe (44 %); les filles des autres catégories ne se distinguent pas entre elles sur ce plan (52 % dans les deux cas). Le désir d'une silhouette plus mince est aussi plus répandu chez les filles se percevant en moins bonne position financière (47 %).

Chez les garçons, plus la perception de sa situation financière est positive, plus la satisfaction à l'égard de son apparence augmente : si 41 % des garçons se considérant moins à l'aise que leurs camarades sont satisfaits de leur apparence, c'est le cas de 51 % chez ceux se percevant aussi à l'aise et de 55 % chez ceux se jugeant plus à l'aise. Les garçons se considérant moins à l'aise financièrement sont en proportion plus nombreux à désirer une silhouette

plus mince (31 %), tandis que les autres garçons ne se distinguent pas entre eux à ce chapitre. Enfin, le désir d'une silhouette plus forte est moins répandu, en proportion, chez les garçons se disant plus à l'aise financièrement que leurs camarades (22 %).

Deux indicateurs témoignant de la qualité de l'environnement social ont été retenus pour documenter le lien entre la satisfaction à l'égard de son apparence et le milieu social des jeunes. Est-ce que le niveau de soutien social est associé à la satisfaction à l'égard de son image corporelle ? La littérature indique que le soutien familial peut constituer un facteur de protection chez les jeunes. Quant au soutien social des amis, bien que l'influence négative des amis en ce qui a trait à l'adoption de comportements à risque soit reconnue, la recherche portant sur la résilience a aussi démontré l'influence positive du soutien social des amis sur le développement des jeunes¹⁶.

Le tableau 2 montre que les filles bénéficiant d'un niveau élevé de soutien social de la part de leurs parents sont plus nombreuses, en proportion, à être satisfaites de leur apparence (53 %) que les autres (45 %, niveau faible et 46 %, niveau moyen). Le désir d'une silhouette plus mince est également plus faible chez celles dont le niveau de soutien des parents est élevé (40 %) comparativement à celles dont le niveau est moyen (45 %). Le niveau de soutien social dans l'environnement familial n'est pas associé à la satisfaction à l'égard de son apparence chez les garçons.

Plus de la moitié des jeunes qui peuvent compter sur un soutien élevé de la part de leurs amis sont satisfaits de leur apparence.

La satisfaction à l'égard de son apparence varie aussi selon le niveau de soutien social des amis. Au même titre que le soutien social de la famille¹⁷, le soutien de la part des amis peut venir relativiser

16. Pour plus de détails, consulter : G. AUSTIN, S. BATES et M. DUERR (2011a), *Guidebook to the California Healthy Kids Survey. Part II : Survey Content – RYDM Module. 2011-2012 Edition*, WestEd, 15 p. ; G. AUSTIN, S. BATES et M. DUERR (2011b), *Guidebook to the California Healthy Kids Survey. Part II : Survey Content – Core Module. 2011-2012 Edition*, WestEd, 131 p.

17. H. AL SABBAH, et autres (2009), "Body weight dissatisfaction and communication with parents among adolescents in 24 countries : international cross-sectional survey", *BMC Public Health*, vol. 9, n° 52, 10 p.

l'importance de l'image corporelle parmi d'autres valeurs ou d'autres projets de l'individu. Un niveau de soutien élevé de la part des amis dénote une acceptation de la personne comme elle est¹⁸. Dans cette étude, on constate que la satisfaction à l'égard de son apparence est plus grande, en proportion, chez les jeunes pouvant compter sur un soutien élevé de la part de leurs amis (52 % chez les filles; 53 % chez les garçons) (tableau 2). Le désir d'une silhouette plus mince est plus faible, en proportion, chez les filles dont le niveau de soutien des amis est élevé comparativement à celles pour qui ce soutien est moyen (40 % c. 46 %). Un résultat semblable est observé chez les garçons qui désirent une silhouette plus mince (23 % c. 26 %).

L'ESTIME DE SOI ET LA SANTÉ MENTALE

La satisfaction à l'égard de son apparence est également analysée en fonction de l'estime de soi et de trois indicateurs de santé mentale. L'estime de soi est la perception qu'une personne a de sa valeur et elle a été évaluée à partir des réponses aux questions de l'indice de Rosenberg. Quant aux indicateurs de

SOUTIEN SOCIAL DANS L'ENVIRONNEMENT FAMILIAL

Indice construit à partir de sept questions portant sur la perception du jeune quant à la qualité des relations avec ses parents ou un adulte responsable et sur la démonstration d'attentes élevées de la part de ces mêmes personnes. Trois catégories de soutien social ont été créées à partir des seuils établis par les scores obtenus aux questions : niveau faible, niveau moyen et niveau élevé.

SOUTIEN SOCIAL DES AMIS

Indice construit à partir de trois questions qui traitent de la présence d'un réseau d'amis dans l'environnement du jeune. Trois catégories de soutien social des amis ont été créées à partir des seuils établis par les scores obtenus aux questions : niveau faible, niveau moyen et niveau élevé.

santé mentale, ils se rapportent à des troubles mentaux ayant été diagnostiqués par un médecin ou un autre professionnel de la santé, soit l'anxiété, la dépression et les troubles des conduites alimentaires (voir l'encadré à la page 5).

Le tableau 3 révèle qu'une faible estime de soi ainsi que le fait d'avoir reçu un diagnostic d'anxiété, de dépression ou de troubles alimentaires (anorexie ou boulimie) sont plus souvent observés chez les filles que chez les garçons. Près d'une fille sur quatre (24 %) a un niveau faible d'estime de soi, comparativement à 14 % des garçons¹⁹.

Un faible niveau d'estime de soi est associé à l'insatisfaction à l'égard de son apparence corporelle, tant chez les filles que chez les garçons.

On constate que les filles et les garçons satisfaits de leur apparence sont moins nombreux, en proportion, que les autres à se situer au niveau faible de l'indice de l'estime de soi (16 %, filles; 10 %, garçons). Les filles qui désirent une silhouette plus mince sont plus nombreuses à présenter, de façon concomitante, une faible estime de soi (30 %) que celles qui désirent une silhouette plus forte (25 %) et celles qui sont satisfaites de leur

Tableau 2

Satisfaction à l'égard de son apparence selon le niveau de soutien social de la famille et des amis et le sexe, élèves du secondaire, Québec, 2010-2011

	Filles			Garçons		
	Satisfait	Désir d'une silhouette plus mince	Désir d'une silhouette plus forte	Satisfait	Désir d'une silhouette plus mince	Désir d'une silhouette plus forte
%						
Niveau de soutien social dans l'environnement familial						
Faible	45,1 ^a	46,4	8,5 [*]	53,6	25,9	20,5 [*]
Moyen	46,0 ^b	44,5 ^a	9,4 ^a	50,0	25,6	24,4
Élevé	53,0 ^{a,b}	40,0 ^a	7,1 ^a	51,8	23,7	24,5
Niveau de soutien social des amis						
Faible	48,2	46,9	4,8 ^{**}	46,8 ^a	25,8	27,3
Moyen	46,7 ^a	45,9 ^a	7,5	49,5 ^b	26,0 ^a	24,5
Élevé	52,2 ^a	40,1 ^a	7,8	53,0 ^{a,b}	23,0 ^a	23,9

^{*} Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

^{**} Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

a, b : Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011*.

18. M. HALL (2009), *Predictors of body dissatisfaction among adolescent females*, Paper based on a program presented at the American Counseling Association Annual Conference and Exposition, March 19-23, Charlotte, NC.

19. L'indice de l'estime de soi étant divisé en quintiles, il se situe, par définition, autour de 20 %; par conséquent, il ne peut être interprété comme une prévalence.

silhouette (16%). Soulignons, toutefois, que ces mesures transversales ne nous permettent pas de connaître le sens de l'association entre l'estime de soi et la satisfaction à l'égard de son apparence.

L'anxiété, la dépression et les troubles alimentaires sont rapportés en plus forte proportion par les filles insatisfaites de leur apparence. Chez les garçons, l'anxiété est davantage mentionnée par ceux qui désirent une silhouette plus forte.

Qu'en est-il de la prévalence à vie de ces trois troubles mentaux par rapport à la satisfaction à l'égard de son apparence? Mentionnons tout d'abord que les élèves satisfaits sur ce plan sont moins nombreux, en proportion, à rapporter la présence d'un trouble mental confirmé par un médecin; les proportions sont les suivantes : l'anxiété (8 %), la dépression (3,8 %), les troubles alimentaires (1,0 %). Les données de l'enquête révèlent que les filles insatisfaites de leur apparence – celles désirant une silhouette plus mince et celles désirant une silhouette plus forte – ne se distinguent pas entre

ESTIME DE SOI

L'indice de Rosenberg est construit à partir de 10 questions visant à mesurer l'estime de soi, c'est-à-dire la perception quant à sa propre valeur, ses qualités, la reconnaissance de sa capacité de faire les choses aussi bien que les autres, l'attitude positive et la satisfaction envers soi, mais aussi le fait de se sentir inutile, de penser à soi comme à un raté ou un bon à rien, d'avoir de la difficulté à s'accepter et peu de raisons d'être fier de soi. Les résultats présentés se rapportent au niveau faible d'estime de soi, soit la catégorie établie à partir du premier quintile.

ANXIÉTÉ, DÉPRESSION ET TROUBLES DES CONDUITES ALIMENTAIRES

Une question de l'enquête porte sur la présence de ces problèmes : « Est-ce que tu souffres de l'un ou l'autre des problèmes de santé suivants confirmés par un médecin ou un spécialiste de la santé : anxiété; dépression; troubles alimentaires (anorexie, boulimie)? Oui ou non? »

elles concernant la présence de ces problèmes. En revanche, environ 8 % de ces filles ont reçu un diagnostic de dépression, comparativement à 4,1 % des filles satisfaites de leur apparence. Du côté des garçons, l'anxiété est déclarée dans une plus grande proportion chez ceux désirant une silhouette plus forte (9 %), les autres garçons ne se distinguant pas entre eux sur ce plan.

LE RECOURS À DES MÉTHODES PRÉSENTANT UN POTENTIEL DE DANGÉROSITÉ POUR LA SANTÉ

Tenter de perdre du poids ou de maintenir son poids sont des actions fréquentes chez les jeunes, qu'ils soient ou non satisfaits de leur apparence.

Tableau 3

Faible estime de soi et certains troubles mentaux¹ selon le sexe et la satisfaction à l'égard de son apparence, élèves du secondaire, Québec, 2010-2011

	Niveau faible d'estime de soi	Anxiété	Dépression	Troubles alimentaires
	%			
Total	18,8	8,6	4,9	1,8
Filles	23,6 ^a	11,0 ^a	5,9 ^a	2,5 ^a
Garçons	14,1 ^a	6,2 ^a	3,9 ^a	1,1 ^a
Satisfaction à l'égard de son apparence				
Satisfait	13,0 ^a	7,9 ^{a,b}	3,8 ^{a,b}	1,0 ^a
Désir d'une silhouette plus mince	25,3 ^a	10,3 ^a	6,6 ^a	2,9 ^a
Désir d'une silhouette plus forte	17,9 ^a	10,3 ^b	5,7 ^b	2,1 ^a
Filles				
Satisfait	16,1 ^a	10,1 ^{a,b}	4,1 ^{a,b}	1,3 ^{a,b}
Désir d'une silhouette plus mince	30,4 ^a	13,0 ^a	8,1 ^a	3,9 ^a
Désir d'une silhouette plus forte	25,1 ^a	15,4 ^b	7,9 ^{a,b}	3,6 ^{a,b}
Garçons				
Satisfait	9,9 ^{a,b}	5,8 ^a	3,4 ^a	0,8 ^a
Désir d'une silhouette plus mince	16,9 ^a	6,0 ^b	4,0	1,2 [*]
Désir d'une silhouette plus forte	15,8 ^b	8,7 ^{a,b}	5,1 ^a	1,6 ^a

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

a, b : Pour une variable et un sexe donnés, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Le trouble mental doit avoir été confirmé par un médecin ou un professionnel de la santé.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011*.

L'EQSJS a documenté le recours à des méthodes présentant un potentiel de dangerosité pour la santé chez les jeunes qui, au moment de l'enquête, tentaient de perdre du poids ou de maintenir (ou contrôler) leur poids²⁰. Environ trois jeunes sur cinq (59 %) ont fait l'une ou l'autre de ces actions, les filles dans une proportion supérieure (70 % c. 48 % chez les garçons). Les jeunes désirant être plus minces sont plus nombreux, en proportion, à avoir fait l'un de ces choix (87 %) (c. 53 %, satisfaits c. 18 %, désir d'une silhouette plus forte)^{21,22} (données non illustrées). Le recours à six méthodes de contrôle du poids présentant un potentiel de dangerosité pour la santé²³ est présenté dans le tableau 4. Selon

les données, le recours aux méthodes impliquant une restriction alimentaire est courant chez les jeunes qui tentaient, au moment de l'enquête, de perdre du poids ou de maintenir leur poids. Ainsi, près de 12 % des jeunes concernés ont suivi une diète, 11 % n'ont pas mangé pendant toute la journée et 28 % ont sauté des repas, et ce, « souvent » ou « quelques fois » au cours d'une période de 6 mois.

Quant aux autres méthodes, les données montrent que la moitié (51 %) des jeunes se sont entraînés de façon intensive, 7 % ont commencé ou recommencé à fumer et 3,6 % se sont fait vomir ou ont pris des laxatifs ou des coupe-faim.

Le recours à toutes ces méthodes, sauf celle consistant à commencer ou recommencer à fumer, varie selon le sexe. En effet, si l'entraînement de façon intensive est plus répandu chez les garçons (62 % c. 43 % chez les filles), les autres méthodes sont plus populaires auprès des filles.

Suivre une diète, sauter des repas, se faire vomir, prendre des laxatifs ou des coupe-faim sont des méthodes auxquelles ont davantage recours les filles désirant une silhouette plus mince.

Le recours aux méthodes présentant un potentiel de dangerosité pour la santé est également associé à la satisfaction à l'égard de son apparence. Pour les six

Tableau 4

Recours¹ à des méthodes présentant un potentiel de dangerosité pour la santé selon le sexe et la satisfaction à l'égard de son apparence, élèves du secondaire qui tentaient au moment de l'enquête de perdre du poids ou de contrôler leur poids, Québec, 2010-2011

	Suivre une diète	Ne pas manger pendant toute une journée	Se faire vomir, prendre des laxatifs ou des coupe-faim	S'entraîner de façon intensive	Commencer ou recommencer à fumer	Sauter des repas
	%					
Total	12,3	11,3	3,6	50,9	6,8	27,6
Filles	13,3 ^a	13,8 ^a	4,2 ^a	43,2 ^a	7,3	33,0 ^a
Garçons	10,9 ^a	7,7 ^a	2,7 ^a	61,9 ^a	6,2	19,8 ^a
Satisfaction à l'égard de son apparence						
Satisfait	8,8 ^a	7,9 ^a	2,3 ^a	49,0 ^a	6,2 ^a	20,8 ^a
Désir d'une silhouette plus mince	16,0 ^{a,b}	15,0 ^{a,b}	4,7 ^a	52,7 ^a	7,5 ^a	35,1 ^a
Désir d'une silhouette plus forte	7,8 ^{*b}	8,7 ^{*b}	4,3 [*]	52,6	5,6 [*]	17,1 ^a
Filles						
Satisfait	9,1 ^a	9,0 ^a	2,0 ^a	38,6 ^a	5,8 ^a	24,6 ^a
Désir d'une silhouette plus mince	17,2 ^{a,b}	18,1 ^{a,b}	6,1 ^a	47,6 ^{a,b}	8,8 ^{a,b}	40,8 ^{a,b}
Désir d'une silhouette plus forte	7,5 ^{**b}	11,9 ^{*b}	4,8 ^{**}	38,8 ^b	4,8 ^{*b}	23,5 ^{*b}
Garçons						
Satisfait	8,4 ^a	6,5 ^a	2,7 [*]	62,6	6,7	15,9 ^a
Désir d'une silhouette plus mince	13,9 ^{a,b}	9,4 ^a	2,2 [*]	62,0	5,4	24,8 ^{a,b}
Désir d'une silhouette plus forte	7,9 ^{*b}	7,4 [*]	4,0 ^{**}	58,3	6,0 [*]	14,5 ^b

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

a, b : Pour une variable et un sexe donnés, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions d'une même colonne au seuil de 0,05.

1. Recours « souvent » ou « quelques fois », au cours d'une période de six mois.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011*.

20. Tenter de gagner du poids et ne rien faire sont d'autres actions concernant le poids documentées dans l'EQSJS. Pour plus de détails, consulter : L. CAZALE, M.-C. PAQUETTE et F. BERNÈCHE, *op. cit.*

21. Pour plus de détails, consulter : L. CAZALE, M.-C. PAQUETTE et F. BERNÈCHE, *op. cit.*, tableau 5.12.

22. Le fait que des jeunes qui désirent une silhouette plus forte tentent de maintenir leur poids pourrait s'expliquer, entre autres, par leur volonté de contrôler le changement désiré concernant leur apparence. Par exemple, des jeunes pourraient vouloir être plus musclés sans toutefois prendre du poids ; ils ont donc répondu qu'ils tentent de maintenir leur poids.

23. Le jeune avait à indiquer la fréquence du recours à chaque méthode, au cours d'une période de 6 mois, à l'aide des choix suivants : souvent, quelques fois, rarement ou jamais. Les catégories « souvent » et « quelques fois » ont été regroupées pour les analyses ; en effet, de telles fréquences supposent une utilisation régulière de l'une ou l'autre de ces méthodes.

méthodes documentées dans l'enquête, les données révèlent un recours plus élevé, en proportion, chez les filles qui désirent une silhouette plus mince, les autres filles ne se distinguant pas à cet égard. Par exemple, environ 17 % des filles désirant une silhouette plus mince ont suivi « souvent » ou « quelques fois » une diète au cours d'une période de 6 mois comparativement à 9 % chez celles qui sont satisfaites de leur apparence.

Suivre une diète et sauter des repas sont des méthodes plus répandues, en proportion, chez les garçons qui désirent une silhouette plus mince que chez les autres garçons. Ne pas manger pendant toute une journée est aussi une méthode rapportée plus souvent par les garçons qui désirent être plus minces (9 % c. 7 %, satisfaits). Quant aux trois autres méthodes, leur recours ne varie pas selon la satisfaction à l'égard de son apparence chez les garçons.

CONCLUSION

Plusieurs études^{24,25,26} témoignent d'une préoccupation des jeunes à l'égard de leur apparence. Seulement la moitié d'entre eux sont satisfaits de celle-ci. L'insatisfaction augmente avec le niveau scolaire ; de fait, le désir d'une silhouette plus mince chez les filles et celui d'une silhouette plus forte chez les garçons sont plus marqués en 5^e secondaire.

Bien que les données indiquent une certaine correspondance avec le statut pondéral – la satisfaction étant plus répandue chez les jeunes de poids normal et le désir d'une silhouette plus mince, chez ceux ayant un surplus de poids – cette correspondance n'est pas parfaite ; en

effet, deux filles de poids normal sur cinq veulent une silhouette plus mince et plus du quart des garçons de poids normal veulent une silhouette plus forte.

Le portrait présenté dans cette publication met en évidence les liens existant entre la satisfaction à l'égard de son apparence et des caractéristiques associées aux milieux dans lesquels vivent les jeunes. Du côté de l'environnement économique, l'insatisfaction à l'égard de son apparence est plus élevée chez les jeunes qui perçoivent plus négativement la situation financière de leur famille. Le désir d'une silhouette plus mince est aussi plus répandu chez les filles se considérant moins à l'aise sur le plan financier. Du côté des caractéristiques du milieu familial, la satisfaction est plus grande chez les filles bénéficiant d'un niveau élevé de soutien social de la part de leur famille. Quant à l'environnement des amis, la satisfaction à l'égard de son apparence est plus grande chez les jeunes qui peuvent compter sur un soutien élevé de la part de ces derniers.

Les résultats montrent aussi l'association entre la satisfaction à l'égard de son apparence et des indicateurs de santé mentale et de bien-être chez les jeunes. Les filles insatisfaites de leur apparence – tant celles qui désirent une silhouette plus mince que celles qui désirent une silhouette plus forte – sont plus nombreuses, en proportion, à présenter de l'anxiété, de la dépression, une faible estime de soi et des troubles alimentaires (anorexie ou boulimie) que les filles qui sont satisfaites de leur apparence. Chez les garçons, l'anxiété est davantage mentionnée par ceux désirant une silhouette plus forte. Bien que les analyses présentées dans

la publication ne permettent pas d'établir le sens de l'association (par exemple, l'anxiété pourrait précéder l'insatisfaction ou en être la conséquence), il reste que ces résultats sont préoccupants.

En ce qui concerne l'estime de soi, certains auteurs parlent d'une relation en spirale avec la satisfaction à l'égard de son apparence. La faible estime de soi est parfois considérée comme un déterminant de l'insatisfaction à l'égard de son apparence et celle-ci conduit à des stratégies pour perdre du poids. Par contre, les résultats d'une enquête longitudinale indiquent que l'insatisfaction prédit le niveau d'estime de soi²⁷. Quant à nos données, elles révèlent un lien entre la perception de son poids et le niveau d'estime de soi.

L'insatisfaction à l'égard de son apparence est associée, chez les jeunes, à l'adoption de comportements nocifs d'amaigrissement et de contrôle du poids. Par exemple, plus du quart des jeunes concernés ont sauté des repas « souvent » ou « quelques fois », dans les six mois précédant l'enquête, et environ le dixième des jeunes ont suivi une diète ou encore n'ont pas mangé de la journée. Les filles désirant une silhouette plus mince sont particulièrement touchées par cette situation. Ces résultats, qui rejoignent ceux d'autres études²⁸, rappellent qu'il est légitime d'entretenir des inquiétudes à ce sujet. D'ailleurs, l'efficacité de ces méthodes est faible, la perte de poids étant souvent suivie d'une reprise de celui-ci²⁹. Soulignons, par ailleurs, que ces méthodes constituent un facteur de risque pour la survenue de troubles alimentaires^{30,31,32}. Soulignons également que l'adoption de ces méthodes durant

24. Pour les résultats de l'*Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois 1999*, consulter : M. LEDOUX, L. MONGEAU et M. RIVARD, *op. cit.*

25. Pour les résultats de l'*Enquête longitudinale auprès des élèves saguenéens et jeannois*, consulter : M.-È. BLACKBURN, et autres, *op. cit.*

26. Pour plus de détails, consulter : L. CAZALE, M.-C. PAQUETTE et F. BERNÉCHE, *op. cit.*

27. M.-È. BLACKBURN, et autres, *op. cit.*, p. 79.

28. Voir, entre autres : D. NEUMARK-SZTAINER, M. WALL, J. HAINES, M. STORRY et M. E. EISENBERG (2007), "Why Does Dieting predict Weight Gain in Adolescents? Findings from Project Eat-II: a 5-Year Longitudinal Study", *Journal of the American Dietetic Association*, vol. 107, n° 3, p. 448-455.

29. D. NEUMARK-SZTAINER, M. WALL, J. HAINES, M. STORRY et M. E. EISENBERG, *op. cit.*

30. A. B. GOLDSCHMIDT, V. PASSI ASPEN, M. M. SINTON, M. TANOFKY-KRAFF et D. E. WILFLEY (2008), "Disordered Eating Attitudes and Behaviors in Overweight Youth", *Obesity*, vol. 16, n° 2, p. 257-264.

31. M. P. OLMSTED, et T. MCFARLANE, « Poids corporel et image du corps », dans INSTITUT CANADIEN D'INFORMATION SUR LA SANTÉ, et SANTÉ CANADA (2003). *Rapport de surveillance de la santé des femmes*, Ottawa, p. 7-8.

32. M. VENNE, L. MONGEAU, J. STRECKO, M.-C. PAQUETTE et J. LAGUÉ (2008), *Bénéfices, risques et encadrement associés à l'utilisation des produits, services et moyens amaigrissants (PSMA)*, Québec, Gouvernement du Québec, Institut national de santé publique du Québec, 88 p.

l'adolescence risque de se prolonger jusqu'à l'âge adulte³³. Chez les adultes, l'analyse des données de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population* a révélé que le recours à de telles méthodes était associé à la détresse psychologique, à une perception négative de sa santé et à une insatisfaction à l'égard de sa vie sociale³⁴.

Enfin, bien que d'un point de vue de santé publique, il apparaît important d'infléchir ou de stabiliser la prévalence du surplus de poids chez les jeunes puisque ce dernier est associé, particulièrement lorsqu'il persiste à l'âge adulte, à des problèmes de santé (diabète, hypertension, etc.)³⁵, il apparaît tout aussi important de favoriser chez les jeunes un rapport

sain avec leur apparence corporelle. À ce sujet, la valorisation d'une diversité de silhouettes ne peut être négligée, les interventions pouvant différer selon qu'elles s'adressent à un garçon ou à une fille³⁶. Le contrôle du poids chez les jeunes, s'il s'avère nécessaire, doit plutôt se traduire par une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif³⁷.

À propos de l'enquête

L'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2010-2011* (EQSJS) a comme principal objectif de dresser un portrait de la santé physique, mentale et psychosociale ainsi que des habitudes de vie des jeunes québécois du secondaire. La population visée est composée de l'ensemble des élèves de la 1^{re} à la 5^e secondaire inscrits dans les écoles publiques et privées, francophones et anglophones du Québec. 63 196 jeunes du secondaire répartis dans 16 régions sociosanitaires du Québec ont répondu au questionnaire, assurant une représentativité des données à l'échelle régionale.

Pour en savoir plus sur l'EQSJS, veuillez consulter le site Web suivant : <http://www.eqsjs.stat.gouv.qc.ca/>

Pour plus d'information sur le fichier de microdonnées de cette enquête, on peut consulter le site Web suivant : www.stat.gouv.qc.ca/produits-services/accs-donnees-recherche/banque-microdonnees.html ou téléphoner au 514 343-2299.

33. Voir, entre autres : D. NEUMARK-SZTAINER, M. WALL, N. I. LARSON, M. E. EISENBERG et K. LOTH (2011), "Dieting and Disordered Eating Behaviors from Adolescence to Young Adulthood: Findings from a 10-Year Longitudinal Study", *Journal of the American Dietetic Association*, vol. 111, n° 7, p. 1004-1011.

34. Pour plus de détails, consulter : L. CAZALE, R. DUFOUR, G. MAROIS, L. MONGEAU et M.-C. PAQUETTE (2011), « Le recours à des méthodes présentant un potentiel de dangerosité pour la santé est-il répandu chez les Québécois qui tentent de perdre du poids ou de maintenir leur poids? », *Zoom santé*, Institut de la statistique du Québec, n° 30, 8 p.

35. ADMINISTRATEUR EN CHEF DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA (2011), *Rapport sur l'état de la santé publique au Canada 2011. Jeunes et jeunes adultes – En période de transition*, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, catalogue n° HP2-10/2011F-PDF, 200 p.

36. C. OLIVO (2012), *Lutter contre la pression sociale vis-à-vis de l'image des corps : un enjeu de santé publique*, Montpellier, IREPS (Instance Régionale d'Éducation et de Promotion de la Santé Languedoc-Roussillon), 13 p.

37. Pour plus de détails, consulter : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *op. cit.*

Ce bulletin est réalisé par la Direction des statistiques de santé en vertu du Programme de mise en valeur des données d'enquêtes de l'ISQ.

Ont collaboré à la réalisation : Kate Dupont, vérification des chiffres
Nicole Descroisselles, révision linguistique
Anne-Marie Roy, mise en page
Direction des communications

Pour plus de renseignements : Hélène Camirand
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, 5^e étage
Montréal (Québec) H3B 4J8

La version PDF de ce bulletin est diffusée sur le site Web de l'Institut, à l'adresse suivante : www.stat.gouv.qc.ca

Téléphone : 514 873-4749 (poste 6141)
Télécopieur : 514 864-9919
Courriel : contactsante@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1^{er} trimestre 2015
ISSN 1911-5520 (version imprimée)
ISSN 1911-5539 (PDF)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2006

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

CRAES-CRIPS Rhône-Alpes, Mouvement français pour le planning familial (MFPF), **Images et représentations de la sexualité dans les médias : quelles attitudes éducatives ?**, CRAES-CRIPS Rhône-Alpes, 2006-05, 55 p. (extrait)

Sexualité, images et représentations

L'agression publicitaire contre les femmes : une nécessité pour la société de consommation ?

Paul Ariès*, politologue, porte-parole du mouvement "Pour une rentrée sans marques"

Les publicitaires voudraient convaincre que s'ils exploitent sans vergogne le corps des femmes ce serait pour leur rendre hommage. Ils leurs offriraient des images de femmes belles, minces, jeunes, heureuses et bien sûr accompagnées d'hommes beaux et riches. La dénonciation de cette agression publicitaire contre les femmes réelles suppose pourtant que l'on abandonne certaines critiques habituelles (le machisme des publicitaires ou des consommateurs mâles) pour examiner la place de la pub dans la construction des identités sexuées. La femme est cependant dépréciée dans/par la publicité non seulement en tant que personne appartenant à l'autre moitié de l'humanité mais aussi en tant que compagne-amante et en tant que mère de famille. A ce titre, la critique des stéréotypes publicitaires anti-féminins suppose que l'on examine le (mauvais) sort réservé aussi aux enfants et aux hommes.

La destruction des identités collectives et individuelles

Le combat des militants anti-pubs et des objecteurs de croissance restent souvent en deça des enjeux actuels faute de tenir compte de la façon dont l'agression publicitaire fonctionne à l'âge post-moderne. La publicité n'est plus seulement une entreprise de manipulation mais une tentative de réponse de la société marchande à sa propre crise.

Elle n'est plus seulement le vecteur d'une société qui réduit chacun de nous à l'économie sous les deux aspects du travail et de la consommation mais une façon d'enfanter un nouveau type d'humain. La nouvelle place de la pub dans l'économie marchande est à mettre en relation avec la place des marques dans notre économie psychique. La société moderne ne détruit pas seulement des identités collectives mais également ce qui permet à chaque personne de se construire.

Elle pousse à ce que les psychanalystes nomment la dé-différenciation qui passe par la remise en cause de ce qui permettait traditionnellement aux humains de se construire en tant que sujet! Cette dé-différenciation est autant d'ordre générationnel que sexuel. A la mort des identités collectives doit succéder celle de l'identité individuelle.

Cette suprême violence contre la personne humaine réjouit nos élites : le grand futurologue américain, Alvin Toffler, y voit non seulement une nouvelle grande révolution dans l'histoire de l'humanité (comparable à ce que fut le passage du paléolithique au néolithique) mais aussi la possibilité de passer enfin de la logique de la passion (toujours dangereuse car irrationnelle) à celle de l'intérêt? Cette disparition programmée du Moi par surabondance d'expériences permettrait de développer le "commerce des morceaux d'identité". L'importance accordée par la jeunesse du monde aux nouvelles marques identitaires commerciales serait un signe de cette mutation.

Le philosophe français Dany-Robert Dufour tire du même constat des conclusions opposées et dénonce avec raison la mort du sujet freudien et du sujet kantien prélude à la naissance d'un nouveau totalitarisme? Alvin Toffler ne nie pas l'ampleur des mutations en jeu : il considère même que le développement des sectes peut être nécessaire pour permettre à certains individus incapables de se faire à cette identité modulable, de retrouver un cadre institutionnel structurant.

La critique de la publicité doit donc se déployer dans deux registres.

La boulimie comme mode de vie

La pub recourt d'abord à l'illusion classique que le bonheur serait dans la (sur)consommation : comme si le fait de posséder sept paires de basket permettait de courir sept fois plus vite. Elle engendre alors un fonctionnement de type boulimique (donc anal) dont la meilleure figure reste celle de l'Oncle Picsou assis sur son gros tas (d'argent). Le développement de l'obésité qui touche un jeune sur quatre aux Etats-Unis et un sur dix en France est symptomatique de cette évolution.

* Auteur d'une vingtaine d'ouvrages dont le *Petit Manuel anti-pub*, Golias, 2004, *Décroissance ou barbarie*, Golias, 2005

1 Jean-Pierre Lebrun, *un monde sans limite*, Erès, 1997

2 Alvin Toffler, *le choc du futur*, Denoël, 1971 et *La politique de la troisième vague*, Fayard, 1995

3 Dany-Robert Dufour, *l'art de réduire les têtes*, Denoël, 2003 et *On achève bien les hommes*, Denoël, 2005

L'individu réduit à l'économie cherche à compenser ce vide existentiel qu'il ressent par la (sur)consommation de produits. Cette dérive nous rappelle que la société de consommation n'est pas seulement une société où l'on consomme davantage mais une société où l'on entretient d'autres type de rapport avec d'autres objets. Elle impose donc que la valeur d'échange ou celle de bien libidinal ou socialement distinctif l'emporte sur l'utilité réelle de chaque chose : on ne consomme pas une serpillière, on se contente de l'utiliser. Cette boulimie est aussi bien sûr affaire de sexualité lorsqu'on se met à consommer de l'autre (ou du soi-même) comme d'un banal objet.

La consommation d'identités de marques

La pub recourt ensuite à une illusion beaucoup plus récente à mettre en relation avec l'évolution de nos sociétés modernes puisqu'elle ne cesse de dire qu'il serait possible de compenser la perte des repères de sens et des identités par la consommation de produits de marques. On n'aurait donc tort de se moquer trop vite de la prétention des marques à exprimer des "valeurs" ou à doter les jeunes de codes. Les grandes marques commerciales se sont mises à fonctionner comme de véritables béquilles identitaires pour des individus toujours plus en carence narcissique et sociale du fait de la violence de nos sociétés : violence économique, sociale, politique mais aussi raciale, sexiste, âgiste (anti-vieux ou anti-jeunes), violence liée également à la désymbolisation et à la destitution qui, faute de transmission intergénérationnelle privent les jeunes de repères de sens et de valeurs.

Le développement des pathologies mentales (un jeune sur sept en France, un sur quatre dans le continent nord-américain) est aussi (tout comme l'obésité) symptomatique de cette évolution morbide.

La publicité : langage d'une société sans limite

Cette pseudo-liberté sans boussole où chacun est sommé de construire sa propre identité ne peut que générer le désarroi et la fuite en avant.

Aucune société ne peut exister durablement en étant fondée sur la logique de la consommation sinon on commence par (sur)consommer des objets puis on consomme d'autres humains (violences conjugales, harcèlement au travail, incivilités, actes anti-sociaux) et on finit par se consommer soi-même (conduites à risque, dopages, suicides). Une société qui n'est plus capable de se donner des limites (symboliquement et juridiquement) est obligée d'aller les chercher dans le réel : soit individuellement avec le développement des conduites à risque (toxicomanies, ordalies, automutilations, suicides, etc) soit collectivement avec la fuite en avant dans la croissance économique (disparition des ressources naturelles, réchauffement planétaire, développement injuste et explosif des inégalités sociales).

Les jeunes inégaux devant la pub

Les jeunes sont les premières victimes de l'agression publicitaire : plus d'un milliard d'adolescents communient à l'échelle planétaire dans les mêmes produits, les mêmes marques et les mêmes pubs. Les grandes sociétés transnationales entendent faire de la jeunesse mondiale un des vecteurs essentiels de la globalisation marchande tout comme elles ont su instrumentaliser les femmes dès les années vingt dans le but de casser les cultures traditionnelles et populaires qui s'opposaient au développement de la société de consommation⁴

Cette analyse permet de comprendre l'inégalité des jeunes devant l'agression publicitaire même si tous la subissent quotidiennement. Il n'est plus un lieu qui ne résiste à ce marquage des corps et des esprits. Un jeune Américain subit chaque année 40 000 spots, un Français 20 000. La télévision les gave d'une monoculture marchande. Les conséquences de cet endoctrinement sont d'autant plus dramatiques que les grandes institutions, comme la famille et l'école, ne remplissent plus correctement leur rôle protecteur et émancipateur. Les principales victimes de cette agression publicitaire sont les enfants des milieux défavorisés, ceux des familles déstructurées ou monoparentales, ceux des campagnes avant ceux des grandes villes, ceux des cités avant ceux des beaux quartiers, les garçons avant les filles, etc. La figure type du jeune victime des marques reste le jeune issu de l'immigration : tellement mal à l'aise dans ses baskets, qu'il cherche une compensation vaine dans la consommation identitaire. Jamais un jeune qui arbore une casquette avec un logo ne dira qu'elle protège mieux du soleil ou du froid mais qu'elle lui permet d'être reconnu, d'être valorisé aux yeux des autres et de lui-même.

La communauté savante est globalement d'accord sur ce constat. Une divergence existe en revanche quant à son interprétation.

⁴ Paul Aries, *Putain de ta marque*, Editions Golias, 2003, p. 526

Beaucoup considèrent que grâce à cette addiction publicitaire, les jeunes accèderaient beaucoup plus rapidement à l'autonomie : la pub les libérerait de l'emprise de leurs parents ou de leurs maîtres. Ils bénéficieraient ainsi de leurs propres références culturelles.

Cette analyse est non seulement fausse mais totalement perverse.

La pub n'est pas la culture des jeunes, mais l'anti-culture par excellence. La culture plus on la fréquente tôt, plus on a des chances de devenir un individu adulte, autonome, bref un véritable citoyen. La pub plus on lui est soumis tôt, plus on reste "accroc" aux marques.

La culture est créatrice de liberté en apprenant à s'auto-limiter.

La pub au contraire réveille et exploite les fantasmes les plus régressifs. Elle n'a de cesse d'entretenir l'idée d'un monde sans limites et le mythe de la toute-puissance. Georges Chetochine, le patron de l'Institut Européen du Marketing, le confie dans ses livres : une pub pour être efficace doit apprendre à exploiter toutes les névroses. Elle doit être une machine à rendre les gens malheureux.

Nous pensons qu'une partie de la jeunesse est totalement soumise à cette idéologie fondée sur le culte de l'avoir et plus encore du paraître. La jeunesse issue des quartiers ne souffre pas d'un manque à consommer mais d'un manque à être donc à jouir qui s'explique par la disparition des cultures populaires et de l'autonomie des modes de vie. La classe ouvrière avec sa fierté n'existe par exemple plus : le prolétaire est devenu un "beauf" et l'exploité est un "looser".

Le système publicitaire fonctionne à l'image d'une "mauvaise mère". La bonne-mère est celle qui permet à ses enfants de grandir, c'est-à-dire de devenir adultes bref de lui succéder comme parents. La mauvaise-mère est celle qui "dévore" ses enfants et les empêche de devenir autonomes en accédant, peu à peu, au sens des limites. La société publicitaire engendre un monde toujours plus adolescentique.

La publicité contre la famille

La publicité a fait de la famille institution une famille consommation c'est à dire une anti-famille. Le fait familial est universel mais ses configurations sont multiples : la famille africaine n'est pas la française, la famille actuelle n'est plus celle d'autrefois. Le modèle familial dont rêvent les publicitaires est celui de la famille réduit à la biologie (le sperme, l'ovule) et au pouvoir d'achat (revenus).

La "bonne famille" est celle qui se voue à la consommation, celle qui se met à l'écoute de ses enfants eux-mêmes victimes de la pub. On sait que les enfants sont prescripteurs principaux dans de nombreux domaines : 70 % dans l'alimentaire, 50 % en matière de vacances, etc. L'idéal publicitaire est l'inversion du sens de cette transmission : les "vieux" ne sont légitimes que s'ils se mettent à l'écoute des jeunes. Une pub McDo exhibe un vieux monsieur apprenant à "manger" un BigMac en imitant les plus jeunes ; chez Disney c'est papa qui fait du manège et ses enfants lui font, à chaque passage un petit coucou, etc. L'image traditionnelle du vieux sage est foncièrement antipublicitaire. La parole des parents a été remplacée par celle des publicitaires. Séguela est promu depuis longtemps au rang de super-nounou.

La pub contre les images parentales

La publicité poursuit son travail de déconstruction des images identitaires en s'en prenant directement aux figures parentales.

La pub contre les Pères

L'homme y est déconsidéré en tant que mâle, qu'époux et que père. Cette haine est aussi vieille que la pub puisqu'elle estima longtemps que les hommes étaient de très mauvais consommateurs puisque trop accrochés aux anciennes cultures populaires et traditionnelles. Il fallait donc réduire l'homme à sa fonction de gagne pain pouvant être avantageusement remplacé par une bonne assurance vie.

L'homme de la pub est devenu soit un surhomme inaccessible au commun des mortels soit un "looser" (perdant) qui n'a rien à espérer de lui-même ni des autres, bref un super-macho ou un homme esclave incapable d'aimer ou d'être aimé avec pour Salut l'hyper-consommation. Ce héros prouve sa virilité en remplaçant toujours plus vite son caddie. Cet homme déchu est instrumentalisé par les publicitaires : il est ce copain avec lequel les enfants s'allient contre la mauvaise mère. Ce couplage père/enfants contre le couplage traditionnel père/mère est très net dans les pubs pour la "junk food" ("alimentation pourrie").

Non seulement ce faux-père partage avec ses enfants une frénésie de consommation transgressive, mais il se place directement sous leur loi.

La loi des frères (celle des cours de récréation, celle du mimétisme et du racket) se substitue à la loi dont les adultes devraient être les représentants auprès de leurs enfants. Ce père de la pub est un

faux père puisqu'il ne transmet plus rien : peu importe qu'il se nomme Pierre, Dimitri ou Mohamed. Ces hommes au sourire Gillette doivent devenir toujours plus interchangeables pour n'avoir plus pour différence que celle de leur compte en banque et de leur soumission au modèle.

La pub contre les femmes

Les femmes subissent en tant que personne humaine mais aussi en tant que compagne et que mère un traitement plus ignoble encore en raison de la place qu'elles occupent au sein de l'idéologie publicitaire où elles fonctionnent comme le parangon du "parfait consommateur".

Si la pub n'a cessé d'exploiter le corps dénudé des femmes et de les montrer dans des situations violentes (pornographie, viols), c'est qu'on ne peut être un bon consommateur que si on fonctionne soi-même sur ce même modèle (consommer et être consommé). Ce n'est donc pas par hasard que la pub exploite aussi de plus en plus le corps dénudé de l'homme (ou même de l'enfant) mais parce qu'ils succombent à leur tour à cette même logique de "consummation".

La négation des femmes réelles

Comment s'étonner dès lors que la pub fonctionne à la négation des femmes réelles, celles qui nous enfantent, qui nous élèvent, qui travaillent, créent et se révoltent, celles qui vieillissent et qui meurent. Mais il ne suffit pas cependant d'inverser le cliché pour désamorcer le piège : "bobonne" ne gagne rien à devenir "superwoman" et la "femme-inactive" en se métamorphosant en "executive woman".

La femme de la pub n'est jamais l'équivalent de l'action-man. L' "executive woman" reste surtout menacée par les mauvaises odeurs, elle n'est jamais une "bonne-mère" ni une "bonne-épouse", elle a tendance à négliger ses enfants, sa maison, ses amants. Elle ne peut que compter sur des produits substitués pour ne pas être en faute. Une femme hyper-active sent nécessairement mauvais car elle est obligée d'en faire "trop" pour compenser sa faiblesse naturelle. La transpiration est le symbole de ce fonctionnement contre-nature. La ménagère qui frotte son parquet transpire paradoxalement moins que la pédégère qui court d'un conseil d'administration à un autre. Cette "executive-woman" est d'ailleurs aussi une femelle crainte par des hommes-enfants.

Une pub pour le journal *The Economist* présente trois pavés noirs et blancs sur fond rouge. Le pavé du haut porte l'inscription "femmes au pouvoir" avec des jambes de femmes perchées sur des hauts talons mais il s'agit d'un symbole de puissance (et non de séduction). L'image est celle de jambes peu féminines (musclées) et varicées. Le pavé du milieu légendé "stéroïdes" montre l'image grossie d'un mollet viril. Le pavé du bas exhibe en apparence le grain de la peau mais il représente en réalité un spermatozoïde légendé "fertilité".

La femme qui "réussit" professionnellement, sentimentalement, etc le paye toujours en termes de transpiration, de vieillissement de la peau, d'absence de ses enfants, de solitude, etc. Le marché lui propose alors ses "Solutions" à tous ces manques d'être (d'estime de soi).

Cette "super-women" sert enfin à banaliser les transgressions car elle permet de dire que les femmes auraient les mêmes fantasmes que les hommes "machistes" et que les rapports de violence entre les sexes (ou les personnes) seraient sinon normaux du moins naturels.

N'est-il pas plus difficile après avoir apprécié "l'humour" d'une scène montrant une femme violentant un homme de protester contre les agressions dont les femmes réelle sont les victimes ?

Une pub Lewis pour le "Zip 505" montre une femme sensuelle en robe fortement décolletée braquer un revolver en disant "Baisse doucement ton zip et tout se passera bien", une autre vêtue d'une combinaison explique aux policiers "ben, dès que j'ai vu son zip, ça été plus fort que moi, Monsieur le Commissaire".

La pub reprend les arguties des violeurs et pédophiles. Elle sous-entend que pour que tout se passe "bien", il faudrait accepter le rapport de force, se déshabiller en silence et se laisser violer ...

Pourquoi donner une image dévalorisante des femmes ?

Les pubs multiplient les images dévalorisantes des femmes.

Pub Galeries Lafayette : un corps de femme debout dos cambré, offerte. Elle porte une longue robe moulante. Sa tête est remplacée par un abat-jour rouge. Un fil électrique semble sortir de son derrière. Le slogan "déco de mars" barre cette femme-lampe (femme allumeuse) véritable caricature de la femme-objet : corps sans tête, corps mutilé, corps pénétré par un objet dont la couleur évoque un bordel.

Une femme ne peut que se sentir agressée par ce type de publicité. Comme elles ne sont pas plus masochistes que la moyenne des hommes, on peut penser que la pub joue sur une autre pulsion.

La thèse de l'identification à l'agresseur est un peu courte : la femme n'achète pas le produit pour faire plaisir à son macho de mari ou pour se conforter à une image dévalorisante dominante de la femme. La recette est beaucoup plus efficace : imposer aux femmes des images dévalorisées et

dévalorisantes d'elles-mêmes permet ensuite de leur offrir comme seule issue la compensation immédiate dans l'achat. La pub n'est jamais autant une machine à rendre les gens malheureux et à exploiter les frustrations que lorsqu'elle s'en prend aux femmes. Les publicitaires ne reculent devant aucune transgression : femmes mises en situation de dépendance, femmes mises en situation d'échec, femmes mises en situation dépréciative, femmes niées dans son désir et son identité, femmes combattantes mais pour des causes ridicules, etc.

L'enjeu est toujours le même : mettre en échec les femmes réelles comme le prouve le choix de donner en modèle (heureusement inaccessible sans être malade) des mannequins anorexiques. Singulière société que celle qui impose comme modèle d'identification un modèle impossible : si elle existait la poupée Barbie se traînerait à quatre pattes de par sa morphologie !

La négation de la femme commence par celle de son corps. Le corps de la pub est un corps nécessairement morcelé, un corps réduit à une seule fonction, un corps amputé (sans tête), trafiqué, objectivé, etc.

Cette stratégie de démembrement du corps est fondamentale.

Elle permet en effet de calquer le corps sur le fonctionnement du marché : il existe un produit spécifique pour chaque "chose". La femme-objet n'est pas un corps unifié mais une somme de morceaux de corps pouvant eux-mêmes se décomposer à l'infini. La pub ne parle pas de la peau mais de sa douceur, de son odeur, de sa résistance, de son grain, de son bronzage, de sa pilosité, etc. Elle ne parle plus du corps en général mais du cou, des mains, des seins, des hanches, etc. L'enjeu est de faire vivre le corps comme un tout éclaté, élément par élément comme un objet détachable, comme un objet consommable. La pub nourrit le fantasme d'appropriation du corps élément par élément : la bouche, les seins, les jambes, le cou, etc.

Ce morcellement concerne aussi la moralité que l'on exploite, élément par élément, comme autant de sources potentielles de profits : la femme de la pub n'est donc pas seulement réduite à un sein-bouche mais à des sentiments que la pub "objectivise" pour les vénaliser. Ce morcellement du corps sert donc à dire le morcellement de l'être : tu n'es qu'un sein, un vagin, des muscles, un "dur", une "tendre", etc.

La profusion des biens serait bien sûr la réponse toute naturelle à ce morcellement du corps et de l'esprit, bref au morcellement de l'être. Mais encore faut-il que le sujet soit suffisamment déprécié pour pouvoir accepter comme satisfaisant ce morcellement de sa vie ! La pub fonctionne donc aux "petits plaisirs" et aux "petites victoires" ce qui lui permet finalement de maintenir l'individu en échec. Il ne suffit pas de soigner la peau encore faut-il le faire de multiples façons. Il ne suffit pas de se laver les cheveux, il faut utiliser divers produits. La logique de ce système est de type vampirique : il faut que l'individu se consume et soit totalement consommé.

La femme bénéficie d'un traitement discriminatoire dans la pub. Elle est soit une "pétasse" soit une "bobonne" mais toujours un objet. Ce mauvais rôle s'explique par la fonction que l'industrie a fait jouer aux femmes réelles (et aux femmes imaginaires) dans l'avènement de la société de consommation. Stuart Ewen a montré comment la famille investie par la pub est devenue en un siècle une pièce maîtresse de la nouvelle architecture de la vie moderne au moyen d'une recombinaison des rôles sociaux. La femme, promue au rang d'entrepreneur de la maison, a dû devenir un objet fantasmé de consommation pour être pleinement un vecteur de consommation.

Les femmes n'existent pas dans la pub pour leur singularité ou parce qu'elles seraient simplement là par hasard mais elles sont choisies (fabriquées serait plus juste) pour leur représentativité commerciale, pour leur conformité à un modèle d'altérité acceptable. La "Mère Denis" en fut une illustration parfaite puisqu'elle n'était pas donnée comme la représentante des femmes d'une classe d'âge ou de la campagne mais comme la caricature d'un genre, véritable épiphanie d'une espèce en voie de disparition. La pub instrumentalise certains traits moraux ou physiques pour constituer des femmes en série qu'elle peut plus facilement assimiler. Elle ne parle pas de femmes réelles mais de "la blonde", "la rousse", elle oppose "l'intello à lunettes" et la "midinette".

Pub Hollywood sans sucre : une belle jeune fille blonde de dos. Elle porte un short très court avec bien sûr des supers hauts talons, ce qui ne dissimule rien de ses longues jambes ni de sa "moralité". Le slogan ajoute "Mâcher Hollywood sans sucre vous promet à un bel avenir. Même sans diplômes".

Cette négation des identités réelles est un enjeu idéologique très lourd. La pub ne peut connaître ni des identités collectives (la classe ouvrière, la bourgeoisie, le peuple, etc), ni des identités individuelles (toi ou moi). Les premières visent trop haut, les secondes trop bas. Ces identités ne correspondraient pas à la stratégie de déconstruction du social qu'impose la vision globalisante de la société de consommation. Les images de femmes véhiculées par la pub sont l'équivalent des sociaux-styles des professionnels du marketing : ces images ne sont pas seulement caricaturales ou fausses, elles sont idéologiques.

La négation de la femme en tant que compagne

Les publicitaires exploitent les fantasmes machistes les plus éculés et rabaissent la femme au rang de l'objet sexuel et de consommation. Mais pourquoi ne pas faire fantasmer sur des morceaux de corps d'hommes alors que ce sont des femmes qui achètent la majorité des produits ? Ne serait-il pas plus efficaces de montrer des verges ?

On explique souvent que les représentations de la femme seraient la surface de projection privilégiée de l'imaginaire collectif (y compris marchand) puisque la femme serait toute entière ce Sein perdu sur lequel on ne cesserait (hommes et femmes confondus) de fantasmer. Ne serait-ce pas aussi parce que les femmes sont ressenties plus aisément comme des biens que l'on s'échange et qu'on achète ? Ne serait-ce pas aussi parce que les fantasmes machistes sont eux-mêmes propices au développement de la logique de la consommation ? N'alimentent-ils pas un désir de possession comme si le monde entier était disponible et "appropriable" ? Si un corps doit se consommer, tout ne peut-il pas l'être ? L'inconscient n'étant pas sexué, ces fantasmes machistes d'appropriation ne sont pas réservés aux mâles. L'idéologie machiste est donc une façon commode et efficace de transformer, pour soi et les autres, l'être humain et le monde en marchandise. Ces images dévalorisantes des femmes sont donc d'autant plus efficaces qu'elles s'adressent ... à des femmes. Elles créent une comparaison défavorable, elles disent en substance : vous êtes moins bien que le modèle, constatez par vous-même votre échec. Regardez Claudia Schiffer, regardez ces femmes belles et jeunes. Il dépend de vous de faire comme elles, comme celles qui "gagnent", regardez avec quoi elles se maquillent, avec quoi elles font la vaisselle, avec quelle voiture elles roulent, quelles marques elles portent.

Femme-objet, femme consommatrice

La femme s'est vue historiquement assigner la fonction d'objet sexuel dans la mesure où l'homme est devenu parallèlement un forçat du travail. Le corps féminin constitue dès lors une réserve de plaisirs ... Il y a dans la pub une parenté entre la mère qui dit non à ses enfants et la femme qui se refuse. Elle est aussi "mauvaise mère" que "mauvaise femme". La femme qui refuse (un produit, une marque, bref un nouvel achat) est toujours l'équivalent d'une femme qui se refuse. Une femme ne peut (se) refuser sauf à être frigide ou castratrice. La femme libérée est celle qui consent au désir consommateur de l'autre.

Le porno-chic

Le porno-chic n'existe pas : il n'y a rien de "chic" à exhiber à quatre pattes une jeune femme vêtue d'une robe moulante très courte et chaussée de bottines à talons aiguilles. Suffirait-il d'accoupler le nom d'un grand couturier à une posture sado-maso pour transformer l'ignoble en objet d'art ? cette "esthétisation" de la violence sexiste est sans limite : scènes de viol, violences conjugales, Sado-masochisme, etc. Ce type de publicité voudrait nous faire croire que le fric sacrifierait le plus hideux alors qu'elle ne sacrifie que le fric. La publicité raffole dans ses clichés de la confusion des impulsions positives (amour et tendresse) et négatives (haine et violences). Elle n'est qu'une variante de la confusion des sentiments et des valeurs. Les publicitaires mettent en scène la destruction du bien par le mal ou du mal par le bien, ils jouent à exciter sexuellement sans que la satisfaction soit possible (on a encore vu personne jouir dans la rue devant une pub), ils créent des conflits en faisant agir les unes contre les autres les différentes aires de la personnalité.

La publicité sexiste asexuante

Ne nous trompons pas : la publicité est tellement sexiste qu'elle en devient asexuante. Elle exprime un désir inconscient mais tellement nécessaire au fonctionnement de la société de consommation d'une sexualité sans amour voire même d'une sexualité sans sexe. Les publicitaires mettent en scène cette sexualité anesthésiante puisqu'il n'est question, selon eux, que d'impossibilité d'être satisfait autrement que dans la consommation toujours recommencée d'objets les plus divers, il n'est question que d'impossibilité de satisfaction (sexuelle ou autre) en raison de la réduction des faits (de l'amour) à des mots ou à des gestes. La pub sacrifie également la sexualité par son besoin d'obscénité. Son principe est celui du viol de l'intimité, non seulement par son culte du paraître (plus encore que de l'avoir) contre l'être, par l'obligation sans cesse d'exhiber, à travers ses désirs, sa conformité. La pub opère donc non seulement une réduction de l'être au paraître mais une réduction du corps qui devient l'accessoire du produit. Fantasme-t-on sur la femme réelle ou sur son sous-vêtement ? Achète-t-on une casquette en tant que couvre-chef ou le moyen de porter une marque ?

La négation de la femme en tant que mère

La publicité semble enfermer les femmes dans un rôle de mère. A y regarder de plus près, on découvre cependant combien cette mère est toujours soit une mère castratrice soit une mère esclave. Cette défaillance de la femme en tant que mère est logique puisque la publicité n'a de cesse de

montrer que ce sont les produits qui sont "maternants", ce sont eux qui protègent, qui aident à grandir, etc. Le Sein n'appartient plus à la mère puisque c'est toute la société de consommation qui se met à fonctionner comme un immense Sein. Le sein de la mère fait d'ailleurs pâle figure à côté du sein de la pub. Celui de la mère se refuse, celui de la pub est intarissable. Mais qu'advient-il si l'Objet primordial ne peut plus être perdu ?

Quelles relations d'objets nos ado-adultes pourraient-ils tisser face à ces produits qui se sont mis à fonctionner comme un immense Sein intarissable qui infantilise nécessairement toute la famille.

La mère castratrice

La mère castratrice est celle que vomit le plus les publicitaires. Ils n'ont de cesse de la ridiculiser dans ses prétentions à préserver des règles de vie et des normes familiales traditionnelles. Cette mère castratrice est opposée aux désirs de ses enfants et de son conjoint. Elle est opposée au père libérateur, celui qui non seulement admet mais partage les désirs de ses enfants. Cette mère castratrice n'est cependant pas méchante mais juste un peu bornée et ignorante. Cette "mère castratrice" doit être bien sûr envoyée à l'école "Kinder". Ces mauvaises mères interrogées par la maîtresse sur les goûters "pingui" se font des grimaces et chahutent telles de mauvais élèves.

La mère esclave

La "mère esclave" règne sur sa lessive et sur la cuisine. Les publicitaires se moquent gentiment d'elle car elle est ringarde. Ils la décrivent au physique et au moral comme un être dépassé dans sa façon de s'habiller, de penser, de parler, d'aimer ...et d'acheter. Cette mère esclave peut se racheter en acceptant de devenir l'ambassadrice des grandes marques au sein de sa famille. Elle pourrait même conserver sa fonction maternante mais dans un cadre modernisé. Une pub pour la chicorée Bonjour montre une mère qui est assez moderne pour acheter des produits industriels mais qui conserve cependant son rôle puisqu'elle retourne le pot à l'endroit. Cette mère esclave serait autrement comme la mère castratrice une mauvaise mère dévorante faute de laisser ses enfants accéder à la liberté ... commerciale.

Debout les marqués de la Terre !

Parce que l'agression publicitaire est en train de transformer notre monde intérieur tout autant qu'elle a pub-tréfié nos paysages, la résistance doit passer non seulement par des actes individuels mais aussi par des actes collectifs qui nous engagent en tant que citoyens. Nous devons refuser ces rituels qui nous font vivre le monde sur le mode du lèche-vitrine, qui nous font pratiquer le shopping comme un "flirt" avec les objets ou pénétrer dans des hypermarchés comme dans des Temples de la consommation, qui nous font accepter que l'on fasse des rues piétonnes autant de lieux de spectacle de la marchandise ou concevoir les soldes comme une nouvelle temporalité. Nous devons obtenir de l'Etat qu'il respecte les enfants : qu'il ordonne le démontage des milliers de panneaux publicitaires illégaux, qu'il interdise la pub à la TV pour des produits destinés aux plus jeunes, qu'il respecte sa propre loi et abroge la circulaire Lang qui fait entrer la pub à l'école par la fenêtre alors qu'elle reste interdite par la porte.

La publicité est indissociable du commerce des marques identitaires : elle annonce donc une société dans laquelle la part la plus humaine de l'homme serait passée aux oubliettes et dans laquelle l'humanité se réduirait à la seule économie (forçat du travail et de la consommation). Elle nous empêche individuellement et collectivement de penser et de rêver. Elle oblige à nous projeter sur ces produits et à introjecter ses contre-valeurs. Elle nous empêche de tirer les leçons de ce que nous savons. Comment croire que l'avenir puisse être à la consommation alors que 20 % des humains s'approprient déjà plus de 80 % des ressources et que notre mode de vie occidental est non généralisable ?

Education pour la santé

Concepts / Evaluation, utilisation du conte

HINCELIN LUC, CONDUIRE SON PROJET COMME L'ON FAIT SON JARDIN ?, RUBRIQUE REPERES POUR AGIR EN PROMOTION DE LA SANTE, N° 23, 2012-09, 2 P. _____	53
BOITE A OUTILS METHODOLOGIQUE POUR LES PORTEURS D'ACTIONS D'EDUCATION A LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE DES JEUNES, IREPS BRETAGNE-ANTENNE MORBIHAN, 2012-06, 97 P. (EXTRAIT) _____	55
DURANT MURIEL, RACONTE-MOI... LA PROMOTION DE LA SANTE, EDUCATION SANTE, N°286, 2013-02, PP. 8-12__	59
BLOUIN CORINNE, LANDEL CHRISTINE, L'IMPORTANCE DU CONTE DANS UNE SITUATION PEDAGOGIQUE, EMPAN, N°100, 2015/4, PP. 183-188 _____	64

HINCELIN Luc, **Conduire son projet comme l'on fait son jardin ?**, Rubrique repères pour agir en promotion de la santé, n° 23, 2012-09, 2 p.



**Rubrique Repères
pour agir**
en promotion de la santé

n° 23 Septembre
2012

Conduire son projet comme l'on fait son jardin ?

Créer un coin potager pour profiter de sa récolte...Le jardin est souvent synonyme de plaisir. Et si son entretien demande de l'organisation et de la patience, la récolte personnelle est source de satisfaction, en particulier lorsque le résultat est à la hauteur de ses espérances. Encore faut-il, pour cela, suivre un certain nombre d'étapes ordonnées dans le temps et s'assurer de conditions de réussite au fur et à mesure de l'année et de la météo.

En santé aussi, conduire son projet, c'est prévoir, choisir et s'organiser. Cette recherche d'analogie entre jardin et projet, c'est d'abord un clin d'œil aux jardiniers. C'est aussi s'appuyer sur des façons de faire, repérer une pratique, orchestrer des étapes qui conduisent à des résultats.

Vous disposez d'un terrain privatif ou partagé ? d'un grand jardin ou d'un espace limité ? De l'expérience accumulée et des conseils avisés vous permettront de vous essayer à la culture puis de vous lancer dans la durée. S'occuper de son potager est pour beaucoup une détente et une passion. La consommation des légumes que l'on a soi-même plantés est certainement beaucoup plus satisfaisante et agréable. Les saveurs sont toujours supérieures aux produits achetés dans le commerce. Créer, faire vivre et prendre soin d'un potager est devenu à la portée de tous ceux qui possèdent un petit bout de terre. Alors pourquoi ne pas commencer par suivre les étapes dans le bon ordre ?



Le jardin / le projet : travailler avec les analogies ?

Développer son sujet à partir d'exemples... Utiliser des images, des représentations qui parlent d'elles-mêmes... Nous connaissons tous des analogies induites de l'expérience concrète comme point de repère en terrain inconnu.

L'analogie revient à étudier un sujet en fonction de ses propres représentations. En introduisant de la comparaison, de la confrontation d'idées, en prolongeant la réflexion, l'analogie permet d'aller plus loin. Elle transporte la signification d'un mot à une autre. L'efficacité du processus analogique en pédagogie n'est plus à démontrer. Il suppose que nous fassions appel à notre imagination, à notre expérience, à notre inspiration.

L'analogie forme une passerelle entre les connaissances acquises et les informations nouvelles. Elle permet de poser un contexte familier aux apprenants.

Ainsi la représentation du jardin peut amener le concepteur d'un projet en santé, à partir de ce qu'il en connaît, à faire la transposition sur ses idées et à développer sa propre action avec pertinence.

Cultiver son jardin : les 7 étapes

- 1 Préciser vos envies, vos possibilités, vos disponibilités
adapter la taille du potager aux besoins, au temps libre
- 2 Se déterminer sur son emplacement
repérer la meilleure orientation
- 3 Préparer son terrain
enlever les mauvaises herbes
enrichir la terre et l'amender
- 4 Préparer les semis ou les plantations
Se procurer les graines, le terreau...
- 5 Entretenir, suivre les levées
être attentif aux premiers signes
entretenir l'outillage
lutter contre les maladies
suivre la météo
adapter l'arrosage
- 6 Récolter !
Les carottes, les salades, les fraises pour un jardin potager ou les fleurs pour un jardin d'agrément... Chaque jardin a sa propre production. Et à l'heure de la récolte, l'évaluation est souvent toute faite...
- 7 Manger vos produits...

Conduire son projet : les 7 étapes (*)

- 1 Etablir votre diagnostic
collecter les informations
analyser demande et besoins
identifier les publics et acteurs
- 2 Poser vos objectifs
définir vos priorités
anticiper les indicateurs
- 3 Définir votre stratégie
installer une démarche participative
- 4 Adapter les moyens
rechercher les ressources
- 5 Dérouler le programme
préparer les activités
animer le pilotage
organiser le suivi
gérer le temps
concrétiser le partenariat
- 6 Réaliser votre évaluation
poser les questions évaluatives
reprenre les indicateurs
mettre en œuvre la méthode
choisir ses outils
tenir son bilan
- 7 Ne pas oublier la valorisation
restituer et partager les résultats





Echanger les bonnes pratiques, au jardin aussi !

Au jardin, avec le voisin d'à côté, avec l'association des jardiniers, avec vos parents ou grands-parents, les « bonnes pratiques » enrichissent les uns et les autres. Discuter du temps qu'il fait, des méfaits de la météo, d'un arrosage intempestif. Prendre des avis sur l'assolement, les levées, les paillages, les saisons... **Le jardin est source de partage.** Pour réussir ses plantations ou ses semis, pour entretenir son carré de légumes, pour récolter de bons fruits, il est souvent utile de profiter de l'expérience d'autrui. Le jardinage, c'est une foule d'informations à connaître. C'est prendre son temps, choisir des produits à faible impact sur l'environnement, économiser l'eau, rechercher l'ensoleillement, respecter les doses...

C'est aussi tester des trucs et des astuces, s'échanger de nouvelles idées, mutualiser les produits d'entretien, la cabane et les outils.



Nature et convivialité

Le jardin est un endroit à multiples facettes. Avec le plaisir de la récolte (l'essentiel ?), la plupart des jardiniers cherchent un lieu de détente (lutter contre le stress), un lieu d'expression, de contemplation, un lieu où ils peuvent mettre en œuvre leurs savoirs, pratiques et techniques. Le jardin est aussi un espace de rencontre avec ses enfants, ses parents ou ses amis à l'occasion d'un rassemblement ou d'une fête.

Dans le cadre d'événements collectifs, les animations ne manquent pas. Trocs aux plants, journées portes ouvertes, web météo, grand prix des jardins, magasins internes ou formules d'achats groupés, conférences thématiques...

Ces animations illustrent une dynamique qui peut être entretenue par une association de jardiniers, une municipalité, un collectif d'habitants ou une structure sociale et culturelle.



Jardins familiaux, jardins communautaires, jardins partagés...

Sous diverses appellations, tous ont un même objectif : proposer un lopin de terre où l'on peut cultiver son jardin... Sur le même espace, cohabitent jardiniers novices ou expérimentés à la recherche de m² suffisants pour y planter les légumes de son choix. Ces espaces groupés, constitués de parcelles dissociées de l'habitat peuvent toutefois se former sous des statuts différents (initiative privée, communale ou associative). D'autres vont plus loin en partageant leurs savoir-faire, en mutualisant les moyens, en coopérant aux dynamiques sociales des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Quelques règles existent cependant comme l'entretien des parties communes, le respect du caractère paysager ou l'obligation de ne pas faire commerce de sa production.

Certaines particularités sont également repérées en fonction des projets. Une vocation intergénérationnelle, l'ouverture aux écoles en proximité, la découverte de senteurs méconnues, la préservation d'un environnement calme et verdoyant, la sensibilisation à l'écologie (utilisation maîtrisée des engrais) peuvent devenir des axes de développement au-delà de la seule salade cueillie qui agrémentera votre repas.

La place de l'habitant (voilà une excellente occasion d'impliquer les hommes dans une action de prévention !) est bien entendu centrale. Si le but est aujourd'hui de produire pour soi et nourrir sa famille, quelques-uns vont jusqu'à partager le trop plein de fruits et légumes, s'échanger des recettes, et en amont, se procurer de nouvelles graines ou semis. La valorisation de ces parcelles aux cultures maraîchères ou légumières passe aussi par l'identification de ces opérations en zone citadine. L'aménagement des espaces familiaux consacre un loisir de plein air, contribue au développement de l'activité physique, à la santé, et participe à la respiration de la ville.

(*) La prévalence sur www.lh-conseil.fr

Luc HINCELIN
consultant en promotion de la santé
Agence LH conseil
reperes.lhconseil@laposte.net
www.lh-conseil.fr
03 20 95 98 37



**Vous souhaitez continuer à recevoir cette rubrique ?
N'hésitez pas à nous contacter !**

Photos : LHConseil
Graphisme JH créa

Régulièrement référencés, les éclairages de Luc Hincelin alimentent la documentation consacrée aux outils et à la méthodologie. Ils proposent des repères sur les pratiques et les modes d'intervention en éducation et promotion de la santé. Avec expertise et pédagogie, l'auteur s'appuie sur les tendances d'aujourd'hui et diffuse une rubrique qui s'adresse à tout porteur de projet.

LH conseil, agence en promotion de la santé, initie et accompagne vos diagnostics de santé, vos créations d'outils et de méthodes, réseaux de santé, auto évaluations accompagnées. Collectivité locale, institution ou association, vous trouverez auprès d'elle une aide pour vos interventions et vos formations et des conseils au bénéfice de votre action.

Boîte à outils méthodologique pour les porteurs d'actions d'éducation à la vie affective et sexuelle des jeunes, IREPS Bretagne-Antenne Morbihan, 2012-06, 97 p. (extrait)

Evaluer le projet

L'évaluation

« L'évaluation est construite lors de la définition du projet éducatif » Charte départementale des interventions en éducation à la sexualité

La démarche d'évaluation commence **au moment de l'élaboration du projet**. En effet, dès la définition des objectifs, il convient de définir ce que l'on veut évaluer et les critères permettant cette évaluation. Elle doit donc constituer un processus de réflexion et de remise en question tout au long du déroulement du projet.

L'évaluation permet de donner des éléments de connaissances sur l'action d'éducation à la sexualité qui a été menée. Elle permet de mettre en évidence les points forts et les faiblesses du projet et de recenser et d'expliquer les éventuels problèmes rencontrés.

Pourquoi évaluer une action ?

- Mesurer le degré de réalisation des objectifs
- Suivre l'action pour l'améliorer
- Analyser, exploiter et valoriser le projet
- Légitimer l'action
- Justifier l'utilisation des crédits et/ou obtenir des financements

Comment mesurer l'atteinte des objectifs ? Critères et indicateurs

Les critères d'évaluation :

Pour savoir si les objectifs sont atteints, il faut savoir quoi mesurer. Comment par exemple savoir si les jeunes sont mieux informés sur les différents moyens de contraception existants ? Il faut choisir quelques critères permettant de qualifier ce niveau d'information et de connaissance.

La liste des critères peut être grande ; c'est à l'équipe de choisir les plus importants et les plus faciles à mesurer.

Les indicateurs :

C'est la manifestation concrète, observable ou mesurable du critère : ils constitueront la base de construction des outils de recueil de données (tableau de bord, feuille de présence, enquête de satisfaction...).

Pour un même critère, il peut y avoir un ou plusieurs indicateurs. Ils peuvent être quantifiables et/ou observables (qualitatifs).

L'étape de choix des critères et indicateurs est souvent trop tardive ; il faudrait la réaliser suffisamment tôt, au moment de la rédaction des objectifs, pour vérifier si ces derniers sont réalistes, et évaluable.

Exemple de tableau de construction d'objectifs et d'aide à l'anticipation de l'évaluation :

Objectifs spécifiques	Critères (non quantifiable)	Indicateur (ce qui se compte)	Outil utilisé
Informier, apporter des éléments de connaissances aux élèves de 4ème sur les différents moyens de contraception existants	Amélioration des connaissances sur les moyens de contraception	Nombre d'élèves capables de citer l'ensemble des moyens de contraception existants avant et après l'action	Questionnaire (avant/après)

Source: Pôle de compétence en éducation et promotion de la santé de Bretagne- AVAL 2010 - Outil d'aide à l'anticipation de l'évaluation - Décembre 2010 -18 p.

L'évaluation peut porter sur **le processus** ou sur **les résultats**.

L'évaluation du processus:

Cette évaluation se concentre sur la mise en œuvre des mesures et sur le déroulement du projet. Elle est l'occasion de s'interroger sur l'organisation de l'équipe, la forme des interventions, le calendrier ... Il s'agit avant tout, en cas de difficulté, de se donner les moyens d'identifier les freins, de pouvoir ajuster et modifier une situation, de changer les modalités de travail pour lever d'éventuels blocages. Dans la perspective d'un renouvellement de l'action, l'évaluation du processus permet d'améliorer l'organisation du projet.

Cette évaluation peut s'élaborer à l'aide de grilles de travail réalisées à partir de « questions à se poser » en lien avec les différentes étapes du projet:

- Les activités prévues ont-elles été toutes réalisées ?
- Les ressources prévues ont-elles été toutes disponibles et utilisées ?
- Quelle participation de la communauté, des jeunes ?
- La contribution des partenaires a-t-elle été effective ?
- Le travail d'équipe a-t-il bien fonctionné ?
- Les différents acteurs sont-ils satisfaits ? Etc.

L'évaluation des résultats :

Elle rend compte de l'atteinte des objectifs fixés au départ. Elle apporte des éléments nécessaires à la poursuite du projet, à son orientation et à sa reproductibilité. Elle permet donc d'identifier les lacunes du projet et contribue à modifier les objectifs, à modifier les activités proposés ou impliquer différemment les partenaires.

L'évaluation des résultats peut se faire:

Par une **analyse qualitative** (par le biais d'un entretien collectif ou individuel, un questionnaire ou par observation) sur des critères tels que:

- Le degré de participation des jeunes à la séance: le nombre de questions posées, le nombre d'échanges, l'intérêt exprimé, la poursuite dans le temps de l'intérêt (questions posées par la suite)
- L'évolution des attitudes et des aptitudes : Attitudes directement liés au sujet (utilisation de moyens de contraception...) ou liées à la dynamique de l'action (s'ouvrir, être force de propositions...)
- La valorisation de l'action et/ou des personnes : Les personnes reparlent de l'action à leur entourage, acquisition de connaissances et évolution des représentations des personnes.

Par une **analyse quantitative** qui mesurera la participation aux actions:

- Nombre de participants
- Nombre de refus de participer
- Nombre de participants aux temps forts (permet d'évaluer la capacité de mobilisation sur le thème)

Le rapport d'évaluation :

Le rapport d'évaluation a pour finalité de rendre accessibles les résultats de l'évaluation et de formuler des recommandations. Afin de mettre en exergue les principaux résultats de l'évaluation ainsi que les points forts et les faiblesses repérés, il peut être pertinent de prévoir la rédaction d'une synthèse du rapport d'évaluation.

Proposition de plan pour le rapport d'évaluation

1. **Identification de l'équipe projet** : nom de la structure, des auteurs et coordonnées
2. **Titre** : il doit être court et pertinent
3. **Présentation du projet** : Il s'agit de présenter les objectifs du projet, le lieu, le public visé, le calendrier ainsi que les différentes activités prévues.
4. **Présentation de l'évaluation**: On précise les objectifs de l'évaluation, la méthodologie utilisée, les indicateurs retenus
5. **Présentation des résultats**: Il s'agit de proposer une analyse des principaux résultats de l'évaluation ainsi que les conclusions auxquelles on a abouti
6. **Rédaction de recommandations**: Il s'agit de mettre en évidence les conclusions du projet, les enseignements transposables à d'autres projets et les décisions prises quant à la poursuite du projet.

Les principales étapes de l'évaluation :

1. Le préalable:

- Constituer un comité d'évaluation
- Formuler les questions auxquelles doit répondre l'évaluation

2. La préparation:

- Définir les objectifs de l'évaluation
- Choisir les méthodes
- Définir les critères et les indicateurs
- Choisir les modalités de recueil de données

3. La réalisation:

- Recueillir les données
- Analyser les données et établir des recommandations
- Rédiger le rapport d'évaluation

4. La valorisation:

- Communiquer sur l'évaluation
- Prendre en compte les recommandations

Source : FONTAINE D, BEYRAGUED L, MIACHON C - *L'évaluation en 9 étapes : fiches pratiques pour l'évaluation des actions et programmes santé social* - Lyon - ERSP - 2004

Quels outils utiliser?

Vous trouverez ci-après quelques exemples d'outils d'aide à l'évaluation de son anticipation à sa mise en œuvre:

- **Outil n°1:** Tableau de définition des objectifs et d'anticipation de l'évaluation
- **Outil n°2:** Grille d'évaluation des activités menées
- **Outil n°3:** Exemple de tableau de bord pour l'évaluation du processus
- **Outil n°4:** Fiche des éléments recueillis dans le journal de bord
- **Outil n°5:** Exemple de fiche de suivi à destination de l'animateur
- **Outil n°6:** Exemple de questionnaire d'évaluation à diffuser aux jeunes
- **Outils n°7 et 8:** Exemples d'outils ludiques de recueil des impressions et suggestions des jeunes

PAGE 74

DURANT Muriel, **Raconte-moi... la promotion de la santé**, Education santé, n°286, 2013-02, pp. 8-12

Réflexions

Raconte-moi... la promotion de la santé

Muriel Durant, conteuse¹

Amorcé à la fin des années 1960, le mouvement du « renouveau du conte » a le vent en poupe. Le conte, art de la scène à part entière, est de plus en plus présent. Il prend des formes très diverses, qui vont de la narration pure et simple à une théâtralisation forte. Le répertoire des conteurs est également très varié et ne se limite pas au conte traditionnel. Récits de vie, légendes contemporaines, créations personnelles... sortent de la bouche des conteurs contemporains.

Presque parallèlement au renouveau du conte, à partir du milieu des années 1980, émergeait le concept de promotion de la santé.

Entre ces deux mouvements, point de contacts ? Quand on m'a suggéré qu'il y avait plus d'un point commun entre le conte et la promotion de la santé, j'ai commencé par sourire (voire franchement rigoler intérieurement). Puis l'idée a fait son chemin, petit à petit. Établir des points de contact entre le conte et la promotion de la santé ? Possible ? À vous de juger !

Avant toute chose : tuer le Perrault

Symboliquement du moins... Car, très – trop – souvent, quand on pense « conte », c'est le nom de **Charles Perrault** qui surgit, en un automatisme fulgurant (du moins dans la culture francophone). Cet homme de lettres français, né en 1628 et décédé en 1703 (contemporain de Louis XIV, donc) est associé pour toujours au conte. Or, sans dénier la qualité des textes de Perrault, nous soulignons ici que c'est à la réécriture de contes traditionnels qu'il s'est adonné. Il a fait œuvre (et chef-d'œuvre) de littérature écrite, bien loin de la littérature orale.

Les *Histoires ou contes du temps passé* (plus connues sous le titre de *Contes de ma mère l'Oye*) sont l'arbre qui cache une forêt foisonnante : les contes de tradition orale. De tout temps, sous toutes les latitudes et dans toutes les cultures,

les humains ont raconté des histoires.

Traditionnellement, le conte s'élabore dans l'oralité. Il sort de la bouche du conteur, va se réfugier dans des oreilles présentes...

et certains des auditeurs se feront à leur tour conteurs. En fonction des lieux, des conteurs, des publics, le conte se modifie. Il voyage, parfois très loin. Certains motifs traditionnels transcendent les cultures.

Des histoires, comme celles de *La petite fille et le loup*, ou *Le petit poucet* se retrouvent sur plusieurs continents. Les contes sont « des productions littéraires à part entière, auxquelles on a refusé ce statut en raison de la prégnance de l'écriture dans nos sociétés »².

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les contes ne sont pas des écrits transposés oralement, mais l'inverse : créations orales, ils se sont posés sur le papier, principalement à partir du 17^e siècle (Perrault, justement). Au 19^e siècle, des collecteurs ont entamé un travail de « retranscription » de contes récoltés. Ces retranscriptions ont bien entendu leurs limites (pas d'intonations, histoires racontées parfois trop rapidement par le conteur, etc.) mais présentent l'immense avantage de ne pas être sujettes à une récréation littéraire.

Les contes, tels que nous les connaissons, sont figés dans l'écriture. Pour recréer cette littérature dans son oralité originelle, un conteur d'aujourd'hui, dans notre pays, se basera sur différentes versions écrites qu'il comparera, écouterait des autres conteurs

ou encore récoltera ses propres histoires (auprès de personnes âgées, au cours de voyages par exemple).

Plaidoyer pour le racontage

« Lorsqu'on est un peu perdu, lorsqu'on ne sait plus où on va, le conte peut devenir un repère, une racine (...) qui nous attache à notre humanité »³.

Raconter des histoires, des récits... habitude ancestrale et chevillée à l'âme et au corps des humains, puisque l'histoire est non seulement rêve, mais aussi matérialité : elle prend forme dans les bouches et s'étire dans les oreilles avant de parvenir dans les replis du cerveau.

Dans son essai *L'espèce fabulatrice*, **Nancy Huston** s'attache à répondre à la question « Pourquoi faut-il raconter des histoires ? ». Selon elle, raconter des histoires, c'est enrichir peu à peu les représentations. Les histoires, les récits, les fictions nourrissent notre vision du monde qui est elle-même fiction. En effet, contrairement aux animaux qui vivent l'instant présent, nous transmuons directement les faits en trajectoire de vie, les relient entre eux. Le besoin de raconter des histoires, à commencer par la sienne, est constitutif de l'espèce humaine. Conter permettrait donc de transmettre des histoires qui sont porteuses de représentations du monde et susceptibles d'enrichir celles des auditeurs. D'autre part, conter c'est ramer à contre-courant dans une société hypermoderne. Conter, c'est se replacer dans une lignée

¹ Et jusqu'il y a peu responsable de projets au service promotion de la santé de la mutualité socialiste (www.pipsa.be). Site : www.murieldurant.be.

² Belmont Nicole, *Poétique du conte. Essai sur le conte de tradition orale*, 1999, Gallimard (« Le langage des contes »). Cet ouvrage présente le mécanisme d'élaboration des contes de tradition orale.

³ Darwiche Jihad, « L'ogresse et le Jasmin », In : de la Salle Bruno et alii, *Pourquoi faut-il raconter des histoires ? Paroles de conteurs (tome 2)*, 2006, Autrement.

(bien que cette lignée ait été brisée par la prégnance de l'écrit). Conter, c'est redonner du sens à la communauté et aux liens sociaux, dans la mesure où le conte n'existe que parce qu'il est dit et écouté. Conter, c'est dire « moins de biens, plus de liens ».

Conte et promotion de la santé : des points communs ?

L'enjeu de la promotion de la santé n'est pas d'ouvrir les portes aux gens. Il serait plutôt de les accompagner afin qu'ils puissent se constituer le trousseau de clés qui leur permettra d'ouvrir les portes qu'ils ont envie d'ouvrir (et aussi : savoir que ces portes peuvent être ouvertes), afin de vivre en bonne santé⁴. La santé étant ici considérée, bien entendu, comme « *un état de complet bien-être physique, mental et social, et (...) pas seulement comme une absence de maladie ou d'infirmité* »⁵. Comment diable rattacher le conte à cela ? C'est peu dire que cela a nécessité une longue réflexion. Cette réflexion a permis de dégager sept points de contacts. Les propositions qui vont suivre sont une interprétation personnelle, issue de ma pratique de conteuse et de mon expérience dans le secteur de la promotion de la santé. Elles n'entendent pas fermer le sujet, mais au contraire fournir des pistes, qui permettront d'exploiter le conte, avec ses multiples possibilités, dans des projets de promotion de la santé.

Premier point de contact : le temps

Comprendre ce qu'est la promotion de la santé prend du temps (c'est peu dire que le concept est complexe et demande appropriation). La promotion de la santé est un travail lent. Un projet prend du temps, et ses résultats sont incertains. On dit que la démarche est le plus important... Il en est de même pour le conte ! D'abord pour le conteur. Conteuse qui doit d'abord absorber les histoires comme une éponge et doit trouver sa manière à lui de les raconter, qui ne sera pas celle du conteur voisin. Ensuite, le conteur se plongera (lentement, toujours) dans son imaginaire

et laissera les images monter peu à peu... Il offrira ses histoires (et ses images), les polira, les racontera à nouveau, les enrichira de ce qu'il recevra du public. Il se constituera peu à peu un répertoire. Pour le public, écouter prend du temps. Le temps de se poser, le temps d'accepter de sortir de la frénésie ambiante. Conteuse, animateur : les histoires et les projets sont des graines semées dont on ne sait si elles fleuriront... mais que le geste de semer est beau !

L'histoire est non seulement rêve, mais aussi matérialité : elle prend forme dans les bouches et s'étire dans les oreilles avant de parvenir dans les replis du cerveau.

Deuxième et troisième points de contact : la participation et la communauté

« ... le conte offre un large champ de significations potentielles aux auditeurs qui ne reçoivent pas le récit passivement : celui-ci continue son travail après avoir été entendu »⁶.

Écouter des contes est action. Cela implique une mise en écoute. Écouter des histoires, c'est accueillir les images et les représentations du conteur, et c'est mettre en branle les siennes. Ce qui distingue le conteur du récitant, c'est le contact avec le public et le don d'images personnelles, par le biais du conte. L'art du conteur consistera à faire voir alors qu'il n'y a « rien » à voir, par les mots porteurs d'images. Le travail se fait dans la tête de ceux qui écoutent : les mots atteignent leurs oreilles, font résonner les tympans et dé-raisonner l'imaginaire.

Conter, ce n'est pas donner une information : c'est faire vivre quelque chose, adapter son message à ceux qui l'écoutent,

recevoir le regard et l'énergie du public...

La terre à qui la semence est confiée.

Un pas plus loin, certains conteurs concluent leurs contes par l'une ou l'autre formule disant en substance ceci : « *Cette histoire, je vous l'ai racontée. Maintenant, prenez-la, faites-la vôtre et allez la répéter* ». Le conte étant originellement perpétué dans l'oralité, le passage des histoires d'un conteur à l'autre était évidemment une des conditions de sa survie.

Étroitement lié au concept de participation, celui de communauté. La communauté du conte existe d'abord en diachronie. En effet, comme dit plus haut, le conte s'est élaboré au fil des siècles, poli et repoli comme un galet. Le conteur est un nain posé sur les épaules de géants qui le précèdent. Et en synchronie : le conte crée la communauté « de ceux qui écoutent les mots du conteur », ne fût-ce que d'un instant.

Est-il utile de préciser aux lecteurs de cette revue que la participation est une des conditions essentielles de la promotion de la santé ? Qu'il a été prouvé que la participation active des publics, à tous les niveaux de l'action, est une des conditions essentielles à la réussite d'un projet ? Et que si une communauté reprend à son compte la problématique engagée, c'est encore mieux ? Je laisse le soin aux auteurs spécialisés de vous convaincre – si besoin est – de l'importance de la participation et de l'action communautaire.

Quatrième point de contact : le mouvement autour de la norme

« *Ce qui est bien dans la vie n'est pas obligatoirement ce qui est bien, mais ce que la personne qui a l'autorité en la matière définit comme bien* »⁷.

Ah ! La norme en santé ! On en parle, on en reparle. Comment la dé-normaliser ? Comment la faire passer ?

Avec le conte, c'est la même chose.

Le moment du conte est un moment cadré... entre le « il était une fois » (pas toujours employé d'ailleurs, mais nous entendons par là l'ouverture de l'imaginaire), et la fermeture. Moment de convention, il

⁴ Cfr. : *Inégalités Sociales de Santé : fiche générale. (L'outil pédagogique : la scie pour les réduire ou le marteau pour mieux les fixer ?)*, décembre 2011, www.pipsa.be

⁵ OMS, 1946.

⁶ Belmont Nicole, op. cit.

⁷ Jonasson Jonas, *Le vieux qui ne voulait pas fêter son anniversaire*, 2011, Presses de la Cité.

est aussi le « passage de conventions ». Le mouvement de renouveau du conte évolue entre ces deux mouvances : le respect de la tradition, du sens du conte, la connaissance de ses origines... et le jeu autour des mots, l'appropriation par le conteur. Le travail du conteur se situe d'une part dans ce travail de collectage, de constitution de son répertoire, et cette appropriation personnelle de l'histoire (fidélité et imagination...).

Cinquième point de contact : le travail des représentations

« Une représentation c'est ce que les personnes ressentent et pensent (par exemple de la santé, de la prévention, de l'usage de tabac), c'est-à-dire la conception qu'elles en ont »⁸.

Le conteur ne dit pas la réalité telle qu'elle est, mais une vérité : celle de son imagination. Par le conte, à son insu ou presque, c'est une vision du monde qu'il va transmettre. Sa propre représentation. Au cœur des histoires elles-mêmes, les personnages sont porteurs d'une série de représentations. Tel roi refusera qu'un simple berger épouse sa fille, telle famille considérera l'un des enfants comme un benêt sans atouts, tel héros se croira incapable d'accomplir sa mission. Au fil des événements, caractères, perceptions évolueront... le conte dit des représentations, comportements, caractères qui évoluent.

Dans le champ de la promotion de la santé, le travail sur les représentations apparaît de plus en plus comme un préalable indispensable à tout projet, voire comme le cœur même de l'action.

Sixième point de contact : le travail des compétences psychosociales

Dans la tradition talmudique, le conte permet de « dénouer les nœuds » que nous avons en nous pour accéder au bonheur. Reformulé en langage « promotion de la santé », on peut dire que le conte met en travail les compétences psychosociales. L'analyse psychanalytique des contes, qui a

ses opposants les plus farouches comme ses défenseurs les plus acharnés, nous dit entre autres que les contes « *donnent aux enfants des mots qui leur permettent de parler de toutes ces émotions qui les submergent et dont beaucoup ne sont pas dicibles, soit parce qu'elles font trop peur, soit parce qu'elles ne sont pas tellement présentables, pas tellement jolies jolies.* » Ils « *offrent une première occasion à l'enfant de confronter ses rêves, ses désirs, à une réalité juste assez lointaine pour ne pas être dangereuse* »⁹.

Des conteurs vous diront (avec raison) qu'il ne faut pas instrumentaliser le conte. (...) Alors, est-ce une aberration d'utiliser le conte dans le cadre de la promotion de la santé ?

La fonction symbolique du conte

Selon **Bruno Bettelheim**, les contes parlent, sous une forme symbolique, des craintes et désirs inconscients de l'enfant face aux parents, face au monde extérieur, face à sa propre violence ou encore face à la sexualité. Le conte permet une approche imagée et réconfortante des autres. Il alimente les fantasmes de l'enfant et, grâce à sa dynamique, efface l'aspect culpabilisant et angoissant. Le décalage entre le réel (vécu par l'enfant) et l'imaginaire (du conte) permet une exploration symbolique du futur dans lequel l'enfant aura la possibilité de se trouver.

L'éveil par le conte

Dans cette approche, une histoire peut attirer l'attention de l'enfant en le divertissant, en éveillant sa curiosité, en stimulant son imaginaire. Mais pour enrichir sa vie, il faut qu'elle l'aide à développer son intelligence, à voir clair sans ses émotions et à répondre à ses questionnements¹⁰.

Septième point de contact : l'empowerment

Parlons de l'empowerment (septième point de contact donc, et terriblement à la mode en promotion de la santé), autrement dit la capacité d'agir.

« Il y a une dynamique très forte liée à la parole. Se mettre en mouvement par la parole, c'est décisif »¹¹.

Le conte, traditionnellement, était à la portée de tous – bien que les capacités à dire les contes de chacun ne soient pas nécessairement identiques. Comme évoqué plus haut, il est fréquent que les conteurs appellent à ce que les histoires se propagent, à ce que les auditeurs se fassent à leur tour conteurs. Après la prise de parole, il y a l'appropriation de la parole. Le conte n'est pas récité. Il est passé au prisme de la personne qui conte. On ne raconte pas le « conte du conteur » tel qu'on l'a entendu. Un travail de réappropriation est nécessaire, une digestion façon Montaigne, afin d'avoir la tête bien faite, et non bien pleine d'histoires. Pour établir le lien avec le sujet qui nous occupe, je citerai **Gianni Rodari** (1920-1980, poète, écrivain et journaliste, animateur de nombreux projets participatifs avec des enfants), animé par la conviction que travailler l'imaginaire et donner l'accès aux mots, c'est marcher vers une plus grande justice sociale : « *La parole peut avoir une valeur de libération* ». Tous les usages de la parole pour tout le monde : voilà qui me semble être une bonne devise, ayant une belle résonance démocratique. Non pas pour que tout le monde devienne artiste, mais pour que personne ne reste esclave¹².

User du conte sans l'user, en jouer sans l'instrumentaliser...

Choisir le conte comme porte d'entrée pour faire de la promotion de la santé, c'est un sujet qui porte à débat. Des conteurs vous diront (avec raison) qu'il ne faut pas instrumentaliser le conte. Je les rejoins, dans le sens où il importe que le conte reste un moment de plaisir. Il ne faudrait surtout pas que les auditeurs se disent : « Flûte, un conte. Après, on

⁸ Inégalités Sociales de Santé : fiche générale, op. cit.

⁹ Nina Sutton, « Se tenir droit », in : de la Salle Bruno et alii, op. cit.

¹⁰ Les amis de mon jardin. Guide pédagogique et méthodologique, 1999, Comité d'Éducation pour la Santé Nord-Pas de Calais (CRES NPDC).

¹¹ Jasmin Nadine, « En mouvement par la parole », in : La grande oreille. La revue des arts de la parole, n°42, été 2010, pp.89-91.

¹² Rodari Gianni, Grammaire de l'imagination, 2010, Éditions Rue du monde.

va être obligé de débattre. » Il serait regrettable que des contes traditionnels, porteurs de significations multiples et nuancées, soient transmués en « contes pédagogiques », sans aucun plaisir d'écoute. Alors, est-ce une aberration d'utiliser le conte dans le cadre de la promotion de la santé ? Non, certainement pas. Comme nous l'avons vu, les points de contacts sont nombreux, offrant un fertile champ de possibles. À mon sens, conter en promotion de la santé est cohérent... l'animateur est un conteur inventeur : avec ses mots, ses représentations, ses images et ses procédés, il va faire en sorte d'agir sur les représentations des autres.

Tout d'abord, raconter des histoires, tout simplement...

« Il était une fois, il suffit de lancer ces quelques mots dans une classe ou dans une chambre à coucher pour que le silence se fasse, et que des expressions de contentement se lisent sur les visages. L'auditoire sait qu'il va voyager dans un monde certes imaginaire mais d'où émergent des thèmes et des valeurs universels et intemporels... »¹³
« ... les êtres humains apprennent et absorbent des idées et des concepts par le biais de narrations, d'histoires, et non de leçons magistrales ou de discours théoriques »¹⁴.

Tout d'abord, conter et écouter est un plaisir, un moment de joie partagé, d'émerveillement, de curiosité. Le conte, passé aux filtres de multiples conteurs depuis des générations, coloré d'autant d'éléments inconscients, possède de par sa structure narrative même des sens cachés qui permettent de travailler l'imaginaire. En-dessous du sens apparent du récit, se cache un sens symbolique. Rien dans les contes n'est gratuit ! Mais attention : « l'extraordinaire, le merveilleux, on le raconte avec la plus grande précision mais



Photo © Fotolia

on n'impose pas à l'auditeur l'enchaînement psychologique des événements. On le laisse libre d'interpréter la chose comme il l'entend, et ainsi le récit est doué d'une amplitude qui fait défaut à l'information (...) »¹⁵.

Toutes les histoires ne racontent pas la même chose¹⁶

Prenons l'exemple du *Petit chaperon rouge*. Dans la version mise par écrit et « littéaturisée » par Charles Perrault, le Petit chaperon rouge est une petite fille qui se fait dévorer par le loup. Le conte s'achève sur cette dévoration et sur une morale qui met en garde les jeunes filles « belles, bien faites, et gentilles qui feraient mieux de ne pas écouter les loups « d'une humeur accorte », qui :

« Sans bruit, sans fiel et sans courroux,
Qui privés, complaisants et doux,
Suivent les jeunes Demoiselles
Jusque dans les maisons, jusque dans les ruelles. »

Le conte invite à se méfier et se garder du danger que représentent certains hommes auprès de naïves damoiselles.

La version des **frères Grimm**, sans doute la plus connue aujourd'hui, fait intervenir le chasseur qui sauve la mère-grand et l'enfant, en les tirant du ventre du loup – bien vivantes, quoiqu'un peu sonnées. C'est donc par la grâce d'une intervention extérieure (masculine de surcroît) que

l'enfant et l'aïeule sont sauvées. La version dite « nivernaise » met en scène une fille (son âge n'est pas mentionné, mais on pense plutôt à une jeune fille de 13-14 ans, au sortir de l'enfance) plutôt débrouillarde qui, par son ingéniosité, parvient à se tirer des pattes du loup :
« Oh ! ma grand, cette grande bouche que vous avez !
– C'est pour mieux te manger, mon enfant !
– Oh ! ma grand, que j'ai faim d'aller dehors !
– Fais au lit mon enfant !
– Oh non, ma grand, je veux aller

dehors.

– Bon, mais pas pour longtemps.
Le bzu lui attacha un fil de laine au pied et la laissa aller. Quand la petite fut dehors, elle fixa le bout du fil à un prunier de la cour. Le bzu s'impatientait et disait : « Tu fais donc des cordes ? Tu fais donc des cordes ? »
Quand il se rendit compte que personne ne lui répondait, il se jeta à bas du lit et vit que la petite était sauvée. Il la poursuivit, mais il arriva à sa maison juste au moment où elle entrait. »

On observe donc que le choix de la version qui est racontée induit des choses différentes. Les versions des contes qui circulent peuvent être incomplètes. La version que nous connaissons des *Trois petits cochons* s'arrête généralement sur l'échec du loup à renverser la maison de pierre, sa tentative de passer par le cheminée qui se termine par un atterrissage dans une casserole d'eau bouillante et une soupe de loup pour le repas du cochon. Une autre version, plus longue, présente une étape intermédiaire : après avoir échoué à renverser la maison, le loup essaie de faire sortir le cochon par différents stratagèmes (il l'appâte en lui parlant d'un champ de navets, en lui proposant d'aller à la foire avec lui). Le loup présenté est donc moins imbécile, moins caricatural et le cochon d'autant plus astucieux car il ne tombe pas dans les pièges tendus par le loup. L'histoire ne

¹³ Cerisier Bettina, « Palou, le petit garçon qui voulait devenir l'ami du soleil », in : *Éducation Santé*, n° 257, juin 2010.

¹⁴ Ruiz Zafón Carlos, *Le jeu de l'ange*, 2009, Robert Laffont.

¹⁵ Walter Benjamin cité par Belmont Nicole, *op. cit.*

¹⁶ Ce point se base en grande partie sur les enseignements dispensés lors de formation « Écrire autour des contes » (CFA, par Sandra Jacquet), suivie en avril-mai 2010.

raconte donc pas la même chose. Lors de conteries, le choix de l'histoire a un rôle important en fonction des objectifs que l'on veut se donner. Ainsi, lors d'une animation sur la thématique des enlèvements d'enfants, le choix s'est porté sur la version nivernaise du Petit chaperon rouge. En effet, l'idée était de distiller – en douceur – le message que chacun possède des ressources internes face à une situation difficile. La version des frères Grimm, elle, mettra plutôt l'accent sur le fait que des adultes peuvent sortir l'enfant de situations difficiles. La version de Perrault, quant à elle, qui se termine sur la dévoration de l'enfant, ne semblait pas indiquée dans ce cas précis¹⁷.

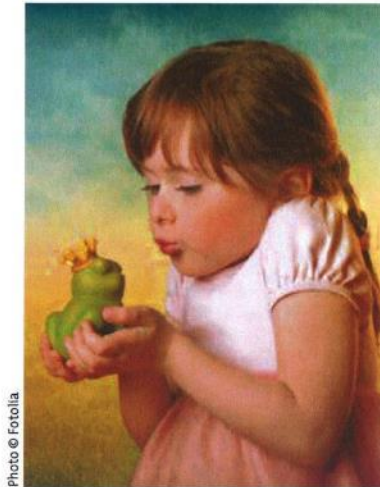


Photo © Fotolia

Ouvrir un débat, permettre une décentration, recueillir et travailler les représentations

Si les histoires peuvent – largement – se suffire à elles-mêmes, elles peuvent également être prolongées par un travail avec un groupe. **Nora Aceval**, conteuse et infirmière scolaire, partage avec nous dans un article une action d'éducation à la sexualité auprès d'adolescents. Extraits choisis qui parlent d'eux-mêmes : *« Il est fondamental que le conte soit raconté et non pas lu. Le conteur sort les élèves de la notion de cours, d'analyse scolaire d'un texte pour les faire entrer dans un espace où opère la magie du conte. [Ils] ne doivent pas voir l'impression de recevoir une leçon. Installés autour du conteur, ils sont conduits hors du temps et de l'espace. »*

(...)

La parole est libre car le jeune ne parlant pas de lui, mais ouvertement des protagonistes du conte qu'il vient d'écouter, ne risque pas d'être jugé par ses camarades.

(...)

La magie du conte permet de guider (...) vers des questions secrètes et sans cesse renouvelées par les générations successives¹⁸.

Annonçons d'ores et déjà que dans un

prochain numéro d'*Éducation Santé* un très bel outil pédagogique de recueil des représentations des tout-petits sur base du *Kamishibai*¹⁹ vous sera présenté.

Se réapproprier la parole : le recueil de parole et la création de contes

Reprenons les propos de Gianni Rodari cités plus haut, « *la parole peut avoir une valeur de libération* ». Dans une logique d'empowerment, la maîtrise de la parole est d'une importance capitale. Rappelons une des caractéristiques principales du conte : il est issu d'une tradition orale et élaboré dans l'oralité. Si l'on oublie l'écrit, si l'on se rattache à cette caractéristique purement orale du conte, il peut être un outil d'ouverture et de valorisation de la parole.

Ainsi, lors d'un projet mené avec des seniors précarisés, l'approche « conte » a constitué un levier mobilisateur. Le projet de création d'un conte collectif, autour de la notion de solidarité, a été mené presque exclusivement dans l'oralité.

Ce choix a été posé parce qu'il se rapprochait le plus de l'essence du conte. L'évaluation des séances a dégagé différents points. Premièrement, le conte a suscité une réaction émotionnelle liée à

des souvenirs d'enfance. Les participants se sont sentis impliqués et ont apprécié les séances. Deuxièmement, le détachement par rapport à l'écrit a apparemment pu lever certains blocages et a permis aux participants de déployer leur imaginaire et d'apporter un ensemble d'éléments pour la création collective du conte. Troisièmement, la parole a été ouverte : débat pour savoir quels éléments seraient gardés dans le conte, échange d'idées autour de la thématique de la solidarité (la discussion continuant parfois lors des pauses et après les séances). Quatrièmement, la mise par écrit et la diffusion (même modeste) et la production d'un CD ont permis la valorisation de cette parole issue des participants²⁰.

Conclusion

Entre le conte dit « juste pour le plaisir » et qui par toutes les caractéristiques qui l'habitent, agira sur celui qui écoute et les projets élaborés autour du conte (prolongation du conte par la discussion, le débat ou d'autres pistes pédagogiques... le tout sans dénaturer le conte, en lui conservant son aspect « plaisir », sans le transformer en source de contraintes), la gamme est large, la palette est variée, le camaïeu est nuancé...

Comment conclure, si ce n'est par un conte ? Écoutez donc une histoire de Nasrédine, le sage qui était fou (ou le fou qui était sage...):

Nasrédine plante un pommier dans son jardin. Le sultan passe justement devant le jardin à ce moment-là. Il éclate de rire et interpelle Nasrédine : « Tu te donnes bien de la peine. Pourquoi ? Tu ne mangeras jamais les fruits de ce pommier. Tu sais bien que tu mourras avant qu'il ne commence à produire des pommes. »

Nasrédine lui répond : « Sultan, nous mangeons les fruits des pommiers plantés par nos pères, et nos enfants mangeront les fruits des pommiers plantés par nous. »

¹⁷ Notons que si les contes ne disent pas la même chose, il n'en est pas qui doivent être jetés ! La version de Charles Perrault présente une grande qualité littéraire. Certains parlent des angoisses de dévoration des tout-petits qu'elle évoque. Pour une lecture passionnée de cette version, on se référera à l'ouvrage d'Anne-Marie Garat : *Une faim de loup. Lecture du Petit chaperon rouge*, 2004, Actes Sud.

¹⁸ Aceval Nora, « Le conte au service de l'éducation à la sexualité », in La grande oreille. La revue des arts de la parole, n° 42, été 2010, pp. 90-93.

¹⁹ Le *kamishibai* (littéralement : « pièce de théâtre sur papier ») est une sorte de théâtre ambulant d'origine japonaise où des artistes racontent des histoires en faisant défiler les images devant les spectateurs.

²⁰ Pour lire le conte issu de cet atelier : <https://muurylecrit.wordpress.com/> (menu : ateliers > textes d'atelier). L'évaluation des impacts à long terme ne pourra pas vous être livrée ici, dans la mesure où le projet est toujours en cours.

BLOUIN Corinne, LANDEL Christine, **L'importance du conte dans une situation pédagogique**, *Empan*, n°100, 2015/4, pp. 183-188



L'IMPORTANCE DU CONTE DANS UNE SITUATION PÉDAGOGIQUE

Corinne Blouin, Christine Landel

ERES | « *Empan* »

2015/4 n° 100 | pages 183 à 188

ISSN 1152-3336

ISBN 9782749249483

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-empan-2015-4-page-183.htm>

!Pour citer cet article :

Corinne Blouin, Christine Landel, « L'importance du conte dans une situation pédagogique », *Empan* 2015/4 (n° 100), p. 183-188.

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'importance du conte dans une situation pédagogique

Corinne Blouin, Christine Landel

Professeur et psychologue, nous travaillons au CESSA (Centre d'éducation spécialisée pour enfants sourds aveugles et sourds malvoyants) à Poitiers. Le CESSA a un recrutement national compte tenu de la rareté de ce double handicap sensoriel. Une partie des enfants accueillis sont en internat de semaine.

Cette double déficience sensorielle entraîne, entre autres, des difficultés majeures de relation, de communication, d'accès à l'imaginaire.

Dans notre institution, le constat a été fait que les enfants ne bénéficiaient pas de la mise à distance des peurs archaïques que pouvaient offrir les contes traditionnels. Nous pouvions raconter des histoires aux enfants mais nous n'utilisions pas le conte. Nous avons donc décidé d'introduire les contes dans une optique à la fois pédagogique et thérapeutique. Quelques contes ont été choisis. Un même conte est présenté aux enfants pendant huit semaines, de façons différentes et adaptées aux déficiences sensorielles des enfants : livre, ombres chinoises, marionnettes, masques, langue des signes, diapositives, DVD... pour aider les enfants à s'approprier l'histoire.

À l'intérieur de chaque séance, un temps est prévu pour que les enfants participent activement (rejouant l'histoire...) et créent une trace du conte dans leur cahier sous la forme de dessin, de coloriage... Ils ont aussi la possibilité de manipuler les personnages du conte car ceux-ci sont dessinés, découpés et plastifiés au cours des séances, ce qui aide les enfants à être acteurs du conte.

L'introduction du conte dans notre institution nous a amenées à réfléchir sur le rôle du conte dans le développement de l'enfant, dans la construction identitaire, mais aussi sociétal...

MAIS QU'EST-CE QU'UN CONTE ?

Le conte permet tout d'abord une transmission culturelle orale. Certains contes sont véhiculés depuis des générations. Par le conte, l'enfant s'inscrit donc dans l'histoire de l'Homme. Le conte est un prodigieux outil d'intercommunication entre adultes et enfants. Il nous paraissait dès lors important de l'utiliser également avec les enfants ayant une double déficience sensorielle de façon adaptée (langue des signes, pictogrammes...), l'accès à la culture et à la

Corinne Blouin, psychologue.
corinne.blouin@yahoo.fr

Christine Landel, professeur, CESSA, 116 avenue de la Libération, 86000 Poitiers.

EMPAN n° 100

société étant rendu difficile de par leurs difficultés sensorielles. Le conte a un rôle dans le développement de l'enfant et la construction de sa personnalité.

Les raisons de raconter sont nombreuses et les effets provoqués sont incalculables tant ils touchent, en dehors du plaisir du moment partagé, à autre chose qu'au conscient et à l'immédiat ; il y a stimulation de l'inconscient. D'autres effets peuvent rester en sommeil jusqu'à ce que l'esprit de l'enfant ait atteint un stade favorable à leur germination.

Pour grandir, l'enfant a constamment recours à l'imaginaire. Les contes sont des variations sur une histoire familiale avec ses tensions, ses manques, ses conflits. Le conte stimule l'imaginaire de l'enfant et il nourrit les représentations. Il soutient également la symbolisation.

Le conte met au travail les angoisses et émotions. Selon Winnicott : « Le petit enfant doit être capable d'avoir peur afin d'être soulagé de ce qui est mauvais pour lui. Il a besoin de voir le mal en d'autres personnes, d'autres choses, d'autres situations. »

Mettre un mot sur une peur, sur une angoisse, sur une joie intense, c'est mieux la repérer et ainsi la « mettre à distance ». Cette mise en mots peut aider l'enfant à ne pas passer à l'acte. En effet, l'expression d'une émotion, d'un sentiment, peut bien souvent lui éviter l'agression physique de l'autre, objet de sa colère.

Le conte peut permettre :

- de faciliter l'expression des émotions ;
- d'aider à la mise en mots et à la mise à distance des angoisses évoquées dans l'histoire. Le conte permet un jeu de maîtrise des peurs archaïques ;
- d'aider à régler les conflits de la vie intérieure de l'enfant ;

- à l'enfant de mieux comprendre ses pulsions agressives, ses peurs, ses cauchemars... car ils sont évoqués dans l'histoire ;

- de projeter ses propres angoisses, son agressivité sur des personnages imaginaires ;

- à travers le héros, de fournir des démarches à adopter pour résoudre ses conflits et fortifier sa personnalité.

Le conte et sa structure organisatrice permettent ainsi d'encadrer les angoisses « destructrices », les pulsions archaïques des enfants. À l'écoute d'un conte, l'enfant réalise qu'il n'est pas seul pour affronter ces situations terribles : il est avec d'autres et il s'aperçoit qu'ils ont aussi peur que lui. Il sent donc que ses angoisses sont « classiques » et qu'elles peuvent être « apprivoisées ». Le conte rejoue les conflits et angoisses intérieures de l'enfant. Le héros du conte trouve une solution pour traverser les épreuves. Cela sert donc de modèle à l'enfant et lui fait prendre conscience que d'autres ont eu le même type d'angoisse que lui et ont réussi à s'en tirer.

Forts de ces éléments, nous avons proposé l'atelier à cinq enfants sourds-malvoyants. Différentes difficultés avaient été repérées dans ce groupe d'enfants : des difficultés d'expression, de repères dans le temps et l'espace, des difficultés d'abstraction et de symbolisation, un retard dans l'organisation du graphisme, du dessin, un blocage à la lecture et à l'écriture, une anxiété importante, une instabilité, des inhibitions, etc. Nous pensions que l'atelier conte pourrait les aider par rapport à certaines de ces difficultés. Nous voulions exploiter la capacité du conte à structurer la pensée, mais également développer l'expression, la compréhension, la représentation d'un récit chez les enfants.

LA PRATIQUE ET LA TECHNIQUE

Face au conte, il nous semblait important que l'enfant perçoive une situation initiale claire, un déroulement structuré, une situation finale réparatrice qui l'apaisera. Cette séquence de base (détérioration/réparation) est capitale. L'enfant ne doit pas sortir de l'atelier sans idée de « réparation ».

Le conte offre un espace et un temps structurants, repérables dans leur fixité. Le conte est aussi un moment de plaisir partagé. C'est un espace transitionnel où le sens, l'imaginaire et le langage prennent place.

LE CADRE

L'espace : c'est toujours dans la même pièce qu'est raconté le conte.

Nous proposons un découpage des temps et des espaces pour aider à la structuration et à la canalisation des angoisses abordées :

– premier temps : l'accueil des enfants. Il y a alors une mise en commun d'éléments de la semaine et présentation du conte. Ce premier temps permet aux enfants de se mettre en condition d'écoute ;

– deuxième temps : le conte lui-même. Le conteur est toujours le même : Christine, professeur, conte en langue des signes. Les enfants sont assis sur un banc face au conteur. Le conteur est assis au même niveau que les enfants pour faciliter la rencontre. Lors de ce moment, différents supports peuvent être utilisés : livre, théâtre d'ombres, marionnettes... Ces supports présentent l'intérêt d'être une médiation, une aide à la distanciation. Cette mise en scène aide l'enfant dans le développement de la représentation et de la symbolisation. Après le contage, les enfants peuvent, s'ils le souhaitent, raconter le conte ou manipuler les personnages ;

– troisième temps : changement d'espace dans la pièce. Les enfants s'assoient à une table, dans un espace différent du conte raconté, pour effectuer une trace du conte (coloriage, découpage, collage, dessin). Chaque enfant a son propre cahier, qui nous permet de suivre la maturation de chacun. L'enfant peut alors manipuler les personnages peints, découpés... et rejouer le conte. Cela lui permet de s'exprimer avec les personnages et de s'appropriier les éléments forts de l'histoire (petit cochon mangé par le loup...) ;

– quatrième temps : chaque enfant va déposer son cahier dans un placard fermé. Cet acte est important car il permet à l'enfant d'enfermer les angoisses évoquées dans le conte dans un endroit fermé et de repartir de l'atelier sereinement ;

– dernier temps : à nouveau, rassemblement des enfants dans l'espace du rassemblement initial. Ce temps clôt la séance.

Les rituels de début et de fin sont importants car ils aident à circonscrire les angoisses et à les laisser dans l'atelier. Les espaces sont bien définis : un espace où on lit le conte, un espace où chaque enfant s'approprie le conte et les angoisses sur papier (dessin, coloriage, découpage...), un espace de rangement du conte (livre, matériel – marionnettes... et cahier des enfants).

La durée de cet atelier est d'environ 1 heure-1 heure et demie par semaine.

LE PERSONNEL

– Le conteur : le professeur ;

– un éducateur qui a un rôle de soutien, facilitateur du conte auprès des enfants et qui peut apporter une nouvelle adaptation (langue des signes cadrée, tactile...) aux enfants qui en ont besoin ;

EMPAN N° 100

– le psychologue, qui est dans un temps d'observation de la dynamique groupale, des réactions des enfants, des projections, des positions, des déplacements, de lecture corporelle, des prises de rôle des enfants...

Selon l'âge, le niveau de développement psychoaffectif, l'intérêt des enfants, le choix du conte sera différent. Le conte est choisi par analogie avec les conflits, les associations et les questions abordés par les enfants. Les enfants avec une double déficience sensorielle sont souvent envahis par l'inhibition, des pulsions, des mouvements agressifs... Nous utilisons donc le conte en tant que modèle, modèle possible d'organisation et de construction identitaire.

EXEMPLE DE DÉROULEMENT DE SÉANCES AUTOUR D'UN CONTE

Nous avons choisi de commencer par le conte des *Trois petits cochons* avec des enfants âgés de 7 à 12 ans. Lors de la première séance, nous avons raconté l'histoire à partir d'un livre adapté. Les personnages, découpés dans des papiers colorés, contrastés, ont été plastifiés afin qu'ils puissent être détachables. Cela a donné ainsi à chacun la possibilité, au cours du récit, de s'approprier tel ou tel personnage pour, dans un premier temps, le découvrir, l'identifier, puis, dans un second temps, le manipuler (par exemple : faire entrer le petit cochon dans la maison ou faire passer le loup par la cheminée, etc.).

Au cours de la deuxième séance, la même histoire a été racontée mais avec l'intervention de marionnettes, chaque enfant est intervenu pour essayer de manger les petits cochons. La marionnette du loup était une marionnette à main quelque peu sympathique mais quelque peu effrayante aussi, et chaque enfant avait à la fois un peu peur et très envie de l'enfiler pour

croquer ou essayer de croquer les petites marionnettes à doigt, qui ont suscité beaucoup d'intérêt et d'émotion car facilement et rapidement réalisables.

La troisième séance a donné lieu à une mise en scène de l'histoire par un théâtre d'ombres chinoises. Trois petits cochons et trois maisons bien différenciées, dont l'une avec une haute cheminée. Un loup et un gros chaudron. C'est une des séances qui a rencontré un vif intérêt de la part des enfants, du fait, sans doute, que les ombres offrent à des enfants déficients visuels un contraste visuellement confortable.

Nous avons joué la quatrième séance. Trois masques de petits cochons fabriqués avec des assiettes en carton et un masque de loup. Nous avons renversé une grande table pour symboliser la maison de pierre et deux fauteuils en plastique pour symboliser les maisons de paille et de bois. Les enfants, chacun à leur tour, plaçaient le masque du loup sur leur visage et passaient derrière la porte. Au signal de l'adulte, ils entraient pour se jeter sur les petits cochons qui dansaient. La première fois, c'est moi-même qui ai mis le masque du loup. J'étais habillée en noir et j'avais placé une « langue de belle-mère » dans le masque qui se déroulait brusquement. On a pu noter beaucoup d'émotion, voire une certaine peur ; cependant, les enfants réclamaient de mettre le masque. Quant aux petits cochons... ils ne s'y sont pas trompés... Lorsque le loup est entré, ils sont tous allés se réfugier derrière la grande table solide et non pas derrière les fauteuils en plastique.

Nous sommes revenus « au calme » avec la cinquième séance, en faisant appel à un collègue sourd qui a repris toute l'histoire en LSF.

L'importance du conte dans une situation pédagogique

La sixième séance a donné lieu à une projection de diapositives sur l'histoire.

La septième séance, nous avons passé le DVD.

Enfin, la huitième et dernière séance, nous sommes allés chercher à la bibliothèque différentes histoires sur les trois petits cochons. Nous sommes repartis avec six ou sept livres... certains plus accessibles que d'autres de par leurs illustrations, de par le contenu plus ou moins modifié. Ce qu'il nous a été donné de noter cependant, c'est l'intérêt pour le livre de la part de tous, intérêt jusqu'alors jamais perçu et qui n'a cessé de croître jusqu'à maintenant.

Au cours de chaque séance a été prévu un temps sur le cahier. Les enfants rejoignent alors leur table de travail. Cette trace sur le cahier, élaborée dans un espace donné, s'avère particulièrement importante, parce qu'elle permet aux enfants de mettre de la distance par rapport aux éléments forts de l'histoire. De même, le fait de « *scratcher* » les éléments recouvre une importance parce que cela permet un contrôle de la situation. À la fin de chaque séance, les cahiers sont rangés dans le placard, tout comme les peurs.

Nous avons donc travaillé, avec un même déroulement, les histoires du *Petit Chaperon rouge*, des *Biquets* et du *Vilain petit canard*, pour aborder ensuite les histoires d'ogres et de sorcières.

**SUITE À UNE ANNÉE DE FONCTIONNEMENT,
NOUS AVONS PU FAIRE QUELQUES CONSTATS**

Toutes les séances ont eu leur importance pour que les enfants puissent entrer véritablement dans le conte, pour qu'ils arrivent à s'approprier réellement celui-ci dans les moindres détails. Cette appropriation n'ayant jamais pu se faire, pour les enfants sourds et malvoyants, à travers

l'histoire racontée par l'intermédiaire du livre seulement.

Il nous a également été donné de constater une attention plus soutenue au fil des différentes histoires. Ce développement de l'attention s'est aussi déplacé dans les temps de classe, lors de l'explication des consignes pour un travail donné. Une rentrée dans l'écrit difficilement envisageable jusqu'alors a pu se réaliser pour tous. Quant à l'évolution du schéma corporel, elle s'est avérée significative.

Outre l'impact sur la construction de la personnalité et la mise en mots des angoisses, aidant à leur intégration et distanciation, l'atelier conte a donc eu des effets pédagogiques.

Le groupe-conte a permis d'améliorer la communication non verbale, le langage (expression et compréhension), les représentations de l'espace et du temps (prérequis au langage écrit), l'intérêt et l'amélioration du graphisme, la symbolisation et l'entrée dans le langage écrit pour la plupart des enfants du groupe. Dans la restitution du récit, après plusieurs séances, nous avons constaté chez la plupart des enfants que leur discours était plus organisé, plus riche, qu'ils avaient compris et mémorisé l'histoire. Des enfants fortement inhibés osaient davantage s'exprimer. Après plusieurs écoutes d'un même conte, certains enfants ont enrichi leurs dessins, leurs représentations.

Pour un enfant, l'atelier a été difficile. Nous pensons que cette difficulté est en lien avec sa problématique affective actuelle. Il n'était peut-être pas prêt !

En guise de conclusion, le conte a eu, pour les enfants du groupe, une fonction conte-nante, organisatrice (de la pensée), constructrice (de la personnalité) et a été un soutien aux apprentissages pédagogiques.

EMPAN N° 100

RÉFÉRENCES

Sites Internet

www.apple-paille.com/contepourenfants
www.groupeconte.free.fr

Livres

JOUAULT, A ; PINSON, C. 2005. *Les groupes-contes en orthophonie pour les enfants à*

troubles de la personnalité et du comportement : leur influence sur la communication, les représentations de l'espace et du temps, et l'entrée dans l'écrit, mémoire d'orthophonie.

LAFFORGUE, P. 2002. *Petit Poucet deviendra grand*, Paris, Petite bibliothèque Payot.
L'enfant, les livres, l'écrit, La lettre de l'enfance et de l'adolescence, Revue du GRAPE, n° 61, septembre 2005.

Lieux ressources

Généralités¹ :

Ecoute Jeunes Vaucluse : 04 90 82 15 73

La Maison des adolescents de Vaucluse

La MDA84 est un **lieu public et gratuit**. Elle est ouverte aux jeunes de 11 à 25 ans, accompagnés ou non, à leur famille ainsi qu'aux professionnels travaillant auprès d'eux.

Lieu d'accueil, d'écoute et de prévention, elle apporte une réponse adaptée (somatique, psychique, juridique, éducative et/ou sociale) au jeune en difficulté.

Maison des adolescents

48 Avenue des Sources

84000 Avignon

Tél. : 04 90 84 01 88

Fil Santé Jeunes : un site pour s'informer sur sa santé, poser des questions et échanger avec des professionnels (psychologues, médecins, conseillers conjugaux et familiaux) ou avec d'autres jeunes: des actus, des dossiers, des quiz, des enquêtes, des témoignages, une boîte à questions, des forums ...

Une ligne d'écoute, d'information et d'orientation : le **0800 235 236**, disponible 7j/7 de 9h à 23h. L'appel est anonyme, gratuit depuis un fixe (ou depuis un portable : **01 44 93 30 74** - coût d'une communication ordinaire).

<http://www.filsantejeunes.com/>

Vie affective et sexuelle² :

Sida Info Service : service d'aide à distance anonyme et confidentiel pour tout savoir sur le sida, les IST, les hépatites et poser toutes les questions que vous n'osez pas poser en face à face. Des écoutants présents 7j/7 pour répondre par téléphone, par mail ou par LiveChat. Un forum pour échanger avec d'autres internautes. Également disponible depuis votre smartphone. Un numéro : 0800 840 800 (appel confidentiel anonyme et gratuit depuis un poste fixe).

<http://www.sida-info-service.org/>

ivg.gouv.fr : un site pour s'informer sur l'interruption volontaire de grossesse. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter le **0800 08 11 11** (Service et appel anonyme et gratuit).

<http://ivg.gouv.fr/>

Ligne azur : service d'aide à distance anonyme et confidentiel. Un dispositif (tél + Internet) pour celles et ceux qui se posent des questions sur leur orientation, leur identité et leur santé sexuelle. Ce dispositif s'adresse aussi aux proches.

Un numéro, le **0810 20 30 40**, accessible 7j/7 de 8h à 23h (anonyme et confidentiel - coût d'une communication locale).

<http://www.ligneazur.org/>

¹ Source : www.vaucluse.fr (dernière consultation le 29/02/16)

² Source : <http://www.onsexprime.fr/A-qui-parler-de-sexualite> (dernière consultation le 29/02/16)

La plateforme téléphonique régionale d'information :

- Provence-Alpes-Côte d'Azur : **0800 105 105** (appel gratuit depuis un poste fixe)

Les CPEF (Centres de Planification et d'Education Familiale) assurent des consultations de contraception ainsi que des actions de prévention portant sur la sexualité et l'éducation familiale. Les mineures qui souhaitent garder le secret sur leur vie intime peuvent obtenir, gratuitement et sans autorisation de leurs parents, une consultation médicale, la prescription d'un moyen contraceptif, la contraception d'urgence, ainsi que les bilans et le suivi nécessaires. Toute personne sans couverture sociale personnelle peut aussi bénéficier de ces prestations gratuitement.

Les CPEF en Vaucluse³ :

- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Médico-Social
Avenue Philippe de Girard
84400 APT
04 90 74 76 00 (standard)
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Médico-Social Avignon ouest
111, avenue Monclar
84000 AVIGNON
04 90 13 80 20 (standard)
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
LE PLANNING FAMILIAL 84
13, rue de la Vénus d'Arles
84000 AVIGNON
04 90 87 43 69
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre médico-social (centre-ville est)
1 c, route de Montfavet
84000 AVIGNON
04 32 74 61 00
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Hospitalier Henri Duffaut
305, rue Raoul Follereau
84502 AVIGNON Cedex 9
04 32 75 36 49 (répondeur)
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Médico-Social
Cours de la Résistance
84500 BOLLENE
04 90 30 11 34

³ Source : <http://www.ivg.social-sante.gouv.fr/les-centres-de-planification,13753.html#vaucluse> (dernière consultation le 29/02/16)

- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Hospitalier
Pôle santé
Rond Point de l'Amitié
84200 CARPENTRAS
04 32 85 88 26
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Hospitalier intercommunal de Cavaillon - Lauris
119, avenue Georges Clemenceau - BP 157
84304 CAVAILLON
04 90 78 85 68
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre hospitalier Louis Giorgi
Avenue Lavoisier
84100 ORANGE
04 90 11 22 22
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre médico-social
6, Chemin Saint-Clair
84120 PERTUIS
04 90 09 27 10
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Hospitalier
58, rue de Croze
84120 PERTUIS
04 90 09 42 17
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Médico-Social
349, Avenue de Cessac
84700 SORGUES
04 90 39 58 44
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Médico-Social
Rue Laennec
84110 VAISON LA ROMAINE
04 90 36 53 50
- **CENTRE DE PLANIFICATION ou D'EDUCATION FAMILIALE**
Centre Médico-Social
Allée de Verdun
84600 VALREAS
04 90 35 34 00

Et les professionnels de santé ?

- **Les médecins généralistes, les gynécologues, les sages-femmes** sont là pour vous renseigner sur les questions de sexualité et vous aider à choisir la contraception qui vous convient et vous la prescrire.
- **Les pharmaciens** sont là pour vous délivrer la contraception, vous informer et vous orienter. Ils délivrent également la contraception d'urgence.
- **Les infirmières scolaires** des collèges et lycées sont aussi là pour vous informer et vous orienter. Elles peuvent délivrer la contraception d'urgence.

Violence / Harcèlement⁴ :

Non au harcèlement 3020

Un numéro d'appel national "Non au harcèlement" 3020 est mis en place par le ministère en partenariat avec l'association l'École des parents et des éducateurs d'Ile de France.

Des conseillers-psychologues, juristes, conseillers scolaires sont à votre écoute du lundi au vendredi de 9h à 18h toute l'année (avec un temps de fermeture du 15 juillet au 17 août et du 23 décembre au 6 janvier et 16 décembre au 21 janvier pour Mayotte et la Réunion)

Ils vous écouteront, vous donneront des conseils et pourront vous proposer de prendre contact avec le **référént académique**, au sein de votre académie.

119 - Allô enfance en danger

Le service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger. Le 119 : un numéro gratuit et accessible 24h/24.

www.allo119.gouv.fr

Jeunes Violences Écoute

Appel gratuit depuis les téléphones portables et fixes : **0808 807 700**

Dispositif de lutte contre la violence chez les jeunes.

Pour les jeunes, les parents et les professionnels.

www.jeunesviolencesecoute.fr

⁴ Source : <http://www.education.gouv.fr/cid2765/climat-scolaire-et-prevention-des-violences.html> (dernière consultation le 29/02/16)

Sélection bibliographique⁵

Vie affective et sexuelle des adolescents

Rapport

AMSELLEM-MAINGUY Yaëlle, **Entrée dans la sexualité des adolescent.e.s : la question du consentement. Enquête en milieu scolaire auprès des jeunes et des intervenant.e.s en éducation à la sexualité**, INJEP, 2015-10, 102 p.

L'objectif de cette enquête est double : comprendre comment les animateurs·trices appréhendent et abordent la question du consentement lors des séances d'éducation à la sexualité en milieu scolaire, mais également comprendre comment se joue le consentement dans les pratiques des adolescent·e·s lors de l'entrée dans la sexualité, et cela à la lumière du genre. Pour ce faire, l'étude s'intéresse aussi bien aux récits des professionnel·le·s qu'aux séances mêmes d'éducation à la sexualité – qui ont été observées – et aux récits des adolescent·e·s. [Résumé éditeur]

http://www.injep.fr/sites/default/files/documents/rapport_sivs_def.pdf#overlay-context=

Rapport

AMSELLEM-MAINGUY Yaëlle, **«À la fin, tu penses que tu vas mourir, mais tu y retournes!» Jeunes, santé et Internet**, INJEP, 2015-06, 79 p.

L'analyse du recours à internet pour des questions de santé par les jeunes permet de comprendre ce qu'ils définissent par «santé», mais également quand, comment et pourquoi ils ont recours à internet. Les entretiens effectués mettent en lumière que la majorité des raisons du recours à internet par les jeunes rencontrés portent sur la santé sexuelle, l'alimentation (à travers la question des régimes) et l'apparence corporelle – et ce, pour les filles comme pour les garçons. Cette enquête contribue à éclairer aussi les enjeux autour de l'accès aux professionnels de santé et sur les représentations des jeunes concernant les acteurs du champ médico-social. [Résumé d'auteur]

http://www.injep.fr/sites/default/files/documents/2015_04_sante_internet_ok.pdf#overlay-context=article/troisieme-comite-interministeriel-de-la-jeunesse-cij-9249.html

Rapport

JOUSSELME Catherine, COSQUER Mireille, HASSLER Christine, **Portraits d'adolescents. Enquête épidémiologique multicentrique en milieu scolaire en 2013**, INSERM, 2015-03, 182 p.

Cette enquête, coordonnée par l'Unité Inserm 1178 « Santé mentale et santé publique » et le pôle Universitaire de la Fondation Vallée, dresse un état des lieux des problématiques et enjeux actuels de l'adolescence à travers une approche multifocale. Elle a été menée en milieu scolaire, auprès de jeunes de 13 à 18 ans, dans 3 régions géographiques : les Hautes-Alpes, le Val-de-Marne, la région Poitou-Charente, au moyen d'un auto-questionnaire. L'étude aborde la santé physique et mentale, les consommations, les loisirs, ou encore la sexualité. Les résultats obtenus montrent une différence fille/garçon réelle concernant notamment la maturité et l'image de soi et un gradient selon l'âge.

<http://presse-inserm.fr/wp-content/uploads/2015/03/Portraits-dadolescents-mars-2015-1.pdf>

⁵ Cette bibliographie est organisée selon les chapitres du dossier et présentée de manière ante-chronologique. Les documents ne comportant pas de liens *Internet* sont disponibles en consultation ou en prêt au service documentation du CoDES 84

Article

CAMIRAND Hélène, CAZALE Linda, BORDELEAU Monique, **Les élèves du secondaire sont-ils satisfaits de leur apparence corporelle ?**, Institut de la statistique du Québec, Zoom Santé, n°49, 2015-02, 8 p.

<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/sante/bulletins/zoom-sante-201502.pdf>

Ouvrage

Vers l'égalité réelle entre les hommes et les femmes. Chiffres-clés. Edition 2015, Ministère des affaires sociales, de la santé et du droit des femmes, 2015, 20 p.

Cet ouvrage qui agrège de nombreuses enquêtes, met en exergue les inégalités hommes/femmes dans des domaines tels que la formation, l'emploi, l'accès aux responsabilités, la culture, les médias, le sport, la santé ou encore les violences faites aux femmes.

http://femmes.gouv.fr/wp-content/uploads/2015/11/25812-DICOM-CC-complet-2015_bdpl.pdf

Rapport

PAUGAM Serge, DOLTO-TOLITCH Catherine, **Écoutons ce que les enfants ont à nous dire.**

Adolescents en France : le grand malaise. Consultation nationale des 6-18 ans 2014, UNICEF, 2014, 60 p.

Pour la deuxième année consécutive, l'UNICEF France a mené une étude d'une ampleur exceptionnelle auprès des 6-18 ans. Le rapport issu de cette étude fait ressortir le cumul des inégalités vécu par les enfants en situation de privation et le malaise grandissant entre l'enfance et l'adolescence. Il pointe en particulier les dimensions de la souffrance ressentie par certains enfants et analyse les questions du suicide et des conduites à risque chez les adolescents.

http://www.unicef.fr/userfiles/Consultation_2014.pdf

Rapport

KRAUS François, VALES Sylvain, **Génération YouPorn : mythe ou réalité. Enquête sur l'influence des nouvelles technologies sur les comportements sexuels des jeunes**, Ifop, 2013-10, 40 p.

Ce document présente un sondage Ifop, réalisé du 3 au 9 septembre 2013, à la demande du site de rencontre CAM4, leader mondial de partage de webcams gratuites sexe live. L'enquête porte sur l'influence des nouvelles technologies, notamment l'accès à de la pornographie, sur les comportements sexuels des jeunes.

http://www.ifop.com/media/poll/2367-1-study_file.pdf

Article

LAVOIE Gabrielle, **Parler de sexualité avec ses parents : aider les adolescents à y réfléchir et à s'y préparer**, Ca sexprime, n° 23, 2013, 20 p.

Ce numéro de la revue canadienne "ça sexprime" aborde la question du dialogue entre l'adolescent et ses parents quant à la sexualité. Il a pour objectif de constituer un outil permettant aux enseignants et aux intervenants d'aider les jeunes à communiquer plus facilement avec leurs parents sur ce sujet. Les articles de ce dossier sont suivis et complétés par des propositions d'activités à mener avec les adolescents.

<http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2013/13-314-02F.pdf>

Article

MARSAN Annabelle, **Nos Roméo pensent-ils juste au sexe ? Les enjeux de la masculinité et leurs conséquences sur la sexualité des adolescents**, Ca sexprime, n° 22, 2013, 28 p.

Ce numéro de la revue canadienne "ça sexprime" traite de l'identité masculine et la masculinité à travers différents angles de vue : des définitions, des critères de masculinité passés au crible, le

passage de l'état de garçon à celui d'homme, l'homosexualité, la séduction au masculin, l'amour et le sexe comme rite de passage pour devenir un homme. Les articles sont suivis et complétés par des propositions d'activités à mener avec des adolescents.

<http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2012/12-314-03F.pdf>

Article

Pôle régional de compétences en éducation et promotion de la santé Languedoc-Roussillon, **Vie affective et sexualité**, L'astrolabe d'Hygie, n° 1, 2012-12, 27 p.

Ce premier numéro de L'astrolabe d'Hygie traite de la vie affective et sexuelle. Il aborde notamment la question du genre, la sexualité chez les jeunes, l'éducation à la sexualité et à la vie affective de la maternelle à l'université. Il s'intéresse aussi à la question de la pornographie et de l'image des corps. Il présente le programme de développement affectif et social (PRODAS), des actions sexualité sur des territoires peu couverts et l'action de l'Association Réflexions Actions Prévention communautaire (ARAP Rubis) dans le milieu de la prostitution. Pour finir, une bibliographie détaillée est proposée sur la thématique ainsi qu'une sitographie et une liste de lieux ressources.

http://www.pole-education-sante-lr.fr/IMG/pdf/l_astrolabe_d_hygie-1.pdf

Article

HUBERT Tamara, **Climat scolaire et violence dans les collèges publics perçus par les filles et les garçons**, Note d'information, n° 12.20, 2012-12, 8 p.

Cet article présente les résultats d'une enquête portant sur le climat scolaire et sur les actes de violence, données recueillies directement auprès de collégiens répartis dans un échantillon représentatif de 300 collèges du secteur public en France métropolitaine. Cette enquête s'intéresse aux actes de violence subis en milieu scolaire, mais aussi à la perception du climat scolaire par les collégiens.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2012/20/1/DEPP-NI-2012-20-Climat-scolaire-violence-colleges-publics-percus-filles-garcons_235201.pdf

Rapport

JOUANNO Chantal, **Contre l'hypersexualisation, un nouveau combat pour l'égalité**, Ministère de la solidarité et de la cohésion sociale, 2012-03-05, 161 p.

Ce rapport présente le phénomène d'hypersexualisation. Il aborde la sexualité comme construction sociale, la libération sexuelle, la dictature sexuelle, l'impact des stars, de la mode dans ce phénomène. Il traite également de l'hypersexualisation à l'égard des enfants et du marché puissant de produits fortement sexualisés à destination des petites filles notamment. Il précise ensuite les enjeux liés à l'hypersexualisation : les enjeux individuels autour de la construction psycho-affective des enfants hypersexualisés, la prévention des conduites à risques ainsi que l'enjeu collectif lié au respect et à la dignité des personnes et de l'égalité entre les sexes. Pour finir, il propose 12 recommandations pour pallier ce phénomène.

http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_hypersexualisation2012.pdf

Article

LAURENT-BEQ Anne, HOUSSEAU Bruno, DE LUCA BARRUSSE Virginie (et al.), **Education à la sexualité, du social à l'intime : l'émergence d'Internet et des réseaux sociaux**. Dossier, Santé de l'homme, n° 418, 2012-03, pp. 9-43

<http://www.inpes.sante.fr/SLH/pdf/sante-homme-418.pdf>

Article

MAILLOCHON Florence, **L'initiation sexuelle des jeunes : un parcours relationnel sexuellement différencié**, Santé de l'homme, n° 417, 2012-01, pp. 46-48

<http://www.inpes.sante.fr/SLH/pdf/sante-homme-417.pdf>

Article

CLAIR Isabelle, « **Le pédé, la pute et l'ordre hétérosexuel** », Agora débats/jeunesses 2012, n° 60, p. 67-78

<http://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2012-1-page-67.htm>

Ouvrage

GODEAU Emmanuelle, NAVARRO Félix, ARNAUD Alain, **La santé des collégiens en France / 2010. Données françaises de l'enquête internationale Health Behaviour in School-aged Children (HBSC)**, Editions INPES, 2012, 247 p.

Cette étude constitue le volet français de la 5ème enquête internationale Health Behaviour in School-aged Children et dresse le panorama des comportements de santé des jeunes Français de 11 à 15 ans ainsi que du contexte social dans lequel ils évoluent. Les autoquestionnaires auxquels ont répondu les élèves abordent un large éventail de domaines : bien-être, image de soi et poids, sommeil, sexualité, alcool, harcèlement...) et de leurs contextes (famille, école, pairs).

<http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1412.pdf>

Article

GASCON Sophie, **La communication dans le couple adolescent**, Ca s'exprime, n° 16, 2011, 20 p. Ce numéro de la revue "ça s'exprime" est consacré à la communication dans le couple adolescent. Il a pour objectif d'être un outil permettant aux enseignants et aux intervenants d'aider les jeunes à communiquer plus facilement avec leur partenaire amoureux. Il se divise en deux parties : la première partie fournit des informations concernant la thématique de la communication en général (les composants d'une bonne et d'une mauvaise communication, la communication en rapport avec la sexualité). La deuxième partie propose des activités d'apprentissage autour de la communication, de l'expression de ses sentiments, ou de la sexualité.

<http://casexprime.gouv.qc.ca/fr/magazine/numero/16/>

Ouvrage

DESCARRIES Francine, MATHIEU Marie, **Entre le rose et le bleu : stéréotypes sexuels et construction sociale du féminin et du masculin**, Conseil du statut de la femme, 2010-01, 151 p.

Ce document a pour objectif de fournir des connaissances sur les stéréotypes sexuels, leur transmission à travers une socialisation différenciée des filles et des garçons et leur impact sur les rapports sociaux de genre à différents niveaux (vie quotidienne, privée ou sociale). Il se présente en cinq grandes parties. La première propose une revue de littérature sur les stéréotypes sexuels ; la deuxième s'intéresse à leur contenu ; la troisième aux mécanismes de socialisation contribuant à leur reproduction (via le milieu familial, scolaire, les médias, l'environnement socio-culturel) ; la quatrième analyse les effets négatifs de ces stéréotypes (à l'école, dans la famille, au travail, au niveau relationnel). Enfin, la dernière partie propose des stratégies à différents niveaux pour combattre ces stéréotypes.

<http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-35-1082.html>

Ouvrage

CLAIR Isabelle, DESCOUTURES Virginie, **Filles et garçons d'un quartier populaire de Paris**, Centre de recherches et politiques de Paris, 2010, 96 p.

« Dans les quartiers populaires parisiens, la situation des jeunes filles, ni noire ni rose, balance entre émancipation et stratégies de contournement. "Les filles des cités parisiennes ont moins de comptes à rendre que les filles de banlieue. Le poids de la réputation pèse moins sur elles".

L'enquête inédite de la sociologue Isabelle Clair, présentée mardi à la Maison des Métallos, est la première de ce genre réalisée sur le territoire de Paris intra-muros.

<http://ecvf.online.fr/IMG/pdf/Rapport-d-Isabelle-Clair-Filles-et-garcons-d-un.pdf>

Rapport

BRAUNS Nadine, ADRIAENSSENS Alexandra, KUPPERBERG Deborah, **La violence dans les relations amoureuses chez les jeunes âgés de 12 à 21 ans. Une étude menée en Communauté française de Belgique**, Ministère de la communauté française de Belgique-direction de l'égalité des chances, 2009-02, 224 p.

Cette étude a été commandité par la Direction de l'égalité des chances du Ministère de la communauté française de Belgique dans le cadre du programme d'action gouvernemental pour la promotion de l'égalité hommes-femmes, de l'interculturalité et de l'inclusion sociale. Les objectifs poursuivis sont d'évaluer l'ampleur du phénomène de la violence dans les relations amoureuses des jeunes et d'analyser le phénomène de la violence dans les relations amoureuses des jeunes et ses différentes manifestations.

http://www.egalite.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&file=fileadmin/sites/sdec/upload/sdec_super_editor/sdec_editor/documents/violence_envers_femmes/Etude_Violences_dans_les_relations_amoureuses_des_jeunes_2009_01.pdf&hash=910b0efc4bdb25cd895a800de9a896a9de0eb660

Communication

MILLETTE Josianne, DONNE Barbara, GOLDFARB Lilia (et al.), **Jeunes, médias & sexualisation**, Young Women's Christian Association, Y des Femmes, 2009, 57 p.

Ce document rend compte d'un acte de colloque sur la question de la sexualisation des jeunes et de la société et sur l'influence des médias sur le phénomène. Une partie des interventions décrit le phénomène, ses causes et ses conséquences : impact de la mode hypersexy sur l'identité féminine, analyse des contenus de revues féminines ou des émissions de télévision pour enfants, "pornographisation" de la société et ses conséquences sur le comportement hypersexualisé des jeunes. D'autres interventions présentent des initiatives pour contrer ce phénomène comme un projet d'autorégulation des stéréotypes sexistes dans les médias, la mise en place d'un plan d'action et de communication pour lutter contre la "pédophilie culturelle".

http://www.ydesfemmesmtl.org/documents/Actes_Jeunes_Medias_et_Sexualisation.pdf

Rapport

ASSOULINE David, **Rapport d'information au nom de la commission des Affaires culturelles sur l'impact des nouveaux médias sur la jeunesse**, Sénat, 2008-10-22, 138 p.

La première partie du rapport montre que la révolution numérique est en marche et qu'il faut réfléchir aux meilleurs moyens d'encourager les pratiques numériques des jeunes en faisant en sorte qu'elles leur soient le plus profitable possible. La deuxième partie du rapport met en avant les apports positifs de ces nouveaux médias tandis que la troisième partie du rapport se penche sur les menaces qu'ils font peser sur la jeunesse. La quatrième partie du rapport est consacrée aux moyens de canaliser et de maîtriser l'usage médiatique des jeunes afin de réduire les risques. En conclusion, quinze propositions émergent qui visent à renforcer le contrôle des nouveaux médias

pour mieux protéger les mineurs mais aussi à mettre en place une stratégie de prévention en développant notamment l'éducation aux médias au sein du milieu scolaire.

<http://www.senat.fr/rap/r08-046/r08-0461.pdf>

Article

CLAIR Isabelle, **De la place des jeunes filles dans les quartiers populaires**, Profession banlieue, Les après-midi n° 11, 2008, 12 p.

http://www.professionbanlieue.org/c__7_39__Les_Apres_midi_.html

Article

La violence dans les relations amoureuses chez les adolescents, Les Analyses de la FAPEO, FAPEO, 2008-05, 20 p.

http://www.fapeo.be/wp-content/analyses/archives/La_violence_rel.pdf

Article

GAGNON Geneviève, **La pornographie sur internet et ses conséquences pour les jeunes : Comment intervenir**, Ca sexprime, n° 9, 2007, 11 p.

<http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2006/06-314-03.pdf>

Actes

CRAES-CRIPS Rhône-Alpes, Mouvement français pour le planning familial (MFPF), **Images et représentations de la sexualité dans les médias : quelles attitudes éducatives ?**, CRAES-CRIPS Rhône-Alpes, 2006-05, 55 p.

L'image de la sexualité, du corps et du genre véhiculée par les médias et leur impact sur les enfants et les adolescents est analysée pour ses répercussions sur la construction d'un modèle favorisant les comportements sexistes et inégalitaires.

L'éducation pour la santé

Ouvrage

TRUDEL Jasmine, DUFOUR C., MOQUIN Catherine (et al.), **5 pistes d'action pour favoriser une image corporelle positive. Guide à l'intention des éducateurs physiques enseignants du primaire, du secondaire et du collégial**, Equilibre, 2015, 33 p.

Ce guide à l'attention des enseignants d'activités physiques prenant en charge des enfants ou des adolescents, propose des pistes pour favoriser une image corporelle positive dans le cadre du cours d'éducation physique.

<http://equilibre.ca/documents/files/guideepe-2015-web.pdf>

Ouvrage

Évaluation de l'expérimentation « Prévention des violences faites aux femmes par la lutte contre les stéréotypes sexistes » (APDOM4). Note de cadrage, Quadrant Conseil, 2015, 100 p.

http://www.univ-brest.fr/digitalAssets/45/45980_Offre-APDOM4-VF.pdf

Didacticiel

Comportements sexistes et violences scolaires : prévenir, repérer, agir. Guide ressources pour les équipes éducatives des collèges et lycées, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2014-11, 36 p.

Ce guide présente un panorama de la problématique des violences sexistes et sexuelles chez les adolescents, y compris la prostitution et les questions des mariages forcés et des mutilations sexuelles. Il propose des éléments de définition, des rappels de nature juridique et des pistes d'actions pour aider les équipes éducatives en milieu scolaire.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/11_Novembre/02/9/Violences_sexuelles_Guide-PDF_2014_Canope_370029.pdf

Rapport

CONDRAN Brian, **Interventions sur les dimensions de la santé sexuelle : une revue des interventions évaluées en matière de promotion de la santé sexuelle**, Centre de collaboration nationale des maladies infectieuses, 2014-04, 19 p.

Cette revue de littérature a pour objectif l'appui de la planification, la mise en œuvre et l'évaluation efficace des interventions de promotion de la santé sexuelle, par : la détermination des dimensions de la santé sexuelle, l'analyse des moyens utilisés par les intervenants, l'inventaire des mesures d'évaluation utilisées dans le suivi des résultats.

https://cdn.metricmarketing.ca/www.nccid.ca/files/Evidence_Reviews/DimensionsSexHealth_FRN.pdf

Rapport

NAVES Marie-Cécile, WISNIA WEILL Vanessa, **Lutter contre les stéréotypes filles-garçons : un enjeu d'égalité et de mixité dès l'enfance**, Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 2014-01, 234 p.

Ce rapport étudie de manière transversale le problème des stéréotypes entre les filles et les garçons, dans l'enfance et l'adolescence, en couvrant l'ensemble de leur vie quotidienne. Les auteurs de ce travail concluent que la recherche d'égalité bute sur les attitudes et les rôles sociaux. Les positions sociales des hommes et des femmes ne résultent pas uniquement de choix de vie individuels et rationnels mais aussi d'habitudes, de clichés, de traditions qui n'influencent pas seulement les goûts des individus mais aussi les institutions et les ressources qu'elles constituent pour chacun et chacune.

http://www.strategie.gouv.fr/blog/wp-content/uploads/2014/01/CGSP_Stereotypes_filles_garcons_web.pdf

Article

BLUZAT Cécile, KERSAUDY-RAHIB Delphine, NUGIER Angélique, **Santé sexuelle. A quels professionnels s'adresser ? Dossier**, La Santé en action, n° 423, 2013-03, pp. 10-49

Ce dossier propose un tour d'horizon des lieux d'accueil et de prise en charge du public en santé sexuelle, terme utilisé et défini par l'OMS, et donne la parole aux professionnels qui interviennent sur ce champ.

<http://www.inpes.sante.fr/SLH/pdf/sante-action-423.pdf>

Article

DURANT Muriel, **Raconte-moi... la promotion de la santé**, Education santé, n°286, 2013-02, pp. 8-12

Amorcé à la fin des années 1960, le mouvement du «renouveau du conte» a le vent en poupe. Le conte, art de la scène à part entière, est de plus en plus présent. Il prend des formes très diverses, qui vont de la narration pure et simple à une théâtralisation forte. Le répertoire des conteurs est également très varié et ne se limite pas au conte traditionnel. Récits de vie, légendes contemporaines, créations personnelles... sortent de la bouche des conteurs contemporains.

[Résumé éditeur]

http://www.educationsante.be/es/telechargmt_pdf.php?pdf=../pdf/es286.pdf

Ouvrage

THAI Yasmine, **Comment réagir aux situations d'hypersexualisation en collectivité ?**, Latitude jeunes, Solidaris mutualité, Mutualité socialiste, 2013, 42 p.

L'objectif de ce guide est d'amener les équipes d'encadrement à une nouvelle réflexion sur l'hypersexualisation, à initier le dialogue et à oser aborder le sujet avec les plus jeunes. Il s'adresse aux animateurs des centres de vacances mais également à toute personne côtoyant des enfants et/ou des jeunes en collectivité, présente huit cas vécus et propose des pistes de réflexion et des repères pour réagir en équipe de façon réfléchie.

http://www.latitudejeunes.be/OutilsEtPublications/ViaAffectiveEtSexuelle/Documents/LatitudeHypersexualisationLight_WEB.pdf

Article

HINCELIN Luc, **Conduire son projet comme l'on fait son jardin ?**, Rubrique repères pour agir en promotion de la santé, n° 23, 2012-09, 2 p.

Cet article présente les différentes étapes dans la conduite d'un projet en éducation et promotion de la santé, en proposant une analogie sur l'art de jardiner.

http://pmb.santenpdc.org/doc_num.php?explnum_id=13642

Communication

GILOT Julie, HAELEXYCK Marie-Claire, **Le conte familial, un projet intergénérationnel**, Biennale internationale de l'éducation, de la formation et des pratiques professionnelles, Paris, 2012/07, 12 p.

Cette proposition de communication reprend les résultats de deux recherches menées au sein du service d'Orthopédagogie Clinique de l'Université de Mons. Actuellement, les projets intergénérationnels se développent de plus en plus et de nombreuses études montrent les bénéfices que peuvent retirer les générations participant à de tels projets. Les deux recherches menées s'inscrivent dans ce cadre. Elles ont pour but d'évaluer si la création d'un projet intergénérationnel centré sur la transmission de l'histoire familiale par le biais du conte a ou non un impact, d'une part, sur la perception que les personnes âgées ont de leur santé et, d'autre part, sur la qualité de vie de ces dernières. [Résumé d'éditeur]

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00865677/document>

Ouvrage

Boîte à outils méthodologique pour les porteurs d'actions d'éducation à la vie affective et sexuelle des jeunes, IREPS Bretagne-Antenne Morbihan, 2012-06, 97 p.

Ce guide méthodologique est destiné à l'ensemble des professionnels amenés à mettre en œuvre des actions d'éducation à la vie affective et sexuelle auprès des jeunes au sein d'établissements scolaire ou dans toutes autres structures destinées à accompagner des jeunes (maisons de quartiers, foyers de jeunes travailleurs...). Il a pour objectif d'apporter une aide à la préparation, à la structuration et à l'animation d'actions d'éducation à la sexualité. Il présente à la fois des éléments de méthodologie pour chaque étape de mise en œuvre de l'action, des recommandations et conseils ainsi que des exemples d'outils simples pouvant être utilisés. Ce guide est structuré en cinq parties : la constitution de l'équipe projet et la mobilisation des partenaires, l'analyse de la situation, la définition des objectifs, la mise en œuvre du projet, l'évaluation et la communication. Chacune de ces étapes comprend une présentation synthétique de la démarche à mettre en œuvre et donne des exemples de dispositifs, de techniques ou d'outils pouvant être utilisés par les professionnels.

http://doc.hubsante.org/opac_css/doc_num.php?explnum_id=13580

Usuel

LHOURS Gaëlle, **Glossaire éducation pour la santé, promotion de la santé et santé publique à destination de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur**, CRES Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2011-02, 33 p.

Ce glossaire a été élaboré en vue d'outiller le groupe technique du Programme régional de santé de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il propose une base commune de vocabulaire du champ de l'éducation pour la santé, la promotion de la santé, la santé publique et l'organisation territoriale des politiques de santé. Il est constitué de définitions et argumentaires relatives à 52 termes [résumé d'auteur].

http://www.cres-paca.org/_depot_arkcms_crespaca/_depot_arko/articles/35/voir-le-document_doc.pdf

Ouvrage

Comportements sexistes et violences sexuelles. Prévenir, repérer, agir, Scérén, 2011, 26 p.

Ce guide ressources, réalisé par la direction générale de l'enseignement scolaire en partenariat avec le Service des droits des femmes et de l'égalité du ministère des solidarités et de la cohésion sociale, entre dans le cadre des travaux du comité de pilotage de la convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif. A destination des équipes éducatives des collèges et des lycées, il propose un état des lieux des violences sexuelles en France et des différentes formes de violences en milieu scolaire, fournit des définitions et des rappels juridiques relatifs au sexisme, aux violences à caractère sexuel, aux mariages forcés et aux mutilations sexuelles féminines. Un chapitre est consacré au rôle de l'école et à la prévention. Des ressources utiles concluent le document.

http://media.eduscol.education.fr/file/Valeurs_republicaines/05/3/comportements_sexistes_et_violences_sexuelles_162053.pdf

Ouvrage

GUEGUEN Juliette, FAUVEL Guillaume, LUHMANN Niklas (et al.), **Education pour la santé. Guide pratique pour les projets de santé**, Médecins du Monde, 2010-06, 50 p.

L'objet de ce guide est de présenter quelques concepts clé en éducation pour la santé, et d'offrir une base commune en termes de vocabulaire, d'objectifs, de recommandations pratiques et de méthodes aux différents coordinateurs sur le terrain. Il est constitué de cinq chapitres : la présentation des principaux concepts en éducation pour la santé ; la méthodologie pour monter un projet en éducation pour la santé et des recommandations pratiques ; les principaux outils utilisés en éducation pour la santé à travers des fiches théoriques et des exemples pratiques ; des exemples de messages à transmettre et des ressources complémentaires ; des supports de sensibilisation et d'éducation pour la santé et quelques clés pour leur compréhension et leur élaboration.

http://www.medecinsdumonde.org/content/download/14839/174731/file/Mdm_Guide+Education+pour+la+sant%C3%A9_2010.pdf

Didacticiel

MANSOUR Zeina, LANSADE Hélène, LOQUET Ludovique (et al.), **Méthodologie et évaluation d'actions ou de programmes de santé publique. Nouvelle édition 2010**, CRES Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2010

L'objectif de ce CD-Rom est de développer en région Provence-Alpes-Côte d'Azur une culture commune de la méthodologie et de l'évaluation en santé publique et de permettre aux acteurs, décideurs et financeurs de partager un outil de travail. Il a été conçu comme un outil d'accompagnement à la conceptualisation, à la mise en place et à l'évaluation d'un programme ou d'une action de prévention. Le contenu de cet outil, dont la première version datait de 2005, a été réactualisé et enrichi de nombreux exemples.

<http://www.cres-paca.org/methodo/methodo.swf>

Rapport

Espace régional de santé publique (ERSP)-groupe évaluation, **L'évaluation en 9 étapes. Document pratique pour l'évaluation des actions santé et social**, ERSP, 2008-01, 36 p.

Après un premier aperçu de la démarche d'évaluation, neuf étapes permettent de s'approprier la technique de l'évaluation d'action ou de programme, de la mise en place du cadre du programme jusqu'au rapport final et l'évaluation de l'évaluation.

<https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=0ahUKEwiX5KWwyvTJAhVLtBoKHZSoACAQFggmMAE&url=http%3A%2F%2Fprc-ra.org%2Fupl%2Fdl.asp%3Fc%3D310%26n%3D001453&usg=AFQjCNFG-3qS3KPH5DcGjuvShFj1wp85Og&sig2=6IWIDf98utMxFu21Zq6yvA&cad=rja>

Didacticiel

Groupement régional de santé publique (GRSP) de Midi-Pyrénées, Comité régional d'éducation pour la santé (CRES) Midi-Pyrénées, **Guide d'accompagnement à l'élaboration d'un projet de prévention santé. Midi-Pyrénées**, GRSP Midi-Pyrénées, CRES Midi-Pyrénées, 2008, 15 p.

Ce document propose une aide méthodologique aux porteurs de projets qui veulent déposer une demande de subvention auprès du Groupement régional de santé publique Midi-Pyrénées pour la mise en place d'un projet d'éducation pour la santé. Il s'articule autour de quatre étapes : l'analyse

de la situation, la définition des priorités et des objectifs, la préparation de l'évaluation, la détermination et la planification des activités, et est complété par une liste des référents et contacts régionaux.

http://educsantedoclimousin.bibli.fr/opac/doc_num.php?explnum_id=89

Ouvrage

BROUSSOULOUX Sandrine, HOUZELLE-MARCHAL Nathalie, **Education à la santé en milieu scolaire. Choisir, élaborer et développer un projet**, Editions INPES, 2006-10, 139 p.

Outil d'accompagnement pour les équipes éducatives souhaitant mettre en œuvre un projet d'éducation pour la santé à l'école, notamment au sein des comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, qui décrit et illustre les différentes étapes de la démarche de projet.

http://media.education.gouv.fr/file/Action_sanitaire_et_sociale/30/4/guide_education_sante_115304.pdf

Article

BOULE-CROISAN Annick, **La fonction thérapeutique du conte**, Le Coq-héron 2005/2, n° 181, p. 128-136

<http://www.cairn.info/revue-le-coq-heron-2005-2-page-128.htm>

Article

PLATIEL Suzy, **L'enfant face au conte**, Cahiers de Littérature Orale, INALCO, 1993, n°33, pp. 55-73

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00606144/document>